Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 NOVEMBRE 1914

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
L. S

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept octobre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au premier décembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept octobre courant; vous convoquons par les présentes pour le PREMIER DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th NOVEMBER, 1914

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seven October, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the first day of December, next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty-seventh October instant; and hereby convene you for the FIRST of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

15 NOV 1914

16 NOV 1914

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-neuvième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
4619 L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this nineteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
4620 Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. J. Ernest Poupart, hôtelier; Alice Poupart, fille majeure et usant de ses droits; Emilia Poupart, fille majeure et usant de ses droits ; Albert Seney, commis; Avila Laurendeau, épicier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail d'épiceries, provisions, liqueurs, ferronneries, chaussures, marchandises sèches, et toutes sortes de marchandises en général;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et de l'exportation;

Agir comme agents à commission et agents commerciaux généralement;

Acheter, vendre ou échanger, des propriétés ou lots vacants, et faire le commerce d'immeuble en général;

Faire le commerce de produits agricoles et d'animaux, ansi que l'élevage d'iceux;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce, droits de patentes, privilège d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Fabriquer et vendre soda, ginger ale, cidres et toutes autres liqueurs douces;

Fabriquer et vendre les vins canadiens;

Embouteiller et vendre de la bière, et faire toutes autres affaires qui se rapporte à tel commerce, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir, en tout ou partie l'actif et l'achalandage de toutes autres compagnies,

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating J. Ernest Poupart, hotelkeeper; Alice Poupart, spinster in the full exercise of her rights; Emilia Poupart, spinster in the full exercise of her rights; Albert Seney, clerk; Avila Laurendeau, grocer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in groceries, provisions, liquors, hardeware, boots and shoes, dry goods and alll kinds of merchandise in general;

To manufacture and otherwise produce and acquire such merchandise;

To carry on the importation and exportation business;

To act as commission agents and general commercial agents;

To purchase, sell or exchange property or vacant lots and deal in real estate generally;

To deal in farm produce and live stock and to carry on the business of traders of live stock;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges of any invention and to utilize the same in the connection with the company's business;

To manufacture and sell soda, ginger ale, cider and any other soft drinks;

To manufacture and sell canadian wines;

To bottle and sell beer and carry on any other business incidental thereto, the whole subject to the provisions of the "Licence Act" ;

To enter into any agreement with any company carrying on a similar business for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise in the interest of the said comapany;

To acquire shares in any company carrying on a similar business and to pay for such shares in cash or in paid up shares of the present company, wholly or partially;

To amalgamate with other companies authorized to carry on a similar business;

To purchase and acquire the whole or a part of the assets and good wi. of any other compa-

sociétés ou personnes faisant semblable commerce et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées et surtout celui déjà exploité par A. Larendeau;

Se charger du paiement du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie, comme une affaire en opération, et toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débentures ou toutes autres considérations valables;

Acquérir toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation, sous le nom de "A. Laurendeau Limitée", avec un capital social de vingt mille (20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5501 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. Théophile Ethier, hôtelier; Blanche Desautels, autorisée de son mari; Alphonse Desautels, charretier; Adélard Desautels, marchand; Dora Ethier, rentière, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Théos Hotel", 147-149-159 Amherst, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des

nies, firms or persons carrying on a similar business, especially the business now carried on by A. Laurendeau, and to pay therefor partly in cash or partly in paid up shares;

To assume the payment of the liabilities of any such companies, firms or persons;

To sell the business and property of the company, as a going concern, to any persons, firms or companies having the power to acquire same and to receive the price thereof in cash or in paid up shares, debentures or any other legal considerations;

To acquire any property necessary for the business of the said company and exploit the same, under the name of "A. Laurendeau Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5502 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Théophile Ethier, hotel-keeper; Blanche Désautels, authorized by her husband; Alphonse Desautels, carter; Adélard Desautels, merchant; Dora Ethier, rentier, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Théos. Hotel", 147, 149, 159 Amherst, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels,

hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs énivrantes, sous le nom de "Théos. Hotel, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5507 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du trois novembre, 1914, constituant en corporation MM. Adélard Tremblay, courtier d'assurance; Pierre alias Pitre Gaudreau, marchand; Louis Gagnon, marchand; Louis Henri Carrier, marchand, et Jospeh Elie Massicotte, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, détenir, développer, vendre, louer, engager, échanger, améliorer ou autrement disposer de biens-fonds, bâtisses et de toutes propriétés, intérêt et droit qui s'y trouve;

Entreprendre et diriger, à commission ou autrement, la gérance ou la vente des propriétés, meubles ou immeubles et exercer l'industrie d'agents d'immeubles, d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance;

Prendre ou détenir des hypothèques pour toutes sommes dues à la compagnie, et les vendre, céder ou autrement en disposer;

Faire les opérations d'une agence générale de courtage et agir comme agent et courtier pour les placements, emprunts, paiements, transmissions et recouvrements des deniers et pour le transfert et enregistrement d'obligations, débentures, parts ou autres valeurs;

Construire, acquérir, affréter, exploiter, louer, affermer, hypothèquer, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de véhicules-moteurs, vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, barges, canots-moteurs, et autres sortes de navires, quais, jetées, élevateurs, entrepôts, hangars pour fret et autres bâtisses et faire généralement les affaires de transport des personnes et des choses;

Faire les affaires de marchands généraux et commerçants;

De tenir des lignes d'autobus, automobiles, chars, voitures de places ou autres semblables dans la ville de Chicoutimi, et dans toutes les ville, villages et paroisses des comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean après en avoir obtenu la permission des autorités municipales intéressées et d'obtenir des privilèges pour ces fins;

Acquérir par achat, louer, entretenir et exploiter des boutiques de construction, réparation et entretien de toutes sortes de voitures, véhicules-moteurs, vaisseaux, bateaux, barges et autres;

Faire les affaires de mécanicien dans toutes leurs formes et spécialités;

restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effct of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Théos Hotel, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5508 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Adelard Tremblay, insurance broker; Pierre alias Pitre Gaudreau, merchant; Louis Gagnon, merchant; Louis Henri Carrier, merchant, and Joseph Elie Massicotte, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To construct, hold, develop, sell, lease, pledge, exchange, improve or otherwise dispose of real estate buildings and any property, interests therein and rights thereto;

To undertake and direct, on commission or otherwise, the management or the sale of property, moveable or immoveable, and to carry on the business of real estate agents, agents and brokers for all kinds of insurance;

To take or hold hypothecs for all sums of money owed to the company, and to sell, convey or otherwise dispose of same;

To carry on the business of a general brokerage agency and to act as agent and broker for the investment, loan, payment, transmission and recovery of monies and for the transfer and registration of bonds, debentures, shares or other securities;

To construct, acquire, charter, operate, lease, rent, hypothecate, sell or otherwise dispose of all sorts of motor vehicles, steamships and sailing vessels, boats, barges, motor canoes and other sorts of ships, wharves, piers, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings and to carry on the transportation business of persons and things;

To carry on the business of general merchants and traders;

To keep autobus lines, automobiles, cars, cabs or other similar vehicles in the town of Chicoutimi and in all the towns, villages and parishes of the counties of Chicoutimi and Lake St. John, after having obtained the permission of interested municipal authorities, and also to obtain privileges for such purposes;

To acquire by purchase, to lease, maintain and operate shops for the construction, maintenance and repair of all kinds of carriages, motor vehicles, vessels, boats, barges and others;

To carry on the business of machinist in all branches thereof;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir toutes entreprises semblables en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

Faire aucun et tous tels actes non spécifiés ci-dessus dans les présentes qui sembleront nécessaires et avantageux pour l'accomplissement des objets ci-dessus énoncés;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants, sous le nom de "La Compagnie d'Autobus de Chicoutimi" avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce troisième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5499 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois novembre, 1914, constituant en corporation MM. Arthur Neveu, et Joseph Neveu, hôteliers, Ida Dame, autorisée de son mari, Eloi Duluth, commis, Albert Pelletier, cigarier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Neveu & Fils, coins Boulevards Monk et St. Patrick" avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of this company, together with its plant, good-will, privileges and property of all kinds, and to pay therefor in cash, shares, bonds of the company or otherwise;

To do all or any such acts, not specified herein, as may seem necessary and advantageous for the attainment of the above objects;

To pay for all services rendered to or required by the company, in cash, or either partly in cash or partly in paid up shares, under the name of "La Compagnie d'Autobus de Chicoutimi" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5500 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Arthur Neveu, and Joseph Neveu, hotel-keepers Ida Dame, authorized by her husband, Eloi Duluth, clerk, Albert Pelletier, cigarmaker, of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Neveu & Fils, corner of Monk Boulevard and St. Patrick", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Neveu & Fils Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres $100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5503 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. Ferdinand Simard, hôtelier; Alexandre Simard, argentier; Godefroy Pelletier, rentier; John Dion, marchand tailleur; Zénon Juteau, artiste; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "F. Simard," 580 Sainte-Catherine Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Neveu & Fils Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5504 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Ferdinand Simard, hotel-keeper; Alexandre Simard, silversmith; Godefroy Pelletier, rentier; John Dion, merchant tailor; Zénon Juteau, artist; all of the city of Montreal, for the following purposes:

T carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "F. Simard", 580 Sainte Catherine-East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Simard piastres avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5505 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier; Joseph Noel Décarie, avocat; Philéas Décarie, gentilhomme; Alfred Louette et Joseph Louette, constructeurs, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toutes manières, manufacturer les conserves telles que les tomates et tout autre produit de cette même nature, y compris les graines de la semence, beurre, fromage, lait et crême, le bacon et de toute autre sorte de viande;

Vendre, fabriquer, acheter des barils, boîtes ou tout autre sorte d'empaquetage nécessaire pour le commerce de la compagnie, ainsi que le commerce de foin et de grain;

Le droit d'acheter des terres pour subdivision ou culture pour l'usage de la "Saint Roch Canning Limited", avec le droit de faire le commerce de gros et de détail dans tous les objets ci-dessus mentionnés;

La compagnie aura le droit d'exercer tout pouvoir en rapport avec les conserves alimentaires de toutes sortes exploitées, des magasins, entrepôts ou autres pour la vente des produits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation et à son organisation sous le nom de "Saint Roch Canning Limited", avec un capital social de vingt mille ($20,000.00) piastres, divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Roch l'Achigan, district de l'Assomption.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5527 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six novembre 1914, constituant en corporation MM. Cléophas Rivard, sellier et marchand; Luc Simard, bour-

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, and sell, assign and transfer shares debentures or other other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Simard, Limitée", with a capital stock of twenty tousand ddollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5506 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker; Joseph Noel Decarie, advocate; Philias Décarie, gentleman; Alfred Louette and Joseph Louette, builders, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare in any manner, manufacture canned goods such as tomatoes and any other products of a like nature including seeds, butter, cheese, milk and cream bacon and any other kind of meat;

To sell, manufacture, purchase barrels, boxes or any other means of packing necessary for the company's business, and also deal in hay and grain;

The right to purchase land for subdivisation or cultivation for the use of the "Saint Roch Canning Limited" with the right to deal wholesale and retail in all the above articles;

The company shall have the right to exercise any power in connection with alimentary canned goods of all kinds exploited, own stores, warehouse or other buildings for the sale of the company's products;

To pay out of the funds of the company all costs relating to its incorporation and organization, under the name of "Saint Roch Canning Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty hundred dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Roch l'Achigan, District of L'Assomption.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5528 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Cleophas Rivard, saddler and merchant; Luc Simard

geois; Arthur Lavallée, entrepreneur-menuisier; Salem Morin, menuisier; et J. Achille Roberge, buandier, tous de la ville de Roberval, dans les buts suivants;

Faire le commerce général de chaussures, d'épiceries, de provisions, de ferronneries, de nouveautés, en gros et en détail, et en général, faire le commerce de marchands généraux à la campagne, avec droit d'acheter les produits de la ferme et les revendre, acquérir et posséder les immeubles nécessaires à l'exploitation de ce commerce, acquérir tous fonds de commerce, les liquider et composer;

Contracter des emprunts sur obligations, accepter des hypothèques ou autres garanties en règlement, composer avec tous débiteurs ou créanciers, et en général faire tout ce qui sera nécessaire pour atteindre le but de la compagnie, sous le nom de La Compagnie Rivard & Simard, Limitée, avec un capital social de dix-huit mille ($18,000.) piastres, divisé en trois mille six cents (3,600) actions de cinq ($5.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5529 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre, 1914, constituant en corporation MM. Robert Duncan, marchand; Joseph Cléophas Cusson, marchand; Elie Joseph Moineau, hôtelier; Joseph Stanislas Cardinal, rentier; et Télesphore B. Moineau, rentier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de tabac, aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir par bail ou tout autre titre légal, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce ou autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder

gentleman; Arthur Lavallée, master joiner; Salem Morin, joiner and J. Achille Roberge, laundryman, all of the town of Roberval, for the following purposes:

To generally deal in boots and shoes, groceries, provisions, hardware, novelties, wholesale and retail, and generally carry on the business of country general merchants, with the right to purchase and sell farm produce, to acquire and hold any immoveables necessary for the carrying on of such business, acquire any stock in trade, liquidate and effect compositions for same;

To contract loans on bonds, accept hypothecs or other securities in settlement, to compound with any debtors or creditors, and generally do all such things as may be necessary for the attainment of the company's purposes, under the name of "La Compagnie Rivard & Simard, Limitée" with a capital stock of eighteen thousand dollars ($18,000.00), divided into three thousand six hundred (3,600) shares of five dollars ($5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Roberval.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5530 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth of November, 1914, incorporating Messrs. Robert Duncan, merchant; Joseph Cleophas Cusson, merchant, Elie Joseph Moineau, hotel-keeper; Joseph Stanislas Cardinal, gentleman; and Telesphore B. Moineau, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be demed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign

et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Café Moineau Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5509 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes ,en date du trois novembre 1914, constituant en corporation MM. Charles Lafleur, hôtelier; Leopoldine Laframboise, autorisée de son mari; Jean B. Bertrand, gérant; Aquila Carrière, manufacturier; Octave Lafleur, hôtelier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commmerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Charles Café", 145 Ste Catherine Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui

and transfer shares debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Cafe Moineau Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) ,divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of november, 1914.

C. J. SIMARD,

5510 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Charles Lafleur, hotelkeeper; Leopoldine Laframboise, authorized by her husband; Jean B. Bertrand, manager; Aquila Carrière, manufacturer; Octave Lafleur, hotelkeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Charles Cafe", 145 Sainte Catherine East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally,and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation with its equipment, furnishings and other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may

peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Charles Cafe Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre, 1914.

C. J. SIMARD,
5511 Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "The Chaplin-Fulton Manufacturing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités a ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. R. Ewart Cleaton, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province
Québec, 5 novembre 1914. 5513

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. *Pour des lois de constitution en corporation:*

(*a*) d'une compagnie de chemin de fer ou de

be demed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, non in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Charles Cafe Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5512 Deputy Provincial Secretary.

" The Chaplin-Fulton Manufacturing Company", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. R. Ewart Cleaton, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 5th November, 1914. 5514

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATES BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. *For acts of Incorporation.*

(*a*) Of a railway or canal company, or of a com-

canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(*b*) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(*c*) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(*a*) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(*b*) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(*c*) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
5525 Greffier de la Chambre des Communes.

AVIS

La formation d'une association sous le nom de L'Association du Pain des Pauvres, dans le but d'aider les femmes et les enfants privés de moyens, en leur fournissant en argent et en objets, ce que peut être nécessaire à leur subsistance et à leur entretien, comme pour améliorer leur condition, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 6 novembre 1914.

Le bureau principal de l'Association sera dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. Q., 1909, ce neuvième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 5539

---

pany for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges —in the principal place in each county or district affected;

(*b*) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(*c*) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(*a*) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(*b*) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(*c*) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.
5526 Clerk of the House of Commons.

NOTICE.

The formation of an association under the name of "L'Association du Pain des Pauvres", for the purpose of assisting women and children deprived of means by furnishing them in the form of money or material, with the necessities of substenance and maintenance, and for the betterment of their condition, has been authorized by order in council, dated the 6th of November, 1914.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this ninth day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 5540

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, Montréal; Philippe Gélinas, courtier, Saint-Boniface; Alexis Amédée Gélinas, notaire, Saint-Barnabé; Adelard Bellemare, notaire, Saint-Paulin; Adolphe Delâge, agent financier, Coteau Station; dans les buts suivants:

Faire affaire comme électriciens, ingénieurs, mécaniciens et manufacturiers;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter, dans les limites du comté de Champlain, un ou plusieurs pouvoirs d'eau, dans le but de développer l'énergie électrique, pour éclairage et force motrice;

Acheter, acquérir et exploiter, la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, propriétées, contracts, droits, obligations et engagements de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie de même nature, ou en possession de propriétés, machineries et terrains pouvant servir à l'industrie de la présente compagnie, qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir, et de les payer en actions, obligations, ou valeur de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, aliéner et exploiter une ou plusieurs usines et les terrains nécessaires pour la fabrication de ses produits;

Construire, acquérir, posséder et aliéner, exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger ou en disposer autrement, les hypothéquer ou donner en gage;

Agir comme agents ou représentants, facteur, ou agent à commission, pour d'autres compagnies, personnes ou corporations, engagées dans toutes industries de même nature, et exercer tous les pouvoirs à cette fin;

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie, et de contracter des obligations financières et commerciales à cette fin;

Emettre et allouer des actions du capital-action de la compagnie, comme actions payées en entier ou en partie, en paiement d'ouvrage fait pour la compagnie et pour services rendus à la compagnie et les accepter en paiement en partie ou en entier des actions souscrites, tel ouvrage ou service rendu;

Emettre des obligations, des bons ou autres valeurs et donner en gages, ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, tels bons, obligations ou autres valeurs ne devant pas être pour une somme moindre de cent piastres;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie sous le nom de "La Compagnie Electrique Provinciale, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent ($100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Barnabé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5395-2 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1914, constituant en corporation MM. Auguste Bourbeau, libraire-éditeur; J. C. Thibeault, agent d'immeuble; J. A. Beauchesne, notaire; C. Thibeault, marchand; C. A. Beaudette, comptable, tous cinq de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, dans les buts suivants:

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, Montreal; Philippe Gélinas, broker, Saint Boniface; Alexis Amédée Gélinas, notary, Saint Barnabé, Adelard Bellemare, notary, Saint Paulin; Adolphe Delâge, financial agent, Coteau Station; for the following purposes:

To carry on the business of electricians, engineers, machinists and manufacturers;

To acquire, hold, alienate and exploit, within the limits of the county of Champlain, one or several water powers, for the generating of electricity for light and motive power;

To purchase, acquire and exploit the whole or a part of the assets, business, privileges, property, contracts, rights, obligations and liabilities of any persons or companies engaged in any business of a like nature or possessed of property, machinery and lands capable of being used for the business of the present company, which has the power to purchase, lease or otherwise acquire the same and to pay for the same in shares, bonds or securities of the company;

To purchase, acquire, hold, alienate and exploit moveable and immoveable property for the company's purposes, draw revenues therefrom, lease, sell, exchange or otherwise dispose of, hypothecate or pledge the same;

To act as agents or representatives, factors or commission agents for other companies, persons or corporations engaged in any business of a like nature, and to exercise all powers relating thereto;

To borrow money for the company's business and contract financial and commercial obligations for such purposes;

To issue and allot shares of the capital stock of the company, as fully or partly paid up, in payment of work done for the company or services rendered to the company and to accept in whole or part payment of subscribed shares, such work done or services rendered;

To issue obligations, bonds or other securities and pledge or sell the same for such price and amount as may be deemed convenient, such obligations, bonds or other securities not to be for an amount less than one hundred dollars;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business necessary for the company's purposes, under the name of "La Compagnie Electrique Provinciale Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Barnabé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5396 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of October, 1914, incorporating Messrs. Auguste Bourbeau, publisher, J. C. Thibeault, real estate agent, J. A. Beauchesne, notary, C. Thibeault, merchant, C. A. Beaudette, accountant, all of Victoriaville, in the county of Arthabaska, for the following purposes:

Bâtir des abattoirs pour y faire l'abattage d'animaux de toutes sortes, y préparer toutes sortes de viandes, y fumer le jambon, y faire les saucisses de toutes sortes, y préparer les viandes en conserve, et en faire le commerce en gros et en détail; et établir des manufactures et fabriques à ces fins;

Acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie;

Payer en actions acquittées de la compagnie pour l'organisation d'icelle;

Faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des pouvoirs d'eau, privilèges hydrauliques et droits riverains, droits de passage, droits et privilèges d'aqueduc et tous autres droits et privilèges qui peuvent être utiles à la présente compagnie;

Exploiter des pouvoirs d'eau, produire de l'énergie électrique ou toute autre force motrice dans les comtés et district d'Arthabaska, et les y employer pour l'éclairage et le chauffage et pour toutes fins quelconques, y en vendre et distribuer en se conformant à toute loi provinciale et municipale à cet égard;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et disposer;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Payer partiellement ou totalement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement, aux prix et aux conditions qui seront jugées convenables et recevoir en paiement des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou parts dans toute société de personnes, syndicats de personnes ou toute autre considération ou autrement en disposer;

Garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables par la présente compagnie, ou remboursable par icelle sous le nom de "Les Abattoirs de Victoriaville, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres, divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix ($10.00) piastres chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5343-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1914, constituant en corporation MM. Samuel Wittes, junior, tailleur; Samuel Wittes, snr, tail-

To build slaughter houses for the slaughter of live stock, the preparation of all kinds of meat, the smoking of ham, the making of sausages of all kinds and the canning of meat, and deal therewith wholesale and retail; to establish manufactories and factories for such purposes;

To acquire, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise hold moveable or immoveable property;

To acquire other similar business and to pay for the same in paid up shares of the company;

To pay with paid up shares of the company for the organization thereof;

To do all such other things as may be necessary for the attainment of the company's objects and purposes;

To purchase, lease or otherwise acquire water powers, water privileges and riparian rights, right-of-ways, rights and privileges for waterworks and any other rights and privileges which may be useful to the present company;

To exploit water powers, generate electricity or any other motive power within the county and district of Arthabaska, and utilize the same for lighting, heating and any other purposes whatever and to sell and distribute such electricity or motive power within the above county and district of Arthabaska, subject to any provincial and municipal regulation on that behalf;

To acquire any patent, license, trade-mark, franchise, privilege, power, from any person, firm, company or corporation or from any public authority, and to hold, exploit and dispose of same;

To acquire in any manner which may be deemed convenient, from any corporation or company engaged in or capable to engage in any of objects for which the present company is incorporated, shares, bonds, debentures or other securities, and to hold or dispose of the same in the manner and upon the conditions which may be deemed expedient.

To pay in whole or in part for any services rendered and any acquisition whatever made by the company, in paid up shares of the company;

To sell and lease the assets, undertaking and business of the company, wholly or partially, for such price and on such conditions as may be deemed convenient and to receive in payment thereof shares, debentures, bonds or securities of any other company or interests in or shares of any association of persons, syndicates of persons or any other consideration or otherwise dispose of same;

To guarantee by means of bonds, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs or any other securities, the payment of monies payable to or by the present company, under the name of "Les Abattoirs de Victoriaville Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville, county of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5344 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty nine of October, 1914, incorporating Messrs. Samuel Wittes, junior, tailor; Samuel Wittes, snr, tailor;

leur; Abraham Baron, tailleur; Dame Minnie Fleischmann, épouse séparée de biens d'Abraham Baron, dûment autorisée par son époux, et Edson Grenfell Place, avocat, tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes et descriptions;

Faire les affaires en gros et en détail, de tailleurs et particulièrement de tailleurs pour dames;

Acquérir comme commerce en opération le commerce actuellement exercé à Montréal sous le nom de "Height of Fashion Ladies Tailory";

Acheter ou autrement acquérir des immeubles pour les fins du commerce de la compagnie;

Exercer tout commerce allié à ce qui précède qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires ou objets susdits ou censé accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables pour le temps actuel;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des commerce, biens et entreprises de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie;

Souscrire, assumer ou en aucune manière acquérir des stocks, actions, bons, débentures ou autres obligations ou valeurs de toute compagnie ou corporation et les vendre ou autrement les aliéner;

Garantir tous bons, débentures, obligations ou valeurs ainsi vendues ou aliénées par cette compagnie, ou les bons, débentures ou obligations de toute compagnie exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier à cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens immobiliers et mobiliers et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre ou tout commerce ou transaction susceptible d'être mené de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevêts d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les utiliser ou tout secret ou autre renseignement concernant toutes inventions qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à la compagnie; et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis à cet effet ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou renseignements ainsi acquis;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, stock ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire tous ou aucun des actes autorisés par les

Abraham Baron, tailor; Dame Minnie Fleischmann, wife separate as to property of Abraham Baron, duly authorized by her husband, and Edson Grenfell Place, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions;

To carry on business both wholesale and retail as tailors, and particularly as ladies' tailors;

To acquire as a going concern the business at present carried on at the city of Montreal under the name of the "Height of Fashion Ladies Tailory";

To purchase or otherwise acquire real estate for the purposes of the company's business;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objetcs or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights for the time being;

To acquire and take over the whole or any part of the business property and undertaking of any person or company on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To subscribe for, take over or in any way acquire stocks, shares, bonds, debentures or other obligations or securities of any company or corporation, and the same to sell or otherwise dispose of;

To guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or the bonds, debentures, or obligations of any company carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To sell or otherwise dispose of the immoveable and moveable-property and the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the company's capital, stock or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the acts hereby authorized

présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres en qualité de facteurs, fidéi-commissaires ou agents pour d'autres personnes;

Faire toutes telles autres choses se rapportant ou tendant à atteindre aucun des susdits objets;

Tous les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront restreints par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe des présentes, sous le nom de "Height of Fashion Ladies Tailory Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5327-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914, constituant en corporation MM. Philippe Tremblay, hôtelier; J. A. Duchaussoy, gérant; Jos. A. Martin, hôtelier; P. J. Ryan, épicier; Napoléon Trudeau, hôtelier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Bull's Head-Hotel", 83 Centre avec son installation, ses meubles, fonds de commerce licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et expliter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres

either alone or in conjunction with others or as factors, trusteed or agents of others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainement of any of the above objects;

Any powers granted in any paragraph hereof shall not be restricted by reference to or inference from any other paragraph herein; under the name of "Height of Fashion Ladies' Tailory Limited", with a capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5328 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Philippe Tremblay, hotel-keeper; J. A. Duchaussoy, manager, Jos. A. Martin, hotel-keeper; P. J. Ryan, grocer; Napoléon Trudeau, hotel-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Bull's Head Hotel", 83 Center, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will, and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities

valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Bull's Head Hotel, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5321-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux novembre 1914, constituant en corporation MM. Napoléon Taillon, hôtelier; Adélard Desroches, commis; Joseph Taillon, commis; Joseph Matte, barbier; Télesphore Brais, hôtelier; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ave tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures,salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de " Saint-Gabriel Park House " 535-537, Charlevoix ", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail, ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses,

of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Bull's Head Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5322 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seconde day, of November, 1914 incorporating Mssrs Napoléon Taillon, hotelkeeper; Adélard Desroches, clerk; Joseph Taillon, clerk; Joseph Matte, barber; Télesphore Brais, hotelkeeper, all of the city of Montréal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of " Saint-Gabriel Park House, 535-537, Charlevoix, " with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acqire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotels or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings.

6 NOV1914

qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de " Saint-Gabriel Park House Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20.000.00), divisé en deux cents (200 actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5357-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914, constituant en corporation MM. Télesphore Brais, hôtelier; Azilda Pelletier, autorisée de son mari; Adolphe Pelletier, commis; Ernest Côté, commis; Napoléon Taillon, hôtelier; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Saint-Charles House", 684-686-688, rue Centre, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce,licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des

which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all others acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of " Saint-Gabriel Park House Limited ", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20.000.000) divided into two hundred (200) chares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation ,will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5358 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Télesphore Brais, hotel-keeper; Azilda Pelletier, authorized by her husband; Adolphe Pelletier, clerk; Ernest Côté, clerk; Napoléon Taillon, hotel-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Saint Charles House", 684-686-688, Center street, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company,

16 NOV 1914

hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Saint Charles House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5323-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914 constituant en corporation MM. Georges Brosseau, hôtelier; Annie Massé, autorisée de son mari; Adélard Champoux, voyageur; Godfroie Roger, commis et J. T. Grimard, financier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Saint James Buffet", 1159-1161, Saint-Jacques, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Saint Charles House" Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5324 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Georges Brosseau, hotelkeeper, Annie Masse, authorized by her husband, Adélard Champoux, traveller; Godfroie Roger, clerk; and J. T. Guimond, financier, of the city of Montréal, for the following purposes:

To carry on generally and all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of " St-James Buffet 1159-1161, St-James, " with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "St-James Buffet, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5325-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'octobre 1914, constituant en corporation Madame Mary Ann Murray, propriétaire d'hôtel; Mademoiselle Betha Ellen Murray, fille majeure; Mademoiselle Margaret Murray, fille majeure; James Power, rentier; Omar Ellis, gérant d'hôtel; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec dans le but d'exercer les affaires de pension, et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôtels licenciés, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par Madame Mary A. Murray, Nos 348 et 350 rue Notre-Dame Ouest, connu comme "Grand Union Hotel" dans la cité de Montréal, province de Québec, et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou disposer autrement du dit commerce;

Agir comme pourvoyeur, contrôler par achat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une partie des dettes de tel commerce, et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings, which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors,under the name of " St-James Buffet, Limited ", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20.000.000) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation ,will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October 1914,

C. J. SIMARD,

5326. Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of October, 1914, incorporating Mrs. Mary Ann Murray, proprietor hotel; Miss Betha Ellen Murray, spinster; Miss Grace Margaret Murray, spinster; James Power, gentleman; Omar Ellis, hotel manager; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the province of Quebec for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses, or apartment houses, roadhouses, public-houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, licensed hotels, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province of Quebec and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mrs. Mary A. Murray, Nos. 348 and 350 Notre-Dame street West, known as the "Grand Union Hotel", in the city of Montreal, province of Quebec, and to pay for same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interest of the company, and to sell, lease or dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally, of such business and to assume in whole or in part the liabilities of any such business, and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock

sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et utiliser, détenir ou disposer des stocks, obligations débentures valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des morts-gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie à les rendre profitables, sous le nom de "Grand Union Hotel Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre, 1914.

C. J. SIMARD,

5329–2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Frederic Rodrigue Leduc, entrepreneur; Joseph Alfred Masson, marchand; Dolose Cardinal, commis, tous trois de Valleyfield, district de Beauharnois, Georges Henri Thibault, courtier, de Montréal, et Sylvio Biron, commis de Valleyfield, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat de Joseph Frederic Rodrigue Leduc comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Valleyfield sous le nom de "Chateau Salaberry" avec son installation, ses meubles et immeubles, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers et immobiliers se rapportant au dit commerce d'hôtel, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie et se charger de toutes dettes et obligations se rapportant au dit commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme

of the company, or in cash, bonds, debentures' mortgages or other securities;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold or dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charge to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the shareholders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property; under the name of "Grand Union Hotel Company, Limited" with a capital stock of twenty thousand, ($20-000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5330 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of October, 1914, incorporating Messrs. Joseph Frederic Rodrigue Leduc, contractor, Joseph Alfred Masson, merchant, Dolose Cardinal, clerk, all three of Valleyfield, district of Beauharnois; Georges Henri Thibault, broker, of Montreal, and Sylvio Biron, clerk of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the "Quebec License Act" and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase from Joseph Frederic Rodrigue Leduc as a going concern, and to carry on the hotel business now carried on in the city of Valleyfield, under the name of "Chateau Salaberry" with its equipment, moveables and immoveables, license, good-will and all other moveables and immoveables attached to the said hotel business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company and to assume all debts and liabilities of the said business;

To acquire, by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or compa-

un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée,, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en diposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Acheter, détenir et exploiter des sources d'eau minérale et acheter, manufacturer et vendre des eaux gazeuses ainsi que les outillages nécessaire à cette fin;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Chateau Salaberry Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cents piastres ($49,900.00), divisé en quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Valleyfield.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5331-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1914, à la compagnie " Montreal Advertising Club Company" par lesquelles son nom est changé par celui de "Montreal Press & Advertising Club Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre, 1914.

C. J. SIMARD,
5333-2 Sous-secrétaire de la province

3695-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 octobre 1914.

L'honorable surintendant de l'instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête de la commission scolaire de Rivière Beaudette, comté de Soulanges, demandant d'abolir la corporation des syndics d'écoles de Riv ère Beaudette, même comté, parce que cette commission a laissé écouler une période d'au moins sept ans sans avoir d'écoles en activité.

Cet avis est donné en vertu de l'article 2627 des S. R. P. Q., 1909. 5189-3

ny, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the land and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all its other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To purchase, hold and exploit mineral water springs and to purchase, manufacture and sell aerated waters as well as the equipment necessary for such purposes;

To do and perform all others acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Chateau Salaberry Limitée " with a capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars ($49,900.00) divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Valleyfield.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty eight day of October, 1014.

C. J. SIMARD,
5332. Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of October, 1914, changing the name of the " Montreal Advertising Club Company " to that of " Montreal Press & Advertising Club Company".

Dated from the office of the Provincial Secretay, this twenty-eighth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5334. Deputy Provincial Secretary.

3695-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th October, 1914.

The superintendent of public instruction gives notice that application is made by the school commission of River Beaudette, county of Soulanges, to abolish the corporation of the school trustees of River Beaudette,same county, because the above corporation has been for a period of at least seven years without schools in operation.

This notice is given pursuant to article 2627 of the R. S. P. Q., 1909. 5190

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à la " Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité du Canton Watford Ouest ", en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, (4 Geo. V, ch. 54, sec. 17), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtiments situés sur les biens-fonds imposables dans la municipalité du canton Watford Ouest, comté de Dorchester, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 ce trentième jour d'octobre, mil neuf cent quatorze.

Pour le Trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,

5345-2 Surintendant des assurances, P. Q

1177-11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 5 novembre 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Port Daniel ouest, dans le comté de Bonaventure, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Port Daniel, savoir:

1. La partie de terrain comprise entre les Nos 144 à 163, (Nos 18, 19, 20, 21, 22, Z et le banc, plan du département des Terres) rang ouest du Hâvre;

2. Les Nos 705 à 706 du même cadastre (Nos V et Y rang V du plan);

3. Les Nos 785, 786 et la partie connue sous le nom "Les Près" (Marches) rang VI (Nos 1819, 20 et 21 du plan, rang VI);

4. Le No 21 rang VII, même cadastre, et d'annexer tout ce territoire à celle de Port Daniel est, même comté. 5487-2

NOTICE

Notice is hereby given that a license has been issued to " La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité du canton Watford Ouest " pursuant to article 6870 of the revise Statutes of the province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, C. 54, s. 17,) for the transaction of the business of mutual insurance against fire, lightning and wind on buildings situated upon all taxable property in the municipality of the district of Watford West, county of Dorchester, in the province of Quebec.

Given Persuant to article 6950 of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this thirtieth day of October, one thousand nine hundred and fourteen.

For the Treasurer of the province.

WILLIAM CHUBB,

5346 Superintendent of Insurance, P. Q.

1177-11

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 5th November, 1914.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Port Daniel West, in the county of Bonaventure, the following lots of the official cadastre of Port Daniel, to wit:

1. That parcel of the land comprised between the Nos. 144 to 163 (Nos. 18, 19, 20, 21, 22, Z and the Sandy Beach, plan of the Land Department) west range of the harbour;

2. The Nos. 705 to 706 of the same cadastre (Nos. V and Y range V of plan);

3. The Nos. 785, 786 and the part known under the name of "Les Près" (Marches) range VI (Nos. 18, 19, 20 and 21 of plan range VI);

4. The No. 21 range VII, same cadastre, and to annex all the above territory to the school municipality of Port Daniel East, same county. 5488

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Est donné que Maxwell Goldstein, conseil du Roi, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur à Harrison Stephens, de Saint-Lambert, et Lawrence de K. Stephens, avocat de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution dont le dit Harrison Stephens est grevé, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'un acte ratifiant la vente par eux faite à l'honorable Georges A. Simard du même lieu par un acte devant Mtre Henri Baby, notaire, le 4 septembre 1914, d'une terre en la paroisse de Longueuil connu comme lots numéros 268 et 275 et la partie sud-ouest des lots numéros 267 et 274 du cadastre de la paroisse de Longueuil tel que plus amplement décrite au dit acte de vente, et confirmant le titre du dit honorable Georges A. Simard à la dite ferme.

LOUIS BOYER,
Procureur des requérants.

Montréal, 5 novembre 1914. 5531

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi décrétant que l'ancien cimetière paroissial catholique

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Maxwell Goldstein, King's Counsel, of the city of Montreal, in his quality of curator to Harrison Stephens, of Saint Lambert, and Lawrence de K. Stephens, advocate of the said city of Montreal, in his quality of curator to the substitution of which the said Harrison Stephens is the institute, will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act to ratify the sale by them made to the Honourable Georges A. Simard, of the same place, by deed before Mtre Henri Baby, notary, on the 4th of September, 1914, of a farm in the parish of Longueuil, known as lots numbers 268 and 275 and the south westerly part of lots numbers 267 and 274 of the cadastre described in the said deed of sale, and to confirm the title thereto of the said honourable Georges A. Simard.

LOUIS BOYER,
Attorney for the applicants.

Montreal, 5th November, 1914. 5532

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act enacting that the old Roman Catholic Cemetery of the

romain de Saint-Pie, est et demeurera affecté aux destinations qui lui ont été données depuis 1901, et spécialement depuis le 22 septembre 1912, inclusivement,—et ratifiant, confirmant et déclarant légaux et valides, à toutes fins que de droit: 1. la résolution adoptée par les anciens et nouveaux marguilliers de l'Œuvre et Fabrique et les francs-tenanciers de la paroisse de St-Pie, le 22 décembre 1912, autorisant l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie à céder gratuitement en usufruit, à la commission scolaire du village de Saint-Pie, une certaine partie de l'ancien cimetière, à la charge par les dits commissaires d'écoles de construire sur le dit terrain, pour l'ouverture de l'année scolaire 1914-1915, une école académique commerciale catholique, approuvée par l'Ordinaire diocésain, et maintenir à perpétuité la dite école; 2. la donation entrevifs de l'usufruit de cette partie de l'ancien cimetière catholique de la paroisse de Saint-Pie, par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie, aux commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Pie, par acte reçu devant Mtre G. D. Morin, notaire, à Saint-Pie, le 22 avril 1913, sous le numéro 1034 des minutes du répertoire du dit notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot.

WILFRID CHICOINE,
Procureur des pétitionnaires.
Saint-Hyacinthe, 9 novembre 1914. 5555

Avis public est par le présent donné que le bureau des commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les loi qui le régissent, de manière à pourvoir à la nomination d'un nouveau commissaire comme représentant du quartier Belvedère, et relativement à ses pouvoirs d'emprunts.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5319-2 Sec.-trésorier, C. S. C. R. Q.

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, Mesdames Bertha Rose, épouse de Moses Rose. courtier d'immeubles; Fannie Adler, épouse de Michael Adler, négociant; Clara De La Penha, épouse de Isidore De La Penha, révérend;Miriam Bloomfield, épouse de Abraham Bloomfield, bijoutier; Ralla Ettenberg, épouse de Joseph Ettenberg, agent de change; Mary Wiseman, épouse de Maxwell Wiseman, médecin; Sarah Jacobs, épouse de Lyon W. Jacobs, avocat; Leah Usher, épouse de Max Usher, tailleur; Rachel Rabinovitch, épouse de Samuel Rabinovitch, courtier d'immeubles; Hannah Dubrofsky, épouse de Myer Dubrofsky, courtier d'immeubles; Hannah Sourkes, épouse de Israel Sourkes, industriel; Bessie Bailey, épouse de Moses Bailey, courtier d'immeubles; Régina Cohen, épouse de Max Cohen, marchand-tailleur; Fannie Vineberg, épouse de Joseph Vineberg. marchand; Mary Fainer, épouse de Charles Fainer, industriel; Mary Brainin, épouse de Reuben Brainin, éditeur; et les dits époux pour autoriser leurs épouses pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Ida Sigler, fille majeure; Jennie Schafer, fille majeure, Amelia Jacobson, veuve de Hugh Jacobson, en son vivant de Montréal, négociant; Annie Rost, veuve de Morris Rost, en son vivant, négociant; Maxwell Wiseman médecin; Joseph H. Gross, médecin; Seymour Frederick Stein, médecin; Samuel Ortenberg, médecin; Simon Budyk, médecin; tous des cité et district de Montréal, demandant de passer une loi les constituant en corporation ainsi que toutes autres personnes actuellement associées

parish of Saint Pie, be and shall remain affected to the purposes for which it has been set apart since 1901, and especially since the 22nd September, 1912, inclusively,—and ratifying, confirming and declaring legal and valid, for all legal purposes: 1. The resolution adopted by the old and new churchwardens of "L'Œuvre et Fabrique" and the property owners of the parish of Saint Pie, on the 22nd December, 1912, authorizing "L'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pie to convey gratuitously, in usufruct, to the School Commission of the village of Saint Pie, a certain part of the old cemetery, upon the obligagation on the part of the said School Commissioners to build, upon the said land, for the opening of the school year 1914-1915, a Catholic Commercial Academy approved by the Bishop of the Diocese, and to maintain the same for ever; 2. The donation *inter vivos* of the usufruct of that part of the old Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, by "L'Œuvre et Fabrique" of the parish of Saint Pie to the School Commissioners of the municipality of the village of Saint Pie, by deed executed before G. D. Morin, Esq., notary of Saint Pie, on the 22nd April, 1913, under the number 1034 of the minutes of the repertory of the said notary, and registered at the registry office of the county of Bagot.

WILFRID CHICOINE,
Attorney for the Petitioners.
Saint-Hyacinthe, 9th November, 1914. 5556

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the purpose of amending the acts which govern it so as to provide for the appointment of a new Commissioner as representative of Belvedere ward, and also in connection with its borrowing powers.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5320 Secretary-Treasurer, C. S. C. R. Q.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Mesdames Bertha Rose, wife of Moses Rose, real estate broker; Fannie Adler, wife of Michael Adler, trader; Clara De La Penha, wife of Isidore De La Penha, reverend; Miriam Bloomfield, wife of Abraham Bloomfield, jeweller; Ralla Ettenberg wife of Joseph Ettenberg, stock broker; Mary Wiseman, wife of Maxwell Wiseman, physician; Sarah Jacobs, wife of Lyon W. Jacobs, advocate; Leah Usher, wife of Max Usher, tailor; Rachel Rabinovitch, wife of Samuel Rabinovitch, real estate broker; Hannah Dubrofsky, wife of Myer Dubrofsky, real estate broker; Hannah Sourkes, wife of Israel Sourkes, manufacturer; Bessie Bailey, Wife of Moses Bailey, Real estate broker; Regina Cohen, wife of Max Cohen, merchant tailor; Fannie Vineberg, wife of Joseph Vineberg, merchant; Mary Fainer, wife of Charles Fainer, manufacturer; Mary Brainin, wife of Reuben Brainin, editor;and the said husbands to authorise their wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal; Ida Sigler, Spinster, Jennie Schafer, spinster, Amelia Jacobson, widow of Hugh Jacobson, in his lifetime of Montreal, trader; Annie Rost, widow of Morris Rost, in his lifetime, trader; Maxwell Wiseman, physician; Joseph H. Gross, physician; Seymour Frederick Stein, physician; Samuel Ortenberg, physician; Simon Budyk, physician,all of the city and district of Montreal, will apply for an act to incorporate them and all others who are now or may thereafter be associated with them under the names of The East Side Day Nursery & Infant's Home, for the establishment and maintenance in the

avec eux ou qui pourront le devenir par la suite, sous le nom de "The East Side Day Nursery & Infants Home" pour l'établissement et l'entretien dans la cité de Montréal de crèches pour le soin le développement et l'éducation élémentaire des jeunes enfants des ouvrières pauvres et aussi pour l'établissement et l'entretien en rapport avec ce qui précède, d'un hospice dans le but d'assurer un foyer temporaire pour le soin des enfants de toutes races et croyances sans distinction, avec tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement satisfaisant de leur œuvre charitable y compris le droit d'acquérir et de posséder des immeubles.

LYON W. JACOBS.
Procureur des requérants.
Montréal, 27 octobre 1914. 5297–2

AVIS

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Eugène Alfred Boisvert, étudiant, du village de Sweetsburg, district de Bedford, que, auant obtenu la permission du conseil général du barreau de la province de Québec, il présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour qu'il soit admis à l'étude du droit sans examen préliminaire.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27 octobre 1914. 5393–2

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec de passer une loi constituant en corporation la "Lachute Protestant Cemetery Company", avec pouvoir d'exercer les droits de contrôle, d'entretien et d'administration de la propriété connue sous le nom de "Lachute Protestant Cemetery" et le charnier y attaché, étant les lots 308, 309, 310, 310*a*, 311, 312, 313 et partie de 306 du plan du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil et leurs approches, avec le droit d'acquérir et de posséder des terrains en dedans ou en dehors des dits lots ou y contigus pour fins d'agrandissement.

L. L. LEGAULT,
Procureurs des requérants.
Lachute, 28 septembre 1914. 5153–3

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Lin dans la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 46 Victoria, chapitre80, de façon à ce qu'à l'avenir la corporation de la paroisse de Saint-Lin, soit décharger de contribuer pour une moitié au coût de la reconstruction où de grosses réparations du pont existant sur la rivière l'Achigan.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la corporation de la
paroisse de Saint-Lin.
Saint-Lin, 20 octobre 1914. 5151–3

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire" de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de deux cent mille piastres ($200,000.00) et pour autres fins.

Montréal, 19 octobre 1914. 5021–4

city of Montreal, of nurseries for the care, training and elementary education of young children of poor working women and also of establishing and maintaining in connection therewith of an infants home for the purpose of providing a temporary home for the care of infants of all races and creeds without distinction, with such powers as may be necessary for the satisfactory performance of their charitable work ncluding the right to acquire and hold real estate.

LYON W. JACOBS,
Sollicitor for Applicants.
Montreal, 27th October, 1914. 5298

NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Eugène Alfred Boisvert, student, of the village of Sweetsburg, district of Bedford, that after having obtained permission, from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the study of law without perliminary examination.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27th October, 1914. 5394

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec for an act to incorporate the Lachute Protestant Cemetery Company with power to exercise the rights of control maintenance and management of the property known as the Lachute Protestant Cemetery and Vault connected therewith, being lots: 308, 309, 310, 310*a*, 311, 312, 313 and part of 306 of the official cadastral plan of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil and the approach thereto, with the right to acquire and hold land within, without or adjoining thereto for the purposes of extending the same.

L. L. LEGAULT,
Attorney for petitioners.
Lachute, 28th Sepèember, 1914. 5154

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Lin, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an Act amending the act 46 Victoria, chapter 80, so that the corporation of the town of Saint-Lin, be exempted in the future, from contributing the half of the cost of rebuilding or extensive repairs to the bridge existing upon the river Achigan.

ERNEST HEBERT,
Attorney for the corporation
of the town of Saint Lin.
Saint Lin, 20th October, 1914. 5152

Notice public is hereby given that "The Parish Priest and Church Wardens of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame du Saint-Rosaire" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow the sum of two hundred thousand dollars ($200,000.00) and for other purposes.

Montreal, 19th October, 1914. 5022

Province de Québec
District de Beauharnois.

AVIS PUBLIC

La ville de Châteauguay donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, chapitre 74, 3 George V.

1. L'article 1, de la charte de la ville de Châteauguay, est amendé en ajoutant le No 278 et subdivisions.

2. Le paragraphe 8 de l'article 5563 des Statuts refondus, 1909, ne s'applique pas à la ville, avec effet rétroactif, depuis le 6 juin 1912.

3. L'article 10 de la charte est remplacé par le suivant:

"L'article 5373 des Statuts refondus, 1909, est remplacé pour la ville par le suivant: "5373. Nulle personne, ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs de la municipalité si, le premier jour de juin précédent l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe, taxe d'eau; les taxes spéciales exceptées."

4. L'article 5374 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour la ville:

"5374. Avant le premier jour de juin, de chaque année, il est fait, de la manière ci-après ndiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le sens électoral requis."

5. L'article 5731 des Statuts refondus, est remplacé par le suivant, pour la ville de Châteauguay:

"5731. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au paturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la ville, ne pourra être évaluée à plus de cent piastres l'arpent, aussi longtemps que la dite terre ou partie d'icelle n'aura pas été subdivisé en lots à bâtir ou lots de ville".

Exception:—Sont exemptés de toutes taxes, les chevaux, bêtes à cornes, et autres animaux et volailles formant partie de la ferme. Les carosses, voitures d'été et d'hiver de tout genre, instruments agricoles et tous meubles faisant partie du roulant et exploitation ordinaire d'un cultivateur.

Amendements:—Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre, qui en a été détachée, comme lot à bâtir ou lot de ville, et est devenu ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au dit rôle.

6. En ajoutant, après l'article 27 de la charte l'article 27*a*, par lequel la ville est autorisée à emprunter sur billet, débenture ou autrement, à un taux n'excédant pas six pour cent (6%), payable annuellement, sur simple résolution du conseil et nonobstant les articles 5609, 5610, 5611, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783 , 5784 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 et tous autres articles des Statuts refondus de 1909, à ce contraires, une somme de quinze mille piastres ($15,000.00), pour être employée à la construction de routes, trottoirs ou toute autre amélioration municipale dans les limites de la municipalité.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secrétaire-Trésorier.

Châteauguay, le 16 octobre 1914. 5197-3

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

PUBLIC NOTICE

The town of Châteaugauy gives notice that it will apply to the provincial legislature, at its next session, in order to be granted amendemnts to its incorporation charter, chapter 74, 3 George V.

1. Article 1, of the charter of the town of Châteaugauy, is amended by adding No. 278 and subdivisions.

2. The paragraph 8 of article 5563, of the Revised Statutes, 1909, does not apply to the town with retroactive effect, since the 6th June, 1912.

3. Article 10 of the charter, is replaced by the following:

"Article 5373 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town by the following: "5373. No person qualified to vote as proprietor, tenant or occupant shall be entitled to have his name entered on the electors' list for the municipality who, on the first day of June preceding the expiration of the delay mentioned in article 5374, is indebted to the municipality for any taxes, or water-rates; special taxes excepted."

4. Article 5374 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

"5374. Prior to the first of June of each year there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality, and qualified to be entered in the electors' list."

5. Article 5731 of the Revised Statutes, is replaced, for the town, by the following:

"5731. All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall not be taxed for more than one hundred dollars per acre, as long as the said land or part thereof has not been subdivided into building lots or town lots."

Exemptions:—The following shall be exempt from all taxes: the horses, cattle and other live stock and poultry belonging to the farm. The carriages, summer and winter vehicles of all kinds, agricultural implements and all moveable articles forming part of the machinery of the farm and ordinarily used by farmers.

Amendments: The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office on the valuation by them made, any portion of such land or immoveable, which has been detached therefrom as a building lot, and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said upon all other lots entered on the said roll.

6. By adding, after article 27 of the charter article 27*a*, by which the town is authorized to borrow on notes, debentures or otherwise, a a rate not exceeding six per cent (6%), payable annually, upon resolution of the council and notwithstanding the articles 5609, 5610, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783, 5784, 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 and all other articles of the Revised Statutes, 1909, contrary to these, a sum of fifteen thousand dollars ($15,000.00), to be used for the building of roads, sidewalks and all other municipal improvements, within the limits of the municipality.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secretary-Treasurer.

Châteauguay, 16th October, 1914. 5198

Avis est par les présentes donné qu'application sera faite à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation comme municipalité sous le nom de "La Municipalité du Lac Tremblant Nord", du territoire suivant:

Le rang nord-est du Lac Tremblant; les eaux et les îles du Lac Tremblant à l'ouest et nord-ouest de la ligne limitrophe entre les comtés d'Ottawa et Terrebonne; le rang sud-ouest du Lac Tremblant; le rang M; le lac Vert; la partie du rang N borné à l'est, au nord, et à l'ouest par les lignes limitrophes du dit rang N, et au sud par une ligne droite étant la prolongation vers l'ouest de la ligne de bornage sud du lot numéro treize du rang M, jusqu'à la ligne limitrophe ouest du dit rang N; le tout avec les îles dans les lacs des territoires ci-dessus mentionnés; le tout dans le canton Joly dans le comté d'Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Avocats des applicants.

Montréal, 13 octobre 1914. 4965–4

Canada
Province de Québec.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la Province de Québec, les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, demanderont de passer une loi, dans les buts suivants:

Augmenter le nombre des commissaires et fixer un quorum; pourvoir à l'élection des commissaires par bulletin; autoriser le partage des devoirs du secrétaire-trésorier et la nomination d'un surintendant des écoles et définir leurs devoirs respectifs; changer les termes de paiements des instituteurs et autoriser la création d'un fonds de pension pour le bénéfice des instituteurs et de tels autres employés, comme il pourra être déterminé.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Procureurs des Pétitionnaires.

Westmount, 19 octobre 1914. 5017–4

Avis est par le présent donné que Vladimir Joseph Sakovitch, prêtre de l'église Grecque Russe Orthodoxe de Montréal, Ivan Ivanhoff, marchand, Gregory Zinkevitch, marchand et autres personnes à eux associées, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à Sa prochaine session, de passer une loi les incorporant ainsi que d'autres personnes à eux associées, en une congrégation religieuse sous le nom de "The St. Peter and St. Paul Russo-Gree, Catholic Orthodox Church of Montreal Canada" avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, tenir des régistres de l'état civil, exercer tous les droits concernant les corporations religieuses, et pour d'autres fins s'y rapportant.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Procureurs des Requérants.

4865–5

Avis est par les présentes donné que la commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'imposer une taxe scolaire sur les propriétés imposables des contribuables dans l'ancienne municipalité scolaire de la ville Emard, maintenant le quartier Emard de la cité de Montréal, afin d'être remboursée et indemnisée du surplus du Passif sur l'Actif de la dite ancienne municipalité; et aussi pour obtenir l'autorisation d'imposer comme taxe

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to incorporate as a municipality under the name of "The Municipality of Lac Tremblant Nord", the following territory:

The north east range of Lac Tremblant; the waters and islands of Lac Tremblant west and north west of the boundary line between the counties of Ottawa and Terrebonne; the south west range of Lac Tremblant; the range M; the Lac Vert; the part of range N bounded by the eastern, northern, and western boundaries of said range N, and to the south by a straight line prolonging the southern boundary line of lot number 13 of range M, westward until it meets the said western boundary of range N; together with the islands in the lakes in the foregoing territory; all in the township of Joly in the county of Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 13th October, 1914. 4966

Canada,
Province of Quebec.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the school commissioners for the city of Westmount, will apply for an Act for the following purposes:

To increase the number of commissioners and determine a quorum; to provide for the election of commissioners by ballot; to authorize the division of the duties of the secretary-treasurer and the appointment of a superintendent of schools and to define their respective duties; to vary the terms of payment of school teachers and to authorize the organization of a pension fund for the benefit of teachers and such other employees as may be determined.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Sollicitors for Applicants.

Westmount, 19th October, 1914. 5018

Notice is hereby given that Vladimir Joseph Sakovitch, Priest of the Russian Greek Orthodox Church of Montreal, Ivan Ivanhoff, merchant, Gregory Zinkevitch, merchant and other persons associated with them, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate them and others associated with them as a religious congregation under the name of "The St. Peter and St. Paul Russo-Greek Catholic Orthodox Church of Montreal, Canada", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status, and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes incidental thereto.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Solicitors for Petitioners.

4866

Notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for authority to impose a special tax on the taxable property of the rate-payers of the former school municipality of ville Emard, now Emard ward of the city of Montreal, in order to be re-imbursed and indemnified for the excess of liablilities over assets of the said former municipality; and also for authority to impose, as a special tax, the ordinary tax which the commis-

spéciale, la taxe ordinaire que les commissaires de la dite ville Emard ont négligé d'imposer pendant l'année scolaire 1913-1914; pour établir un système spécial de recensement des enfants en âge de fréquenter les écoles et la manière de pourvoir aux frais de ce recensement, et pour autres fins.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 21 octobre 1914. 5105-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que Fernand Marrié, dessinateur, Michel Girard, comptable, Arthur Viger, entrepreneur, Max Lassonde, entrepreneur et Daniel McAvoy, C. R., avocat, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être incorporés en compagnie d'assurance sur la vie, la maladie, les accidents et sur la garantie, sous le nom de "L'Union Mutuelle d'Amérique—Mutual Union of America". 5079-4

Avis public est par le présent donné que Dame Charlotte Smithers, veuve de feu Joseph Bowles Learmont en son vivant de la cité de Montréal, et "The Royal Trust Company", exécuteurs testamentaires du dit feu Joseph Bowles Learmont, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant à donner à la puissance du Canada ou à ses fidéi-commissaires, la maison de feu Major Général James Wolfe, connue sous le nom de "Quebec House", à Westerham dans le comté de Kent en Angleterre, avec les jardins, écuries et leurs appartenances.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 novembre 1914. 5459-2

Province de Québec,
District de Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes: annexion de nouveau territoire, confection d'une liste pour les élections municipales, confection d'un rôle de perception, annuel de la taxe de l'eau, amendements à l'article 5680 des S. R. P. Q., 1909, et divers autres objets généralement.

LADOUCEUR & GRENIER,
Procureurs de la corporation de la ville de Joliette.

Joliette, 2 novembre 1914. 5455-2

---

sioners of the said ville Emard neglected to impose during the school year 1913-1914; also to establish a special system of taking a census of the children of age to attend school, and the means to provide for the costs of said census, and for other purposes.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.

Montreal, 21st October, 1914. 5106

NOTICE

Notice is hereby given that Fernand Marrié, draughtsman, Michel Girard, accountant, Arthur Viger, contractor, Max Lassonde, contractor and Daniel McAvoy, advocate, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for incorporation as a life, sickness, accident and guarantee insurance company, under the name of "L'Union Mutuelle d'Amérique—Mutual Union of America". 5080

Public notice is hereby given that Dame Charlotte Smithers, widow of the late Joseph Bowles Learmont, in his lifetime of the city of Montreal and the Royal Trust Company, executors of the last will and testament of the said late Joseph Bowles Learmont, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them to give to the Dominion of Canada or to trustees therefor, the home of the late Major General James Wolfe, known as "Quebec House", in Westerham in the county of kent in England, together with the gardens, stables and appurtenances thereunto belonging.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd November, 1914. 5460

Province of Quebec,
District of Joliette.

Notice is hereby given that the corporation of thetown of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter act 27 Victoria, chapter 23, and amendments thereto, for the purposes of being granted additional powers and especially the following annexion of new territories, preparation of a voters list for municipal elections, the making of a collection roll for water taxes, amendments to article 5680 R. S. P. Q., 1909, and various other objects generally.

LADOUCEUR & GRENIER,
Attorneys of the corporation of the town of Joliette

Joliette, 2nd November, 1914. 5456

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 3756.

Mary H. McArthur, de la cité et du district de Montréal, épouse de David Jérôme Spence, du même lieu dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

David Jérôme Spence, du même lieu, architecte,
Défendeur.

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3756.

Mary H. McArthur, of the city and district of Montreal, wife of David Jerome Spence, of the same place, duly authorized a ester en justice.
Plaintiff;

vs.

David Jerome Spence, of the same place, architect.
Defendant.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

GEORGE L. ALEXANDER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1914. 5553

Cour Supérieure.

District de Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Maxime Forget dit Despathies, tailleur de pierre du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens, portant le No 6981 des dossiers de cette cour.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.

Joliette, 4 novembre 1914. 5519

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
No 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, épouse commune en biens de William Henry, marchand, de Bonaventure-est, dans la paroisse de Saint-Bonaventure de Hamilton, dans les dits comté et district, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit William Henry, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le deux novembre 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Procureur de la demanderesse.

New-Carlisle, 9 novembre 1914. 5551

Cour Supérieure.—Saint-François.—No 963.—Aurélie Mofette, épouse commune en biens de Arthur Hamel, marchand, de Sainte-Claude, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux. Sherbrooke, 29 octobre 1914.

LIONEL FOREST, Procureur de la demanderesse. 5339–2

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.—No 355.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par Violet Cox, du canton d'Inverness, dit district, contre son époux, Robert Raycraft, cultivateur et commerçant, du même lieu, la dite Violet Cox, duement autorisée à ester en justice.—Arthabaska, ce 14 octobre 1914. —METHOT & GIROUARD, procureurs de la demanderesse. 5305–2

Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 1978.

Odélie Nolet, épouse commune en biens de Eugène Nadeau, commerçant de la paroisse de Saint-Camille, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, 30 octobre 1914. 5351–2

Cour Supérieure, Montréal, No. 4072. Dame Mélanie Depairon, épouse de Alfred Dupré, des cité et district de Montréal, commerçant, a intenté une action en séparation de biens contre dit Alfred Dupré, le 22 Septembre 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
5247–3 *Procureurs de la demanderesse.*

An action in separation of property has this day been indtituted against the defendant.

GEORGE L. ALEXANDER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 7th November, 1914. 5554

Superior Court.

District of Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, of the town ond district of Joliette, wife common as to property of Maxime Forget dit Despathies, stone cutter, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, said action bearing the number No. 6981 of the records of this court.

TELLIER & LADOUCUER,
Advocates and attorneys for the plaintiff.

Joliette, 4th November, 1914. 5520

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspe,
County of Bonaventure,
No. 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, wife common as to property of William Henry, merchant, of Bonaventure east, in the parish of Saint Bonaventure of Hamilton, in the said county and district, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;

vs.

The said William Henry, Defendant.

An action for separation as to property, has been instituted in this case the second day of November, 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Attorney for Plaintiff.

New Carlisle, 9th November, 1914. 5552

Superior Court.—Saint Francis.—No. 963.—Dame Aurélie Mofette, wife common as to property of Arthur Hamel, of Sainte Claude, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Sherbrooke, 29th October, 1914.

LIONEL FOREST, Attorney for Plaintiff. 5340

Superior Court.—District of Arthabaska.—No. 355.—An action in separation as to property has been instituted this day, by Violet Cox, of the township of Inverness, in said district, against her husband, Robert Raycraft, trader and farmer, of the same place, the said Violet Cox, duly authorized à ester en justice.—Arthabaska, this 14th October, 1914.—METHOT & GIROUARD, attorneys for plaintiff. 5306

Superior Court.—District of Beauce.

No. 1978.

Odélie Nolet, wife common as to property of Eugène Nadeau, trader, of parish of Saint Camille, district of Beauce, has, this day, instituted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Joseph, 30th October, 1914. 5352

Superior Court, Montreal, No. 4072. De. Melanie Depairon, wife of Alfred Dupré, of the City & District of Montreal, trader, has instituted an action for separation as to property, against the said Alfred Dupré, on September 22nd, 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
5248 *Attorneys for Plaintiff.*

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 2339.

Dame Blanche Marcotte, épouse commune en biens de Léon Leblanc, boucher, des cité et district de Montréal, dûment aurtorisée à ester en justice. Demanderesse;

vs.

Le dit Léon Leblanc, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

ALBERT BERTHIAUME,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 octobre 1914. 5207-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Aglae Demers, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le vingtième jour d'octobre 1914.

ADELARD LEDUC,
Procureur du demandeur.

Montréal, 27 octobre 1914. 5217-3

Cour Supérieure.—Roberval.

No 575.

Dame Marie-Louise Perron, de Saint-Félicien, épouse commune en biens de Adélard Tremblay dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Adélard Tremblay, journalier, de Saint-Félicien, Défendeur.

—

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de septembre 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Procureur de la demanderesse.

Roberval, 29 septembre 1914. 5269-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin, des Cité et District de Montréal, femme commune en biens de Satirio Syrkos, du même endroit, Marchand, la dite Dame Valerie Poulin dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes.

Demanderesse;

vs

Satirio Syrkos des Cité et District de Montréal, Marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

WEINFIELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 octobre 1914. 5249-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

Avis est donné que le 5 octobre, 1914, Emile Gagnon cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, à Lacolle, district d'Iber-

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 2339.

Blanche Marcotte, wife common as to property of Léon Leblanc, butcher, of the city and district of Montreal, duly autorized to ester en justice. Plaintiff;

vs.

The said Léon Leblanc, Defendant.

An ac ion in separation has to property has been instituted in this case.

ALBERT BERTHIAUME,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 26th October, 1914. 5208

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Aglae Demers, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, wife common as to property of J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Plaintiff;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twentieth day of October, 1914.

ADELARD LEDUC,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 27th October, 1914. 5218

Superior Court.—Roberval.

No. 575.

Dame Marie-Louise Perron, of Saint Félicien, wife common as to property of Adélard Tremblay, duly authorized to *ester en justice*, Pliantiff;

vs

The said Adélard Tremblay, of Saint Félicien, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty ninth day of September, 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Attorney for the Plaintiff.

Roberval, 29th September, 1914. 5270

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3615.

Dame Valerie Poulin of the City and District of Montreal, wife common as to property of Satirio Syrkos of the same place, Merchant, said Dame Valerie Poulin duly authorized to ester in justice for the purposes of these presents, Plaintiff;

vs

Satirio Syrkos of the City and District of Montreal, Merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant herein.

WEINDFIELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 8th October, 1914. 5250

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

Notice is hereby given, that on the 5th of October, 1914, Emile Gagnon, farmer, of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, at Lacolle, dis-

ville, a intenté contre son épouse, Catherine Brown, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, une action en separation de corps et de biens.

GIRARD & DEMERS,
Avocats du demandeur.

Saint-Jean, 5 octobre 1914. 5069-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 147.

Adéline Desaulniers, épouse de Adélard Grenier, de la ville de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, Demanderesse;

vs

Adélard Grenier, journalier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

EDGAR BOURNIVAL,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 3 octobre 1914. 4871-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 428.

Alice Assad Sheheen alias Alice Asad Elias Sheian, de la cité et du district de Montréal épouse commune en biens de Michel alias Michæl Bouzianne, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Michel alias Michæl Bouzianne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour d'octobre 1914.

L. G. A. CRESSE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre, 1914. 4873-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 756.

Dame Mary Farrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Patterson, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

George Patterson, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mai 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1914. 4935-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4299.

Dame Mary Katherine Fitzgerald, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Thomas Warrington, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demandeur;

vs

John Thomas Warrington, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de septembre 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1914. 4933-5

---

trict of Iberville, has instituted an action en séparation de corps et de biens from his wife Catherine Brown, heretofore of the same place, and now of place unknown.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 5th October, 1914. 5070

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 147.

Adéline Desaulniers, wife of Adélard Grenier, of the town of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, Plaintiff;

vs

Adélard Grenier, laborer, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

EDGAR BOURNIVAL,
Attorney for the Plaintiff.

Three Rivers, 3rd October, 1914. 4872

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 428.

Alice Assad Sheheen alias Alice Asad Elias Sheian, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Michael alias Michel Bouzianne, of the same place, trader, duly authorized to "ester en justice". Plaintiff,

vs

The said Michæl alias Michel Bouzianne, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by Plaintiff duly authorized against the said defendant.

L. G. A. CRESSE,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th October, 1914. 4874

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 756.

Dame Mary Farrel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Patterson, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

George Patterson, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 28th May, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 14th October, 1914. 4936

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4299.

Dame Mary Katherine Fitzgerald, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Thomas Warrington, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

John Thomas Warrington, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th day of September, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 14th October, 1914. 4934

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1954.

Dame Marie Lapierre, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Emmanuel Boisvert, journalier, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Emmanuel Boisvert, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

LACHAPELLE & BEAULIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 octobre 1914. 4923–5

Cour supérieure, Beauce, No 1974. Zélia Pomerleau, épouse commune en biens de Ludger Bilodeau, charron, de Sainte-Marie de Beauce, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 28 octobre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1914. 5403–2

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 141.

Dame Joséphine Trudel, de Québec, épouse de François Plante, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

François Plante, de Sant-Pierre, Isle d'Orléans, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Procs. demanderesse.

Québec, 3 novembre 1914. 5385–2

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1954.

Dame Marie Lapierre, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Emmanuel Boisvert, laborer, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Emmanuel Boisvert, Defendant.

An action for separation as to property has been taken this day in this case.

LACHAPELLE & BEAULIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 5th October, 1914. 4924

Superior Court, Beauce, No. 1974. Zelia Pomerleau, wife common as to property of Ludger Bilodeau, wheel-wright, of Sainte-Marie, has nstituted an action in separation as to property against her husband, on the 28th October, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 4th November, 1914. 5404,

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 141.

Dame Joséphine Trudel, of Quebec, wife of François Plante, duly authorized, Plaintiff;

vs.

François Plante, of Saint Peter of the Island of Orleans, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case, this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Plaintiff's Attorneys.

Quebec, 3rd. November, 1914. 5386

Avis

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province auront lieu, le 25 janvier 1915 et les jours suivants, dans les salles de l'association des architectes de la province de Québec, No 5 Square Beaver Hall, Montréal, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (voir annuaire) devront être remis au bureau de l'association, le ou avant le 25 décembre de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars ($10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars ($25.00) pour les examens d'enrégistrement. 5515

Avis public est par le présent donné que les syndics de la compagnie de cimetière "Woodside" de Beebe Plains, dans le comté de Stanstead, P.Q., demanderont à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, de la constituer en corporation en vertu des prescriptions de la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire.
Pour les pétitionnaires.

Stanstead Plain, P. Q., 20 octobre 1914. 5065–4

Notice

The examinations for admission to study of architecture in this province, will be held, the 25th January, 1915 and the following fdays, at the rooms of the province of Quebec Association of Architects, No. 5, Beaver Hall Square, Montreal, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations, (see Year Book) shall have to be in the rooms of the Association, on or before tge 25th December next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars ($10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars ($25.00) for registration. 5516

Public notice is hereby given that the trustees of the Woodside Cemetery Company of Beebe Plain, in the county of Stanstead, P. Q., will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the provisions of the cemeteries act.

CHAS. M. THOMAS,
Notary Public,
For the petitioners.

Stanstead Plain, P. Q., 20th October, 1914. 5066

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, cultivateurs et Dougald Stewart, charpentier, tous du canton Dundee, comté d'Huntingdon, dit district, pour la ratification d'un certain acte de donation en leur faveur passé devant J. A. Cameron, écuier, notaire, le quinze janvier 1912, en leur qualité de pétitionnaires pour l'incorporation de "Isle of Skye Cemetery Company", avec son bureau principal dans le dit canton Dundee, d'un certain lot de terre décrit dans le dit acte pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs des Pétitionnaires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 octobre 1914. 4937 4

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in council, by Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, farmers, and Dougald Stewart, carpenter, all of the township of Dundee, county of Huntingdon, said district, for the confirmation of a certain deed of donation executed before J. A. Cameron, esq., N. P., on 15th January, 1912, to themselves, as applicants for the incorporation of Isle of Skye Cemetery Company, with head office in said township of Dundee, of a certain lot of land described in said deed, to be held, owned and used as a cemetery forever.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Applicants.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th October, 1914. 4938

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re "The Duchess Wardrobe", Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le neuvième jour de novembre, 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Bureau de
Michaud & DesRosiers,
55, Saint-François-Xavier.
Montréal, 9 novembre 1914. 5541

District de Saint-François.
In re Henri Fontaine, Fontainebleau, Comté de Wolfe, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses bie n pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,
Gardien-Provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington, Sherbrooke.
Sherbrooke, 5 novembre 1914. 5523

In re Mde. D. Labbé, Modiste, de Thetford Mines.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure pour le district d'Arthabaska, les soussignés ont été nommés curateurs.

Les créanciers de la dite insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 7 novembre 1914. 5517

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re "The Duchess Wardrobe",Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of November, 1914, we were appointed ;oint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of
Michaud & DesRosiers,
55, Saint François Xavier.
Montreal, 9th November, 1914. 5542

District of Saint Francis.
In re Henri Fontaine, Fontainebleau, county of Wolfe, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the district of Saint Francis,

GEDEON E. BEGIN,
Provisional Guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street, Sherbrooke.
Sherbrooke, 5th November, 1914. 5524

In re Mrs. D. Labbé, Milliner, of Thetford mines.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court, for the District of Arthabaska, the undersigned have been appointed Curators.

The creditors of the said insolvent are hereby requested to fyle us their claims within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curators.

Office: 98 Saint Peter Street, Quebec.
Quebec, 7th November, 1914. 5518

---

16 NOV 1914

Province de Québec,
District de Québec.
In re Dr J. N. Boivin, Saint-Martin, Beauce.

Avis est par le présent donné que le failli ci-dessus a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Saint-Joseph, Comté de Beauce.

ALFRED LEMIEUX,
Gardien-Provisoire.

Lévis, 9 novembre 1914. 5535

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2a359.
In re Philippe Lamy, Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le 9 novembre 1914, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 novembre 1914. 5533

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 35-386.
In re Jos Gotheil et Benjamin Gotheil, "Gotheil Brothers", de Lachine, dans le district de Montréal.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont, ce jour, fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire aux biens susdits.

J. W. MICHAUD,
Gardien provisoire.

Bureau de
Michaud & DesRosiers,
55, Saint-François-Xavier,
Montréal, 7 novembre 1914. 5521

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re A. Goldner, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le cinquième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens du dit failli.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Bureau de
Michaud & DesRosiers,
55, Saint-François-Xavier.
Montréal, 9 novembre, 1914. 5543

In re "Ada Whelan-Reilly", Aylmer, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et qu'un premier dividende de 15% est payable à mon bureau.

J. E. COUTURE.
5549 Curateur.

Province of Quebec,
District of Quebec.
In re Dr J. N. Boivin, Saint Martin, Beauce.

Notice is hereby given that the above insolvent has made a judiciary abandonment of his estate for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Saint Joseph, County of Beauce.

ALFRED LEMIEUX,
Provisional-Guardian.

Levis, 6th November, 1914. 5536

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montréal.
No. 2a359.
In re Philippe Lamy, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th November, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be fyled at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th November, 1914. 5534

Cour Supérieure.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 35-386.
In re Jos. Gotheil and Benjamin Gotheil, "Gotheil Brothers", of Lachine, in the district of Montreal.

Notice is hereby given that the above named insolvents have, this day made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, and I have been appointed Provisional Guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD
Provisional Guardian.

Office of
Michaud & DesRosiers,
55, Saint François Xavier Street.
Montreal, 7th November, 1914. 5522

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re A. Goldner, Montreal. Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of November, 1914, we were appointed Joint Curators to the estate of said Insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators,

Office of
Michaud & DesRosiers,
55, Saint François Xavier Street.
Montreal, 9th November, 1914. 5544

In re "Ada Whelan-Reilly", Aylmer, Que.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared and that a first dividend of 15% is payable at my office.

J. E. COUTURE,
5550 Curator.

16 NOV 1914

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 392.

Camille Coury, Requérant-cession;

et

Georges Soumakis, *et al*,, Débiteurs-insolvables.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire à Trois-Rivières.

ALPHONSE CARON,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 9 novembre 1914. 5565

Avis est par les présentes donné que, Dame Alma de Saint-Aubin, épouse séparée de biens de Georges Saint-Pierre, de la cité de Fraserville, marchande publique et y faisant affaires, sous la raison sociale de Geo. St-Pierre & Cie, a, le dix novembre courant (1914), fait cession de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers et déposé son bilan, au greffe de la cour supérieure, à Fraserville.

J. OSCAR LEVESQUE,
Gardien provisoire.

Fraserville, 10 novembre 1914. 5563

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 392.

Camille Coury, Petitioner for assignment;

et

Georges Soumakis, *et al*,, Insolvent Debtors.

Notice is hereby given that the said debtors have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors in the Prothonotary's office, at Three Rivers.

ALPHONSE CARON,
Provisional Guardian.

Three Rivers, 9th November, 1914. 5566

Is hereby given that Dame Alma de Saint Aubin, wife separated as to property of Georges Saint Pierre, of the city of Fraserville, public merchant and there carrying on business under the firm name of Georges Saint Pierre & Cie, has, on the tenth day of November instant (1914), made an abandonment of her property, for the benefit of her creditors and fyled her statement in the Prothonotary's office of the superior court at Fraserville.

J. OSCAR LEVESQUE,
Provisional Guardian.

Fraserville, 10th November, 1914. 5564

En liquidation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 170.

Dans l'affaire de "The King Edward Park Company, Limited", En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains du liquidateur à la faillite de "The King Edward Park Company, Limited", savoir: Alexandre Desmarteau, curateur et liquidateur, de la cité et du district de Montréal, à son bureau, au No. 60, de la rue Notre Dame-Est, Montréal, un acte passé devant Mtre J. W. Levesque, N. P., le trente et unième jour du mois d'août 1914 et portant le numéro 3692 des minutes du dit notaire, étant une vente par le dit Alexandre Desmarteau, es-qualité, à Joseph Tancrède Remus Laurendeau, capitaliste, de Montréal, de l'immeuble suivant, savoir:

Les lots de terre ci-après décrits, situés dans l'Ile connue sous le nom de "L'Ile Grosbois", en la paroisse de Boucherville, connus et désignés comme étant tous les lots de un à cinq cent trente-six inclusivement de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre (304) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Boucherville, contenant, les dits lots cent quatre-vingt-deux arpents en superficie, plus ou moins, savoir les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166,

In Liquidation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 170.

In the matter of The King Edward Park Company, Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the liquidator of The King Edward Park Company, Limited, to wit: Alexandre Desmarteau, curator and liquidator, of the city and district of Montreal, at his office, at No. 60, Notre Dame street, East, Montreal, a deed executed before Mtre, J. W. Levesque, N.P., on the thirty first day of August,1914,and bearing number 3692 of the minutes of said notary, being a sale by the said Alexandre Desmarteau, es-qual., to Joseph Tancrède Remus Laurendeau, capitalist, of Montreal, of the following immoveable, to wit:

Those certain lots of land herein after described situated in the Island known under the name of "Ile Grosbois", in the parish of Boucherville, known and designated as being each and every lot from number one to five hundred and thirty six inclusively, of the subdivision of the original lot No. three hundred and four (304) of the official plan and book of reference of said parish of Boucherville, containing said lots one hundred and eighty two arpents in area, more or less, to wit lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 06, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156,

167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176,
177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186,
187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196,
197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206,
207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216,
217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226,
227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236,
237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246,
247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256,
257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266,
267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276,
277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286,
287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296,
297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306,
307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316,
317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326,
327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336,
337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346,
347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356,
357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366,
367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376,
377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386,
387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396,
397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406,
407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416,
417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426,
427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436,
437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446,
447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456,
45 , 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466,
467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476,
477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486,
487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496,
497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506,
507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516,
517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526,
527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536,

de la dite subdivision officielle—avec les bâtisses construites sur les dits lots, quais, trottoirs ou promenades, édifices du pouvoir, engins, stations, câbles, fils, générateurs, accumulateurs et généralement toutes les machines et fixtures électriques et autres, aqueducs, tuyaux à l'eau, et d'égoûts et tous les ouvrages et machines accessoires en dépendant, plus les lots de grève appartenant au dit vendeur es-qualité, y compris tous les meubles et objets mobiliers mentionnés comme étant hypothéqués et affectés en faveur de "La Société d'Administration Générale, comme fidéi-commissaire pour les porteurs d'obligations dans l'acte "Trust Deed of Hypothec Mortgage and Pledge" passé le premier février mil neuf cent dix, devant Mtre A. D. Jobin, notaire, sous le No 17657 de ses minutes.

Avis est aussi donné que le certificat de recherches du régistrateur contre les dites propriétés a été également déposé entre les mains du dit Alexandre Desmarteau, es-qualité, à son dit bureau.

Le dit immeuble était lors de la vente ci-dessus détenu et possédé par la dite compagnie "The King Edward Park Company Limited", depuis le 19 novembre 1909 comme propriétaire.

Les dits actes de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux dispositions des articles Nos. 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec de 1909, et cet avis est donné conformément aux dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce neuvième jour d'octobre, mil neuf cent quatorze.

ALEX. DESMARTEAU,
Liquidateur.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs.

7, Place d'Armes, Montréal. 4911–5

157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166,
167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176,
177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186,
187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196,
197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206,
207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216,
217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226,
227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236,
237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246,
247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256,
257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266,
267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276,
277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286,
287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296,
297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306,
307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316,
317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326,
327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336,
337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346,
347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356,
357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366,
367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376,
377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386,
387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396,
397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406,
407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416,
417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426,
427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436,
437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446,
447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456,
457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466,
467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476,
477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486,
487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496,
497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506,
507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516,
517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526,
527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536,

of said official subdivision; with the buildings erected on the said lots, wharves, plank walks, and side walks, power houses, engines, stations, cables, wires, generators, accumulators and generally all electrical and other machinery and appliances, waterworks, pipes and drains, sewers and all works and machinery accessory thereto, plus the beach lots belonging to said vendor es-qual, including all the moveable property mentioned as being hypothecated and affected in favor of "La Société d'Administration Générale", as trustee for the holders of debentures in the deed "Trust Deed of Hypothec Mortgage and Pledge" executed on the first of February nineteen hundred and ten, before Mtre A. D. Jobin,notary, under number 17657 of his minutes.

Notice is furthermore given that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said Alexandre Desmarteau, es-qual., at his said office.

The said immoveable property was at the time of the said above sale held and possessed by the said company The King Edward Park Company Limited, since the 19th of November, 1910, as proprietor.

The said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited pursuant to the provisions of articles 7552 and following of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this ninth day of October, nineteen hundred and fourteen.

ALEX. DESMARTEAU,
Liquidator.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys.

7, Place d'Armes, Montreal. 4912

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS DES COMPAGNIES ET EN VERTU DES ARTICLES 7552 et s. S. R. Q., 1909.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 177.

In re La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton Ltée. (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited)
En Liquidation;

&

Alphonse Turcotte et Joseph Alphonse Turcotte,
Liquidateurs.

Avis est par les présentes donné que les liquidateurs des biens de la dite compagnie en liquidation ont vendu, pour le prix de $4,000.00 et autres conditions, les propriétés ci-après décrites à J. W. Fortier, de la Cité de Québec. District de Québec, et Henri Levasseur, de la ville de Victoriaville, District d'Arthabaska, suivant offre faite par les dits Fortier et Levasseur, le 15 septembre 1914, et acceptée par les inspecteurs de la dite liquidation le 16 octobre 1914 et aussi acceptée par les dits liquidateurs, le 20 octobre 1914, en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant pour le District de Saint-François (Honorable Juge Globensky) le dit 20 octobre 1914 et autorisant les dits liquidateurs à accepter la dite offre.

La dite offre et son acceptation, de même que l'autorisation des dits inspecteurs, et copie du dit jugement du 20 Octobre 1914, sont déposées entre les mains des dits liquidateurs dont le bureau est situé au No. 97 de la rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal; et le certificat du bureau d'enregistrement préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, est aussi déposé entre les mains des dits liquidateurs à leur dit bureau.

Description des propriétés.

(*a*) Un terrain à être pris et détaché et faisant partie du lot numéro Trente A (P. 30 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur tenant en front au nord-est à une rue projetée, du côté nord-ouest partie à une rue projetée et partie au terrain de P. J. O'Bready, ou son représentant, et du côté sud-est au terrain ci-après décrit:

(*b*) Un terrain à être pris et détaché du lot numéro trente-et-un A (P. 31 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton pour les lots du quatrième rang de la contenance de cent-quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent-quatre-vingt-huit pieds de profondeur, tenant en front une rue projetée du côté sud-est et en profondeur au sud-ouest par le terrain de Domino Bourque et de l'autre côté au nord-ouest le terrain ci-dessus décrit, avec la manufacture et les dépendances de ces terrains et tous les outils, agrès, machines et strappes, outillages, tournants et mouvants appartenant et installés dans les bâtisses de ces terrains

Cet avis est donné afin que tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les dits immeubles, puissent offrir une ou plusieurs surenchères entre les mains des dits

UNDER THE WINDING-UP ACT AND PURSUANT TO ARTICLES 7552 AND FOLLOWING OF THE Q. R. S., 1909.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No. 177.

In re "La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton, Ltee"., (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited),
In Liquidation;

&

Alphonse Turcotte and Joseph Alphonse Turcotte,
Liquidators.

Notice is hereby given that the liquidators of the assets of the said company, in liquidation, have sold for the price of $4,000.00 and other conditions, the properties hereafter described to J. W. Fortier, of the City of Quebec, District of Quebec, and Henri Levasseur, of the Town of Victoriaville, District of Arthabaska, according to offer made by the said Fortier and Levasseur, on the 15th September, 1914, and accepted by the inspectors of the said liquidation on the 16th October, 1914, and also accepted by the said liquidators on the 20th October, 1914, pursuant to a judgment rendered by the Superior Court sitting for the District of Saint Francis (Honourable Judge Globensky) the said 20th October, 1914, and authorizing the said liquidators to accept the said offer.

The said offer and acceptance thereof, with the authorization of the said inspectors and copy of the said judgment of the 20th October, 1914, are deposited with the said liquidators, at their office, No. 97 Saint James Street, in the City of Montreal; the certificate of the Registry office prepared in the manner prescribed for the certificates required in case of sale of immoveables by the sheriff, is also deposited with the said liquidators at their above address;

Description of Properties.

(*a*) A part of land to be taken and detached from and forming part of the lot number thirty A (P. 30 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front on the north-east by a projected street, on the north-west partly by a projected street and partly by the land of P. J. O'Bready or his representative, and on the south-east by the parcel of land described below:

(*b*) A parcel of land to be taken and detached from the lot number thirty one A (P. 31 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front by a projected street, on the south west by the land of Domino Bourque, and on the north-west by the parcel of land above described; with the manufactory and dependencies upon the above parcels of land, and all the tools, equipment, machines and belting, instruments and machinery belonging and installed, in the buildings upon the above lands.

This notice is given so that any creditor of the company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the said immoveables may offer an increase over the purchase price mentioned in the above sale,

liquidateurs suivant la loi, c'est-à-dire suivant les articles 7552 à 7557 des Statuts Refondus de Québec 1909, sur le prix d'achat porté dans la vente susdite, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, c'est-à-dire entre le 28 novembre 1914 et le 14 décembre 1914 à midi, et dans le but de donner aux acquéreurs un titre clair ayant l'effet du décret.

Les dits immeubles ont été possédés dans les trois dernières années par la dite Manufacture de chaises et jouets de Wotton Limitée.

Fait et signé à Montréal ce vingt-septième jour d'octobre 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
5287-3 Liquidateurs.

SOUS L'ACTE FEDERAL DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
En liquidation;

and

J. H. Ostigny, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné par J. H. Ostigny, liquidateur dûment nommé à la compagnie sus-décrite, que copie de l'acte de vente d'immeubles par lui faite, en vertu de la section 34 du chapitre 144 des Statuts revisés du Canada, 1906, sur l'ordre de sa Seigneurie l'honorable Juge Guerin, en date du 27 juin 1914, et le certificat du régistrateur ont été déposés entre les mains d'icelui liquidateur, au No 2574, Avenue du Parc, cité de Montréal. Les possesseurs de ces immeubles durant les trois dernières années, ont été la dite Chrome & Asbestos Mines, Ltd., et le présent liquidateur, pour les fins de la liquidation d'icelle.

J. H. OSTIGNY,
Liquidateur.

LLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs du liquidateur.

Montréal, 6 octobre 1914. 5235-3

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Cour Supérieure.

District de Québec,
Province de Québec,
No 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux, Edifice Dominion, 126, rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant Louis Leclerc, notaire public, le 28ème jour d'octobre et portant le numéro 37099 des minutes du dit notaire, de LaRue et Trudel, liquidateurs de La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée, en liquidation, à Jean-Baptiste Jinchereau, de Québec, entrepreneur, dans lequel acte de vente les propriétés vendues sont plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Toutes les propriétés immobilières de la compagnie en liquidation consistant en les lots (566-2) cinq cent soixante-six-deux, (567) cinq cent soixante-sept et partie de (P. 566-1) cinq cent soixante-six-un du cadastre de Saint-Roch de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Prenez aussi avis que les certificats de recherches du régistrateur touchant les dites propriétés immobilières ont aussi été déposés entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux.

according to law, that is according to articles 2552 to 7557 of the Quebec Revised Statutes, 1909, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, that is between the 28th November, 1914 and the 14th December, 1914, at noon, so as to give to the purchasers a clear title having the effect of a sheriff's sale.

The above immoveables have been possessed during the last three years by the said Wotton Chair and Toy Manufacturing Limited.

Made and signed at Montreal, this twenty seventh day of October, 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
5288 Liquidators.

UNDER FEDERAL WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
In liquidation.;

and

J. H. Ostigny, Liquidator.

Notice is hereby given by J. H. Ostigny, liquidator duly appointed to the above described company, that copy of the deed of sale of immoveables, made by him in virtue of section 34, chapter 144, revised statutes of Canada, 1906, by order of his Lordship Honorable Judge Guerin, dated the 27th June, 1914, and certificate of search made by the registrar have been deposited in the hands of the said liquidator, at No. 2574 Park Avenue, in the city of Montreal. The owners of those immoveables during the last three years have been the Chrome & Asbestos Mines, Ltd., and the present liquidator for the purpose of its liquidation.

J. H. OSTIGNY,
Liquidator.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Liquidator.

Montreal, 6th October, 1914. 5236

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Superior Court.

District of Quebec,
Province of Quebec.
No. 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidators at their offices Dominion Building, 126, Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale, passed before Louis Leclerc, notary public, on the 28th day of October, 1914, and numbered 37099 of the minutes of said notary, from Larue & Trudel, liquidators of La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Limitée, in liquidation, to Jean Baptiste Jinchereau, of Quebec, contractor, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

All the immoveable properties of the company in liquidation consisting of the lots (566-2) five hundred and sixty-six-two (567) five hundred and sixty seven and part of (P. 566-1) five hundred and sixty six-one, of the cadastre for Saint Roch ward of the city of Quebec—with buildings thereon erected and dependencies.

And further take notice that the registrars' certificates of search against the said immoveable properties have also been deposited with the undersigned liquidators at their offices.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues comme suit durant les trois dernières années.

Lot 567.—J. B. Rousseau du 9 déc. 1884 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 sept. 1912.;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau du 11 janvier 1888 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 septembre 1912;

Lot 566-1.—Ant. Masson du 5 avril 1909 au 26 septembre 1912.

Et ces trois immeubles ont été la propriété de la Compagnie en Liquidation depuis le 26 septembre 1912.

Les dits actes de vente et certificats du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par shérif.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914. 5229-3

The said immoveable properties were owned and possessed for the past three years, as follows:

Lot 567.—J. B. Rousseau from December 9th, 1884 to Nov. 28th, 1911;
Antoine Masson from November 28th 1911 to Sept. 26th, 1912.;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau from January 11th, 1888 to Nov. 28th, 1911;
Ant. Masson from Nov. 28th, 1911 to September 26th, 1912;

Lot P. 566-1.—Ant. Masson from April 5th, 1909 to Sept. 26th, 1912;

Since the 26th September 1912, those three immoveables, were owned and possessed by the company in liquidation.

The said deed of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of Articles 7552 and following of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Dated at Quebec, this twenty ninth day of October, 1914. 5230

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 666.

Le quatorzième jour d'octobre, en l'an mil neuf cent quatorze.

PRÉSENT: L'honorable J. C. McCorkill, J. C. S.

—

Letellier, Demandeur; vs Moisan *et al.*, Défendeurs.

—

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur, Joseph Moisan, de produire leurs réclamations suivant la loi, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

(Signé) ALPH. BOISSONNEAULT,
Dép. P.C.S.

Vraie copie,
ALPH. BOISSONNEAULT,
Dép. P.C.S.

Québec, 27 octobre 1914. 5315-2

Order of the Court

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No 666.

On the fourteenth day of October, one thousan nine hundred and fourteen.

PRESENT: The Honourable J. C. McCorkill, J.S.C

—

Letellier, Plaintiff; vs Moisan *et al*, Defendant.

—

It is ordered to the creditors of the said defendant, Joseph Moisan, to file their claims according to law, within fifteen days from the first insertion of the present notice.

(Signed) ALPH. BOISSONNEAULT,
Dep. P.S.C

True Copy,
ALPH. BOISSONNEAULT,
Dep. P.S.C.

Quebec, 27th October, 1914. 5316

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 44.

L'hon. R. S. Cooke, Demandeur;

vs

Delle Sarah Hould, Défenderesse.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, le 16 octobre 1914, dans une cause dans laquelle l'honorable Richard Stanislas Cooke, juge, en retraite de la Cour supérieure, des cité et district des Trois-Rivières, est demandeur, et Mademoiselle Sarah Hould, fille majeure et usant de ses droits, ci-devant des cité et district des Trois-Rivières, et maintenant

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 44.

L'hon. R. S. Cooke, Plaintiff;

vs.

Miss Sarah Hould, Defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers on the 16th day of October, 1914, in a case in which honourable Richard Stanislas Cooke, judge, "en retraite", of the Superior Court, of the city and district of Three Rivers, is plaintiff, and Miss Sarah Hould, spinster, heretofore, of the said city and district of Three Rivers and presently of unknown

de lieux inconnus, est défenderesse, ordonnant la licitation d'un immeuble décrit comme suit, savoir: "Un terrain ou emplacement situé au coin sud-ouest des rues Notre-Dame et Bonaventure en la Cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent trente (830) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour la division d'enrégistrement des Trois-Rivières, moins cependant et à distraire du dit lot, ce qui a été vendu à la Corporation de la Cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement des rues Notre Dame et Bonaventure, mesurant actuellement, le dit lot, environ trente-neuf pieds de largeur à son front sur la rue Notre-Dame et cinquante-trois pieds de largeur à sa profondeur, sur une profondeur de quatre-vingt-six pieds du côté nord-est, sur la rue Bonaventure et de quatre-vingt-cinq pieds du côté sud-ouest, dans la ligne du terrain de l'acquéreur, le tout à mesure anglaise, et plus ou moins, sans bâtisses et tel que le tout se trouve aujourd'hui".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 16 DECEMBRE 1914, à DEUX heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la cité de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les détails prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

M. L. DUPLESSIS,
Procureur du demandeur.

Trois-Rivières, 29 octobre 1914. 5373-2

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le treizième jour d'octobre et le trois novembre, dix-neuf cent quatorze, en la cité de Sherbrooke, dans une cause dans laquelle, Charles Brazzel, cultivateur du canton d'Eaton, district de Saint-François, est le demandeur; et Georges Brazzel et Bradford Brazzel, tous deux de Olympia, dans l'état Washington, un des Etats Unis de l'Amérique, dame Ruby May Frizzel, de Pittsburg, dans l'Etat de Pensylvanie, un des Etats Unis de l'Amérique, dame Nettie Mary Brazzel, épouse de Joseph F. Johnson, de Bethlehem, dans l'état du New-Hampshire, un des Etats Unis de l'Amérique, et le dit Joseph F. Johnson, pour autoriser sa dite épouse, dame Alberta C. Desruisseaux, épouse de feu Ernest Brazzel, du canton de Eaton, district de Saint-François, en sa qualité de tutrice à son enfant mineure Marie Doris Lena Brazzel, du canton d'Eaton, et Herbert E. Todd. du canton d'Eaton, cultivateur, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Ernest Brazzel, sont les défendeurs, étant le numéro 545, des dossiers de la dite cour, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Certte certaine propriété consistant en une ferme située dans le canton d'Eaton, connue et désignée sur le plan officiel et livre de référence pour le dit canton de Eaton, comme le lot No 19*a*, dans le 8ième rang du dit canton d'Eaton, contenant 210 acres plus ou moins, avec bâtisses et améliorations dessus faites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-

places, is defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit: A piece of land or emplacement situated on the south west corner of Notre Dame and Bonaventure streets in the city of Three Rivers, known and designated as being lot number eight, hundred and thirty (830), of official plan and book of reference of the cadastre made for the registration division of Three Rivers, withdrawing and taking from said lot what has been sold to the Corporation of the city of Three Rivers, for widening Notre Dame and Bonaventure streets, actually measuring the said lot, about thirty nine feet in width in front on Notre Dame street and fifty three feet wide in its depth on a depth on eighty-six feet on the north east side on Bonaventure street, and eighty five feet on the south west side in the line of the purchaser's property ,the whole english measure, and more or less, without building thereon and as the whole appears to day".

The immoveable here above designated shall be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the 16th day of DECEMBER, 1914, at TWO o'clock in the afternoon, sitting the Court, in court room of the court house, of Three Rivers, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to quash, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be fyled in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudications; and failing the parties to fyle such oppositions. within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

M. P. DUPLESSIS,
Attorney for the Plaintiff.

Three Rivers, 29 October, 1914. 5374

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirteenth day of October, and on the 3rd day of November, nineteen hundred and fourteen, in a cause in which Charles Brazzel, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, farmer, is plaintiff; and George Brazzel and Bradford Brazzel, both of Olympia, in the State of Washington, one of the United States of America, Dame Ruby May Frizzel, of Pittsburg, in the States of Pennsylvania, one of the United States of America, Dame Nettie Mary Brazzel, wife of Joseph F. Johnson, of Bethlehem, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, and the said Joseph F. Johnson for the purpose of authorizing his said wife, Dame Alberta C. Desruisseaux, wife of the late Ernest Brazzel, of the township of Eaton, district of Saint Francis, in her quality of Tutrix to her minor child Marie Doris Lena Brazzel, and Herbert E. Todd, of the township of Eaton, farmer, in his quality of Curator to the vacant estate of the late Ernest Brazzel, are defendants, under the number 545, of the records of the said court, ordering the licitation of certain immoveable designated as follows:

That certain property consisting of a farm situated in the township of Eaton, known and designated as lot No. 19*a*, in the 8th range on the cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, said district, containing 210 acres more or less, with the buildings and appartenances.

The immoveable hereinabove described will

chère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

J. NICOL,
Procureur du demandeur.

Sherbrooke, le deux novembre 1914. 5407-2

be put to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the NINTH day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the licitation, must be fyled in the office of the Prothonotary of the said court, at least twelve day before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be fyled with in six days after adjudication; and failing the parties to fyle such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

J. NICOL,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1914. 5408

Resolutions

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
Municipalité du comté de Bonaventure.

AVIS

Avis public est par les présentes donné par le soussigné George M. Kempffer, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité du comté de Bonaventure, que le conseil de la dite municipalité, a une assemblée générale d'icelle, tenue à l'Hôtel-de-Ville, à New-Carlisle, dans les dits comté et district, le neuvième jour de Septembre, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quatorze, adopta et passa la résolution suivante, savoir:

"Qu'il soit ordonné par résolution de ce Conseil, que la requête des habitants de la paroisse de Saint-Siméon, soit accordée, et que tout le territoire décrit dans l'ordre en conseil y référant, et contenue dans la dite requête, soit érigée en une municipalité de paroisse, sous le nom de "La Municipalité de la paroisse de Saint-Siméon", pour tous les fins municipales, tel que pourvu par le code municipal et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit respectueusement requis d'approuver la présente résolution".

Laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant avis reçu au bureau du dit conseil le vingt-neuvième jour du mois d'octobre, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent quatorze.

Donné à New-Carlisle, dans les dits comté et district, ce septième jour de Novembre, l'année mil neuf cent quatorze.

G. M. KEMPFFER,
Secrétaire-trésorier,
5537 Municipalité du comté de Bonaventure.

PROVINCE DE QUEBEC

Municipalité de la seconde division du comté de Matane.

Aux habitants des municipalités de Saint-Antoine de Padoue de Kempt et de Saint-Damase.

Avis public est par les présentes donné par le

Resolutions

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure,
Municipality of the county of Bonaventure.

NOTICE

Public notice is hereby given by the undersigned, George M. Kempffer, secretary-treasurer of the municipal council of the municipality of the county of Bonaventure, that the council of the said municipality at a general meeting of the same held at the town hall, at New Carlisle, in the said county and district, on the ninth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, passed and adopted the following resolution, to wit:

"Be it ordained by resolution of this council that the petition of the inhabitants of the parish of Saint Siméon, be granted, and that all the territory described in the order in council, referred to in the said petition, be erected into a parish municipality, under the name of "The Municipality of the parish of Saint Siméon", for all municipal purposes, as provided for by the municipal code, and that the Lieutenant Governor in council be respectfully requested to approve the present resolution".

Which said resolution has been duly approved of by the Lieutenant Governor in council, as per notice received at the office of the said council, dated the twenty ninth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen.

Given at New Carlisle, in the said county and district, this seventh day of November, in the year one thousand nine hundred and fourteen.

G. M. KEMPFFER,
Secretary Treasurer,
5538 Municipality of the county of Bonaventure.

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the second division of the county of Matane.

To the inhabitants of the municipalities of Saint-Antoine de Padoue de Kempt and of Saint Damase.

Public notice is hereby given by the under

soussigné Henri Lemarié, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que le dit conseil, à une session, tenue dans l'édifice du bureau d'enregistrement, en le village de Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, mercredi, le neuf septembre mil neuf cent quatorze,a adopté la résolution: Que tout ce territoire situé dans le dit comté composé des lots quatre, cinq et six du rang huit du canton Cabot, faisant présentement partie de la municipalité de Saint-Damase et des lots sept et huit du dit rang et du canton susdit, n'appartenant encore à une municipalité soit, par les présentes, détaché de la dite municipalité de Saint-Damase et annexé à la municipalité de Saint-Antoine de Padoue de Kempt, laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le 31 octobre dernier.

Donné ce troisième jour de novembre 1914.

HENRI LEMARIE,
Secrétaire-trésorier
S. T. C. C. de Matane No 2

5453–2

signed Henri Lemarié, secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the said council, at a meeting,held in the registry office building, in the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, on Wednesday, the ninth day of September, one thousand nine hundred and fourteen, has passed the following resolution: That all the territory situate in the said county composed of the lots four, five and six of the eight range of the township of Cabot, presently forming part of the municipality of Saint Damase and of lots seven and eight of the said range of aforesaid township, not presently forming part of any municipality, be and is hereby detached from the said municipality of Saint Damase and be and is hereby annexed to the municipality of Saint Antoine de Padoue de Kempt, the said resolution having been approved by the Lieutenant-Governor in Council, according to notice received at the office of the said council, the 31st October last.

Dated this third day of November, 1914.

HENRI LEMARIE,
Secretary-treasurer
S. T. C. C. of Matane No. 2.

5454

Vente d'immeuble

Dans l'affaire de Philippe Simard, marchand, Saint-Bruno, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, vendredi, le 20 novembre 1914, à onze heures a. m., sera vendu à mon bureau: 44, rue Dalhousie, Québec, l'immeuble de cette succession, comme suit:

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros dix-E, dix-C (10-E, 10-C), du cadastre officiel, pour le quatrième rang du canton de Labarre, dans le comté du Lac St-Jean, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 5 novembre 1914. 5409–2

Sale of immovable

In the matter of Philippe Simard, merchant, Saint Bruno, Insolvent.

Notice is hereby given that on Friday, 20th November, 1914, at eleven o'clock a. m., will be sold at my office: 44, Dalhousie street, Quebec, the immoveable property belonging to the above estate as follows:

Two lots of land known and designated under Nos. ten-E, ten-C (10-E, 10-C) of official cadastral for range 4th of Labarre township, in the Lake Saint John county, with buildings thereon erected.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. building.
Quebec, 5th November, 1914. 5410

Vente par encan

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, Jeudi, le troisième jour de Décembre, 1914, à dix heures A. M. dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la Cité de Montreal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique par J. O. APPS,
Agent général du baggage.
Montréal, 9 octobre, 1914. 4875–5

Auction Sale

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 3rd day of December, 1914, at ten o'clock A. M. in the west end of its Windsor Street Station, with entrance on Osborne Street, in the City of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 9th October, 1914. 4876

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le deuxième jour de novembre 1914, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la ville de Longueuil, MERCREDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la ville de Longueuil, pour taxes et contributions foncières dues, et pour taxes scolaires dues aux Commissaires d'école catholique de la ville de Longueuil, telles que détaillées dans la dite cédule.

No d'ordre. — No. of Order.	Quartier. — Ward.	No du cadast. — Cadastral No	Subdivision.	No de la rue. — Street. No.	Rue. — Streets.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor
70	Un.....	1	62,71,72 73	.....	Metcalf.....	Succession—Estate O. Dufresne.....
82	Un.....	1	161	.....	Lisgar.....	Art. Dansereau, fils–son.....
212	Un.....	57	.....	.....	St-André....	Apolline Lamarre, épouse de—wife of J.-H. Brousseau.....
222	Un.....	Ptie 71	2	.....	St-Adolphe..	do do do do.....
226	Un.....	Ptie 71	4	.....	" ..	do do do .....
228	Un.....	Ptie 71	3	.....	" ..	do do do .....
231	Un.....	Ptie 71	1	12	' ..	do do do .....
233	Un.....	73	.....	.....	" ..	do do do .....
441	Deux.....	348	231	.....	Grant.....	Charles Marshall.....
480	Deux.....	132	.....	3	St-Alexandre	N. J. E. Beaudry.....
571	Deux.....	Ptie 142	.....	20	St-Alexandre	Dame Gert. Delorimier.....
918	Trois.....	Ptie 244	.....	43	Guilbault....	Succession—Estate A. Dragon.....
932	Trois.....	343	Ptie 11	.....	" ...	L. E. Geoffrion.....
934b	Trois.....	343	24	.....	" ...	do .....
935	Trois.....	343	A	.....	" ...	J. P. Benoit.....
1001	Quatre....	200	64 Pt. 65	.....	Labonté.....	Dlle—Miss M T. Brunet.....
1103	Quatre....	198	1,2,3,4	.....	Queen.....	M. B. J. Diamond.....
1151	Quatre....	197	½-26 N.O.	.....	Montarville .	Jack Elliott.....
1200	Quatre....	154	Ptie 28	.....	Grand-Tronc.	Succession—Estate A. Williams—Succession—Estate O. Dufresne.....
1208	Quatre....	154	Ptie 53	.....	Victoria.....	Succession–Estate S. Bonneville.....
1209	Quatre....	154	Ptie 54	.....	"	Hon. Bradley Barlow.....
1250	Quatre....	154	Ptie 114	.....	"	Alice Dessaulles, épouse de—wife of Henri Beaudry.....
1104	Quatre....	199	135, 136, 137, 138	.....	Quinn.....	M. B. J. Diamond.....

Pour être vendues à mon bureau, dans la ville de Longueuil, MERCREDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale suivant l'article 5763 Statuts refondus de Québec de 1909.

E. H. LEVEILLE,
Greffier.

Bureau du greffier,
Longueuil, 4 novembre 1914.

5401–2

NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES.

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned and more particularly described in schedule filed in my office, the second day of November, 1914, will be sold by me, at my office, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the town of Longueuil, for taxes and assessments due, and for school taxes due to the Board of Commissioners of Catholic Schools of the town Longueuil, as detailed in the said schedule.

Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of Claims.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Taxes scolaires. — School taxes	Total.
$20.20	Cotisat. annuelles.-Ann. assessments	$10.75	" " "	30.95
10.90	" " "	5.73	" " "	16.63
19.00	" " "	3.15	" " "	22.15
25.25	" " "	3.95	" " "	29.20
3.38	" " "	8.13	" " "	11.51
18.25	" " "	2.89	" " "	21.14
40.85	" " "	8.14	" " "	48.99
27.00	" " "	46.38	" " "	73.38
13.00	" " "	.....	" " "	13.00
77.98	" " "	.....	" " "	77.98
58.52	" " "	32.15	" " "	90.67
30.86	" " "	23.78	" " "	54.64
2.25	" " "	1.00	" " "	3.25
6.75	" " "	1.00	" " "	7.75
14.55	" " "	7.73	" " "	22.28
38.25	" " "	.....	" " "	38.25
52.00	" " "	.....	" " "	52.00
21.95	" " "	.....	" " "	21.95
21.00	" " "	.....	" " "	21.00
28.00	" " "	.....	" " "	28.00
34.00	" " "	4.90	" " "	38.90
14.00	" " "	1.20	" " "	15.20
39.00	" " "	.....	" " "	39.00

To be sold at my office, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highes of bidder final adjudication, according to the article 5763 Revised Statues of Quebec, 1909.

E. H. LEVEILLE,
Town Clerk.

Town Clerk's Office,
Longueuil, 4th November, 1914.

5402

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } "THE QUEBEC & SAINT-
No 225. } MAURICE INDUSTRIAL COMPANY", corps politique et incorporé ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, et ayant aussi un bureau d'affaires à Lyster, district d'Arthabaska, Demanderesse; contre ADOLPHE COULOMBE, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

1. Un lopin de terre faisant partie du lot numéro dix-sept B (p. 17B) du dixième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe; borné en front par le chemin entre les dixième et onzième rangs du dit canton de Wolfestown, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro dix-sept A du même rang et de l'autre côté au sud-est et en arrière au nord-est par le terrain de Médard Luneau—avec une maison et fromagerie et grange dessus construites et tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite fromagerie.

2. Un terrain étant la moitié sud-est du lot numéro dix-sept A (½ S. E. 17 A) du dixième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Wolfestown, de la contenance de cinquante acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges de Ham, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à QUATRE heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 10 novembre 1914. 5619
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } WILBROD J. BE-
No 220. } LAIR, de Ham-Nord, commerçant, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre HERMENEGILDE RICHER, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Les lots numéro vingt B (20 B) et vingt C (20 C) du cinquième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ham—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges de Ham, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 10 novembre, 1914. 5621
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } WILBROD J. BE-
No 217. } LAIR, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre ALEXANDRE DUQUETTE, de Garthby-Ouest, dit district, Défendeur.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } "THE QUEBEC & SAINT
No. 225. } MAURICE INDUSTRIAL COMPANY", a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Quebec, and having an office at Lyster, district of Arthabaska, Plaintiff; against ADOLPHE COULOMBE, of Ham North, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. A parcel of land forming part of the lot number seventeen B(pt. 17 B), of the tenth range, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Wolfestown, in the county of Wolfe; bounded in front by the road between the tenth and eleventh ranges of the said township of Wolfestown, on one side to the north west by the lot number seventeen A of the same range, and on the other side to the south east and in the rear to the north east by the land of Médard Luneau—with a house and cheese factory and barn erected thereon and all the equipment used in the exploitation of the said cheese factory.

2. A lot of land being the south east half of the lot number seventeen A (S.-E. ½ 17A) of the tenth range upon the official cadastral plan and book of reference for the said township of Wolfestown, containing fifty acres in superficies.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges de Ham, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at FOUR o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5620
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } WILBROD J. BE-
No. 220. } LAIR, of Ham North, trader, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against HERMENEGILDE RICHER, of Ham North, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers twenty B (20 B) and twenty C (20 C) of the fifth range upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Ham—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges de Ham, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5622
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } WILBROD J. BE-
No. 217. } LAIR, of Ham North, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against ALEXANDRE DUQUETTE, of Garthby West, said district, Defendant.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro trente-deux (No 32 sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang sud, du canton de Garthby, dans le comté de Wolfe—avec bâtisse et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 10 novembre 1914. 5623

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 248. } PIERRE BEAULIEU, Demandeur; contre J.-BTE BELLEFEUILLE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un emplacement situé dans le village de Princeville, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, contenant quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; borné en front à la rue, derrière et au nord de l'emplacement ci-dessus décrit, et de l'autre côté au sud, à Napoléon Rheault—avec une maison et autre bâtisses y érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Princeville, sous le numéro quarante-sept.

2. Cette autre partie de terrain située sur la rue Saint-Jean-Baptiste, contenant quinze pieds de large, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur plus ou moins, et ensuite soixante pieds de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, prenant au sud, partie à une ruelle, et partie au numéro quarante-sept, au nord à la ligne droite qui devra passer à trente pieds au sud du numéro 46, en front partie à la rue Saint-Jean-Baptiste et partie au No 47, et en profondeur à G. P. Nadeau, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la partie sud du numéro quarante-cinq.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le QUINZIEME jour de DECEMBRE, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 11 novembre 1914. 5645

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 173. } LOUIS COTE, Demandeur; contre HONORE MORIN, Défendeur et Johnny Labarre, Tiers-saisi.

Comme appartenant au tiers-saisi.

Un terrain connu comme étant le numéro deux cent vingt-six (226) du cadastre officiel de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière de six piastres par année ainsi qu'à la réserve de toutes mines et droits de mines en faveur de qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1914, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 11 novembre 1914. 5643

[Première publication, 14 novembre 1914.]

Seized as belonging to the said Defendant:

The lot number thirty two (No. 32) upon the official cadastral plan and book of reference for the first south range of the township of Garthby, in the county of Wolfe—with the building and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5624

[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 248. } PIERRE BEAULIEU, Plaintiff; against J.-BTE. BELLEFEUILLE, Defendant.

As belonging to the defendant:

1. An emplacement in the village of Princeville, on Saint John Baptist street, containing forty five feet in front by ninety feet in depth; bounded in front to the street, at the rear and on the north to the emplacement above described, and on the other side to the south, to Napoleon Rheault—with a house and other buildings thereon erected, known and described, on the official plan and book of reference for the village of Princeville. under the number forty seven.

2. This other piece of land situated on Saint John Baptist street, containing fifteen feet in width, by ninety five feet in depth, more or less and sixty feet in front by about ninety feet in depth, bounded to the south, part to an alley and part to number forty seven, to the north at a straight line that will have to pass at thirty feet south of number 46, in front part to Saint John Baptist street, and part to number 47, and in depth to G. P. Nadeau, now known on the official plan and book of reference as being the south part of number forty five.

To be sold in a lump, at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 11th November, 1914. 5646

[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 173. } LOUIS COTE, Plaintiff; against HONORE MORIN, Defendant and Johnny Labarre, Garnishee.

As belonging to the garnishee:

A piece of land known as being number two hundred and twenty six (226) of official cadastre of Kingsville, now the city of Thetford Mines, circumstances and dependencies, subject to a rent of six dollars per year and reserving all mines and right of mines to whom as of right.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford Mines, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1914, at NINE o'clock, in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 11th November, 1914. 5644

[First published, 14th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir: No 1957. } EPRHEM LAGEUX, Demandeur; contre, PIERRE VEILLEUX ET AL., Défendeurs; Comme appartenant à Léon Gagnon, l'un des défendeurs.

1. Un emplacement de quatre-vingt dix pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, situé sur le lot cinq A (5A), du rang du chemin de Kénébec, section "B", canton du Jersey, suivant le cadastre officiel pour le dit canton; commençant à cent quatre pieds sud-ouest de la ligne de division des lots cinq D et cinq A; borné au sud-est, par le chemin public; au nord-est par l'emplacement de Wilfrid Paquet; au nord-ouest, par le résidu du dit lot, appartenant à Thomas Loignon et au sud-ouest, par un chemin privé de seize pieds de large appartenant à Thomas Loignon et séparant l'emplacement sus, vendu de celui de M. Albert Jacques—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle foncière de trente-six piastres.

2. La partie sud-est du lot numéro vingt-sept (27) du huitième rang de Jersey, d'une largeur de quatre acres, sur la profondeur du lot, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, et borné au nord-ouest par la partie nord-ouest du dit lot 27 appartenant à Pierre Genesse et au sud-est par le lot vingt-huit A (28A)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 9 novembre, 1914. 5545
[Première publication, 14 novembre, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No. 1939. } LOUIS LETOURNEAU ET AL, Demandeurs contre PHILEAS PEPIN, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Théophile, comté de Beauce, de quatre arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du rang, et contenant, en superficie, 100 acres plus ou moins, tenant d'un côté à un nommé Paquet, de l'autre côté, à Henry Quirion, connue sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton de Jersey, sous le numéro soixante-six (66)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE, prochain (1914) à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 20 octobre 1914. 5043–2
[Première publication, 24 octobre 1914].

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 1957. } EPHREM LAGUEUX, Plaintiff; against PIERRE VEILLEUX ET AL., Defendants; As belonging to Leon Gagnon, one of the defendants:

1. An emplacement measuring ninety feet in front by one hundred and thirty feet in depth, situate upon the lot five A (5A), of the range of Kenebec road, section "B", township of Jersey, according to the official cadastre for the said Township; beginning at a distance of one hundred and four feet to the southwest of the division line of the lots five D and five A; bounded on the south-east by the public road; on the north east by the emplacement of Wilfrid Paquet; on the north-west by the residue of the said lot, belonging to Thomas Loignon, and on the south west by a private road of sixteen feet in width belonging to Thomas Loignon and separating the emplacement above described from that of Mr. Albert Jacques—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of thirty six dollars.

2. The south-east part of the lot number twenty seven (27) of the eight range of Jersey, of four acres in width by the depth of said lot, containing one hundred acres in superficies, more or less, and bounded on the north-west by the north-west part of said lot No. 27, belonging to Pierre Genesse, and on the south-east by the lot twenty-eight A (28A)—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Come, on the NINTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 9th November, 1914.
5546
[First published, 14th November, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No 1939. } LOUIS LETOURNEAU, ET AL, Plaintiffs; against PHILEAS PEPIN, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Théophile, county of Beauce, of four arpents and a half in front, more or less, by the depth of the range and containing, in superficies, 100 acres, more or less, bounded on one side by a person named Paquet, and on the other side by Henri Quirion, known upon the official plan and book of reference of the cadastre for the fifth range of the township of Jersey, under the number sixty six (66)—with the buildings erected thereon circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next (1914) at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 20th October, 1914. 5044
[First published, 24th October, 1914.]

Sheriff's Sales—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } HARLES AUGUSTE
No 2286. } GAUDET, commerçant de la ville de Joliette, Demandeur; contre ARTHUR PERREAULT, de la ville et district de Joliette, Défendeur.

Dans un terrain faisant partie du lot No 500 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, ce terrain est bornée en front par la rue Sainte-Suzanne en profondeur et d'un côté par le terrain de Charles Auguste Gaudet ou représentants et de l'autre côté par le terrain de Jean-Baptiste Corbeille ou représentants.

Pour être vendu au bureau du shérif en la ville de Joliette, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 10 novembre 1914. 5625
[Première publication, 14 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } CHARLES AUGUSTE
No. 2286. } GAUDET, trader of the town of Joliette, Plaintiff; against ARTHUR PERREAULT, of the town and district of Joliette Defendant.

In a lot of land forming part of the lot No. 500 of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, the said lot of land being bounded in front by Sainte Suzanne street, indepth and on one side by the land of Charles Auguste Gaudet or representatives, and on the other side by the land of Jean-Baptiste Corbeille or representatives.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 10th November, 1914. 5626
[First published, 14th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE OGILVIE FLOUR
No 722. } MILLS COMPANY, LIMITED, Demanderesse; contre JOSEPH R. BEDARD, Défendeur.

1. Un lopin de terre faisant partie du No 10, du troisième rang, du canton Boyer, situé au sud-est du chemin Gouin, et borné au nord-ouest par le chemin Gouin, au nord par le No 11, au sud-est par une ligne partant du No 11, et courant vers le sud, traversant le No 10, sur toute la largeur de la dite ligne tirée à 225 pieds du chemin Gouin, du côté du No 11, et à deux cents (200) pieds du chemin Gouin, du côté du No 9, et le dit lopin de terre devant mesurer 200 pieds de largeur à angle droit de la ligne de division entre les lots Nos 10 et 11, et ce, sur toute sa profondeur.

2. Une lisière de terre de 500 pieds de largeur sur toute la largeur des lots Nos 14, 15 et 16, du septième rang, du canton Boyer, vers l'ouest par le huitième (8ème) rang, vers le nord par le lot No 17, du 7ième rang et à l'est, par le résidu des susdits lots Nos 14-15 et 16.

Pour être vendu à la porte de la chapelle Saint-Hugues d'Hébert, au lieu appelé Hébert, dans le canton Boyer, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 10 novembre 1914. 5601
[Première publication, 14 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE O'GILVIE FLOUR
No. 722. } MILLS COMPANY, LIMITED, Plaintiff; against JOSEPH R. BEDARD, Defendant.

1. A certain piece of land being part of lot No. 10, third range, Township Boyer, situate at the south east of "chemin Gouin", and bounded on the north west by said "chemin Gouin", on the north by lot No. 11, on the south east by a boundary line starting from lot No. 11 and running towards the south, running through lot No. 10, on the width of said line,—said line being drawn 225 feet from "chemin Gouin", near lot No. 9, the said piece of land must be 200 feet in breath at right angle with the boundary line of lots Nos. 10 and 11 in its total depth.

2. A certain piece of land 500 feet in breath, crossing the lots Nos. 14, 15 and 16, seventh range, bounded on the west by the 8th range, on the north by lot No. 10, seventh range, township Boyer, and on the east by the remainder of said lots Nos. 14, 15 and 16.

To be sold at the Chapel's door of Saint Hugues d'Hébert, in the township Boyer, the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff's office, Sheriff.
Mont Laurier, 10th November, 1914. 5602
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Hull, à savoir: } EMERY GODARD, *et al*, Demandeurs; contre
No 3003. } PIERRE MARTIN, Défendeur.

Un lot de terrain portant le No 15, rang 2, canton Loranger, district de Montcalm et borné au Nord par le lot No 16, rang 2 du dit canton appartenant à G. Beaulieu, au sud par le lot No 14, rang 2 du dit canton appartenant à J. Gauthier; à l'est par le lot No 15 du dit canton appartenant à O. Laforest; et à l'ouest par le lot No 15, rang 3 du dit canton appartenant à J. D'Halwyn;

Un lot de terrain, le lot No 17, rang 2, canton Loranger, borné au Nord par le lot No 18, rang 2 du dit canton appartenant à J. Labelle, au sud par le lot No 16, rang 2 du dit canton appartenant à G. Beaulieu et à l'est, par le lot No 17, rang 1 du dit canton appartenant au demandeur Godard et à l'ouest par le lot No 17, rang 3 du dit canton appartenant à J. D'Halwyn.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Ignace de Nominingue, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Mont-Laurier, 10 novembre 1914. 5603
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Hull, to wit: } EMERY GODARD, *et al*, Plaintiff's; against
No. 3003. } PIERRE MARTIN, Defendant.

A certain lot or piece of land, range 2, township Loranger, district of Montcalm, bounded on the north by lot No. 16, range 2, said township and belonging to G. Beaulieu; on the south by lot No. 14, range 2, said township, the property of J. Gauthier; on the eastby ot No. 15, said township, the property of O. Laforest and on the west by lot No. 15, range 3, said township, the property of J. D'Halwyn;

A certain lot or piece of land, lot No. 17, range 2, township Loranger, bounded on the north by lot No. 18, range 2, said township, property of J. Labelle; on the south by lot No. 16, range 2, said township, the property of G. Beaulieu and on the east by lot No. 17, range 1, said township, the property of the plaintiff Godard and on the west by lot No. 17, range 3, said township, the property of J. D'Halwyn.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace de Nominingue, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont Laurier, 10th November, 1914. 5604
[First published, 14th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } JOSEPH MICHAUD de Haulton, état
No 468. } du Maine, l'un des états-unis d'Amérique, Demandeur; vs GEORGES CLOUTIER, de Saint-Pamphile, Défendeur.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du rang A, du canton Dionne, comme faisant partie du lot numéro trente-trois B, du dit canton, contenant environ un demi arpent de large sur un arpent de profondeur, tel que cloturé actuellement, borné au nord au couvent, au sud au Dr Belanger, à l'est à Dme Veuve Zoel Vaillancourt et à l'ouest à la route Elgin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pamphile, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montmagny, 21 octobre 1914. 5119–2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir: } JOSEPH NADEAU, contre-maître, de
No 2512. } Saint-Philémon, Demandeur; vs JOSEPH FRADET, de Beauport, Défendeur.

Un terrain de la contenance de un huitième d'arpent de front, sur un huitième d'arpent de profondeur, plus ou moins, borné au nord à Louis

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } JOSEPH MICHAUD, of Haulton, state
No. 468. } of Maine, one of the United States of America, Plaintiff; vs GEORGES CLOUTIER, of Saint Pamphile, Defendant.

A lot of land known and desi nated upon the official plan and book of reference of the official cadastre of range A, of the township of Dionne, as forming part of the lot number thirty three B, of the said township, measuring about one half arpent in width by one arpent in depth as actually fenced in, bounded on the north by the convent, on the south by Dr Belanger, on the east by Dame widow Zo l Vaillancourt and on the west by Elgin road—with the building erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pamphile, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, 21st October, 1914. 5120
[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit: } JOSEPH NADEAU, for man, of Saint
No. 2512. } Philémon, Plaintiff; vs JOSEPH FRADET, of Beauport, Defendant.

A lot of land measuring one eight arpent in front, by one eight arpent in depth, more or less, bounded on the north by Louis Boutin, on the

16 NOV 1914

Boutin, au nord-est au chemin, au sud à Nicole & Bernard et au sud-ouest à Damas Jolin, inclu et faisant partie du lot de terre connu au cadastre officiel du canton Mailloux, dans le rang sud-ouest du chemin Mailloux, sous le numéro dix A—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dép ndances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon, le V NGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain 1914, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montmagny, 21 octobre 1914. 5117-2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

north east by the road, on the south by Nicole & Bernard and on the south west by Damas Jolin, included in and forming part of the lot of land known an the official cadastre of the town ship Mailloux, in the south west range of road Mailloux, under the number ten A—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philémon, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, 21st October, 1914. 5118
[First published, 24th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: . VILLENEUVE &
No 4457. , CIE, LIMITEE,

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal Demandeurs; contre les terres et tènements de "VINOT CAR COY OF CANADA, LIMITED", corps politique et incorporé, du même lieu, Défenderesse.

Trois lots de terre ayant front sur la rue Saint-Urbain, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille quatre-vingt-cinq (1085), mille quatre-vingt-six (1086) et mille quatre-vingt-sept (1087), de la subdivision du lot numéro onze (11), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses y érigées, outillages et machineries.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 10 novembre 1914. 5561
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: OUIS DUPUY, De-
No 3221. mandeur; contre,

LEON LEPINE, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro trois cent quarante cinq de la subdivision officielle du lot numéro trente-six, (36-345) — avec bâtisses dessus érigées, borné en front par la rue Saint-Cyrille, dans la ville d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du Shériff.
Montréal, 10 novembre, 1914. 5557
[Première publication, 14 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: . VILLENEUVE &
No. 4457. , CIE, LIMITEE,

a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of "VINOT CAR COMPANY OF CANADA, LIMITED", a body politic and corporate, of the same place, Defendant.

Three lots of land fronting on Saint Urbain street, in Laurier ward of the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand and eighty five (1085), one thousand and eighty six (1086) and one thousand and eighty seven (1087) of the subdivision of the lot number eleven (11), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with all the buildings erected thereon, equipment and machineries.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 10 November, 1914. 5562
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: OUIS DUPUY, Plain-
No. 3221. tiff; against, LEON

LEPINE, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as being the lot number three hundred and forty five of the official subdivision of the lot number thirty-six (36-345) — with the buildings erected thereon, bounded in front by Saint-Cyrille street, in the town of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 10th November, 1914. 5558
[First published, 14th November, 1914.]

16 NOV 1914

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE SALO-
No 1819. } MEE BERGERON,
fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et ténements de J. W. LAVOIE, Défendeur.

Un emplacement situé à l'encoignure nord-ouest des rues Drolet, ci-devant Cowan et Bellechasse, ci-devant Comte, en la cité de Montréal, mesurant quarante deux (42) pieds de largeur sur la rue Drolet et quarante (40) pieds de largeur en arrière, par cent dix (110) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front au sud-ouest par la rue Drolet, (étant le No 8-108), au nord-ouest par partie du lot numéro 140 de la subdivision officielle du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, en arrière au nord-est par une ruelle étant le (No 8-278) et au sud-est par la rue Bellechasse, (étant le No 8-139) et composé comme suit:

Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-140) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, à distraire cependant du dit lot cent quarante, une lisière de terrain de forme triangulaire à prendre sur la partie nord-ouest du dit lot et contenue dans les bornes suivantes: au nord-ouest, la ligne séparative des lots numéros 140 et 141 de la dite subdivision officielle du dit lot originaire numéro huit, au nord-est, la ruelle, étant le No 8-278 en partant de la dite ligne séparative des dits numéros 140 et 141 et suivant, vers le sud-est la ligne séparative des lots numéros 140 et 278 de la dite subdivision officielle du lot No 8 sur une distance de deux pieds au sud, une ligne droite partant de ce dernier point et prolongée jusqu'au point de jonction de la ligne séparative des dits lots numéros 140 et 141, à la dite rue Drolet—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du Shérif.
Montréal, 10 novembre, 1914. 5559
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. S. UBALD DU-
No 2480. } PRAS, Demandeur;
contre les terres et tènements de HERBERT T. REEVES, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans la ville de Greenfield Park, sur le côté sud-est d'une rue numéro officiel No 244-80 contenant soixante-douze pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, étant le coin ouest du lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent quarante-quatre (244-39) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la dite rue numéro officiel 244-80; sur le côté sud-ouest par les lots numéros officiels 244-37 et 38 et en arrière et sur l'autre côté par le résidu du dit lot numéro officiel 244-39—avec maison dessus érigée. A distraire:

Une parcelle de terrain situé dans la ville de Greenfield Park, mesurant cinq pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix pieds de profon-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS SALOMEE BER-
No. 1819. } GERON, spinster,
in the full exercise of her rights, Plaintiff; against the lands and tenements of J. W. LAVOIE, Defendant.

An emplacement situate at the north west corner of Drolet, formerly Cowan and Bellechasse, formerly Comte streets, in the city of Montreal, measuring forty-two (42) feet in width, on Drolet street, and forty (40) feet in width, at the rear, by one hundred and ten (110) feet in depth, english measurements and more or less, and bounded as follows: in front on the south-west by Drolet street (being the No. 8-108), on the north-west by part of the lot number 140 of the official subdivision of the lot number 8 of the official plan and book of reference of the Village of Cote Saint Louis, in the rear on the north east by a lane, being the (No. 8-278), and on the south east by Bellechasse street (being the No. 8-139) and composed as follows:

Of the lot of land known and designated under the number one hundred and forty of the official subdivision of the primitive lot number eight (8-140) on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, to deduct however from said lot one hundred and forty, a strip of land of triangular outline to be taken from the north west part of said lot, and contained within the following limits: on the north west, the division line of the lots numbers 140 and 141 of the said official subdivision of the said primitive lot number eight, on the north east, the lane, being the No. 8-278, starting from the said division line of the said lots numbers 140 and 141 and following, towards the south-east the division line of the lots numbers 140 and 278 of the said official subdivision of the lot No 8 a distance of two feet, on the south, a straight line starting from the latter point and prolongated to the meeting point of the division line of the said 140 and 141, with the said lots numbers Drolet street—with tde buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 10th November, 191 5560
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. S. UBALD DU-
No. 2480. } PRAS, Plaintiff;
against the lands and tenements of HERBERT T. REEVES, Defendant.

A piece of ground situate in the town of Greenfield Park, on the south east side of a street official No. 244-80 containing seventy two feet wide by one hundred and ninety feet deep, english measure, and more or less, and being the west corner of the lot number thirty nine of the official subdivision of the lot original number two hundred and forty four (244-39) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by said street official number 244-80; on the south west side by the lots official Nos. 244-37 and 38 and in the rear and on the other side by the remnant part of said lot official number 244-39—with a house thereon erected. To be deducted however:

A parcel of land situate at the town of Greenfield Park, measuring five feet wide by one hundred and ninety feet deep english measure,

deur mesure anglaise, étant la partie nord-est du morceau de terrain ci-dessus désigné dans les présentes et bornée, la dite parcelle de terrain, en front par une rue numéro officiel 244-80; en profondeur par une autre partie du dit lot No 244-39, appartenant à J. A. Jessup & J. R. How, sur le côté sud-ouest, par la partie du même numéro officiel 244-39 appartenant au dit H. T. Reeves, et demeurant grevée en faveur du dit J. S. U. Dupras, et de l'autre côté par une autre partie du même numéro officiel 244-39 appartenant à M. Arthur Perry.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 11 novembre 1914. 5607
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHRISTOPHER DUNKIN BANCROFT, de la cité de Westmount, district de Montréal, importateur de viandes, en sa qualité de curateur dûment nommé à la personne et aux biens de Dame Martha Mary Anne Bancroft, fille majeure, ci-devant du village Knowlton, dans le district de Bedford, et maintenant de la dite cité de Montréal, une interdite pour démence, en sa qualité de curateur dûment nommé en vertu de l'acte de curatelle homologué par le protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, le 30 novembre 1912, Demandeur; vs DAME SARAH HOULE, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, veuve de feu Ambroise Beautrone dit Major, en son vivant de la dite cité de Lachine, hôtelier, et aussi veuve de feu Louis Cardinal, en son vivant de Lachine, susdite, écuier, Défenderesse.

Un certain emplacement faisant partie du lot numéro sept cent soixante-dix-sept (777), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite cité de Lachine; borné en front par le chemin public; au nord-est par la partie du dit lot numéro officiel sept cent soixante-dix-sept, appartenant à Camille Clément dit Larivière; au sud-ouest partie par le lot numéro officiel 778, et partie par le dit lot numéro officiel 777, appartenant à Louis Pigeon ou ses représentants, et en arrière par le lot numéro officiel 773—avec la maison occupée comme hôtel, et les autres bâtisses dessus érigées. Le dit lot mesurant soixante-treize pieds au front par quatre-vingt-neuf pieds à l'arrière, avec une profondeur de deux cents pieds, ayant front sur la rue Saint-Joseph, dans la dite cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 11 novembre 1914. 5629
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ELLE LEA PILON, Demanderesse; contre JOSEPH LEVEILLE, Défendeur.

1. Un terrain sis et situé en la ville d'Outremont, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante et huit de la subdivision du lot numéro trente-trois (33-168), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par

and being the north east part of the piece of ground such as hereabove designated and bounded, said parcel of land, in front by a street official No. 244-80; in depth by another part of said lot No. 244-39, belonging to J. A. Jessup & J. R. How, on the south west side by the part of same official No. 244-39 belonging to the said H. T. Reeves, and remaining burdened and affected in favor of the said J. S. U. Dupras, and on the other side by another part of the same official No. 244-39 belonging to Mr. Arthur Perry.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 11th November, 1914. 5608
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHRISTOPHER DUNKIN BANCROFT, of the city of Westmount, district of Montreal, meat importer, in his quality of curator duly appointed to the person and property of Dame Marthe Mary Anne Bancroft, fille majeure, formerly of the village of Knowlton, in the district of Bedford, and now of the said city of Montreal, an interdict for insanity, as such curator duly appointed under the act of curatelle, homologated by the prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, on the 30th November, 1912, Plaintiff; vs DAME SARAH HOULE, of the city of Lachine, in the district of Montreal, widow of the late Ambroise Beautrone dit Major, in his lifetime of the said city of Lachine, hotelkeeper, and also widow of the late Louis Cardinal, in his lifetime of Lachine, aforesaid, esquire, Defendant.

A certain emplacement forming part of lot number seven hundred and seventy seven (777), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town of Lachine; bounded in front by the King's Highway; on the north east by part of the said lot official number seven hundred and seventy seven, belonging to Camille Clément dit Larivière; on the south west partly, by lot official number 778, and partly by the said lot official number 777, belonging to Louis Pigeon or representatives, and in the rear by lot official number 773, — with the house occupied as an hotel, and other buildings thereon erected. The said lot measuring seventy three feet in front by eighty nine feet in rear, and having a depth of two hundred feet, fronting on Saint Joseph street, in the said city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 11th November, 1914. 5630
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS LEA PILON, Plaintiff; against JOSEPH LEVEILLE, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in the town of Outremount, district of Montreal, known and designated under the number one hundred and sixty eight of the subdivision of the lot number thirty three (33-168) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of

'Avenue Querbes—avec une maison et autres lbâtisses dessus construites.

2. Un terrain situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro cent soixante et neuf de la subdivision du numéro trente-trois (33-169), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par l'Avenue Querbes—avec une remise bâtie sur le dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 novembre 1914. 5627
[Première publication, 14 novembre 1914.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } RCHIE H. JACK-
No 2640. } SON ET LOUIS SOLOMON, tous deux des cité et district de Montréal, marchands, Demandeurs; contre JOSEPH KAUFMAN, du même lieu, et les héritiers de Morris Hoberman, en son vivant des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des dits héritiers, l'immeuble suivant, savoir:

Deux emplacements situés dans la ville de Verdun, ayant front sur l'avenue Church, connue comme étant la subdivision numéro huit cent trois et huit cent quatre du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-803 et 804) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, chaque emplacement contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent quatorze pieds de profondeur, les mesurages ci-dessus étant mesure anglaise, et plus ou moins —avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros 629, 629*a*, 631 et 633 de l'Avenue Church.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Député-Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 octobre 1914. 5035–2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL ET
No 144. } AL., curateurs aux biens de ANTONIO RUSSO, Failli.

Un emplacement faisant front sur la rue Clovis, formant coin des rues Avenue Orchard et rue Clovis, dans le quartier Emard, à Montréal, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme étant le numéro cent vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-125), contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière—avec une maison en bois et brique à deux étages et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5087–2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

Montreal; bounded in front by Querbes Avenue, —with a house and other buildings erected thereon.

2. A lot of land situate at the same place, known and designated under the number one hundred and sixty nine of the subdivision of the lot number thirty three (33-169), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Querbes Avenue,—with a shed built upon the said lot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 11th November, 1914. 5628
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } RCHIE H. JACKSON
No. 2640. } AND LOUIS SOLOMON, both of the city and district of Montreal, merchants Plaintiffs; agaisnt JOSEPH KAUFMAN of the same place and the heirs of Morris Hoberman in his lifetime of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said heirs, the following immoveable, to wit:

Two emplacements situate in the town of Verdun, fronting on Church Avenue, known as subdivision number eight hundred and three and eight hundred and four of lot number three thousand four hundred and five (3405-803 and 804) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing each emplacement twenty five feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, the above measurements are english measure, and more or less—with the buildings thereon erected being numbers 629, 629*a* 631 and 633 of Church Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20th October, 1914. 5036
[First published, 24th October, 1914.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL ET AL.,
No. 144. } curators to the property of ANTONIO RUSSO, Insolvent.

An emplacement fronting on Clovis street, forming the corner of Orchard Avenue and Clovis street, in Emard ward, at Montreal, known and designated upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as being the lot number one hundred and twenty five of the subdivision of the lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-125), measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, english measurements and more or less, with a right of way in the lane situate at the rear—with a two story wood and brick house and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5088
[First published, 24th October, 1914.]

(*Ex-parte*).

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ODILE BRU-
No 293. } NELLE, du village de Boucherville, district de Montréal, veuve de feu Augustin Renaud, en son vivant, bourgeois, du même lieu, Requérante; contre l'immeuble décrit comme suit, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Boucherville, au cinquième rang, contenant une superficie de quatre-vingt-dix-neuf arpents et vingt perches et connue et désignée comme étant le numéro cent quatre-vingt-douze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville—avec les bâtisses dessus érigées, bornée à un bout par les terres de la quatrième concession, d'un côté par le No 191 et par le No 267, dans la sixième concession et de l'autre côté par les Nos 193 et 194.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Boucherville, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5081-2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERT LALAN-
No. 4370. } DE, Demandeur; contre les terres et tènements de EUCLIDE COTE, Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Laurier,de la cité de Montréal, borné en front par l'Avenue Buller, connu et désigné sous le numéro deux mille cent vingt-six de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro dix (10-2126).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5093-2

[Première publication, 24 octobre 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure District dc Montréal.

Montréal, à savoir: } TOUSSAINT HE-
No 1754. } BERT, Demandeur; contre les terres et tènements de OVILA BLEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en le quartier Emard, cité de Montréal, faisant front à la rue Hadley, connu et désigné sous le numéro cent vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-123) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, (le dit emplacement), vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison à deux étages en bois et briques, et contenant trois logements portant les numéros 267, 269 et 271 de la rue Hadley, avec droit en commun dans la ruelle qui dessert le dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député-Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 octobre 1914. 5037-2

[Première publication 24 octobre 1914.]

(*Ex-parte*).

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ODILE BRUNEL-
No. 293. } LE, of the village of Boucherville, district of Montreal, widow of the late Augustin Renaud, in his lifetime, gentleman, of the same place, Petitioner; against the immoveable described as follows, to wit:

A farm situate in the parish of Boucherville, in the fifth range, containing ninety nine arpents and twenty perches in superficies and known and designated as being the lot number one hundred and ninety two of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville—with the buildings erected thereon, bounded at one end by the lands of the fourth concession, on one side by the No. 191 and by the No. 267, in the sixth concession and on the other side by the Nos. 193 and 194.

To be sold at the church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5082

[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT LALANDE,
No. 4370. } Plaintiff; against the lands and tenements of EUCLIDE COTE, Defendant.

A vacant lot of land lying and situate in Laurier ward, of the city of Montreal, bounded in front by Buller Avenue, known and designated under the number two thousand one hundred and twenty six of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, under the number ten (10-2126).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal,21stOctober,1914. 5094

[First published, 24th October, 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } TOUSSAINT HE-
No. 1754. } BERT, Plaintiff; against the lands and tenements of OVILA BLEAU, Defendant.

An emplacement situate in Emard ward, city of Montreal, fronting on Hadley street, known and designated under the number one hundred and twenty three of the official subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (4669-123), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring (the said emplacement) twenty five feet in width by eighty-five feet in depth english measurements and more or less—with a two storey wood and brick house con taining three lodgings bearing the numbers 267, 269 and 271 Hadley street, with a common rightof-way in the lane leading to the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. Durand,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th October, 1914. 5038

[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH BREUX, Demandeur; contre les
No 2873. } terres et tenements de J. ANATOLE GIROUARD, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, sous le No. 283, et tel que décrit au dit livre de renvoi, comme suit savoir: contenant quatre-vingt-six pieds de largeur, sur cent pieds de profondeur dans une ligne; cent quinze pieds dans l'autre, formant neuf mille deux cent quatre-vingt-cinq pieds en superficie, le tout plus ou moins, quelque soit la différence, borné en front par le chemin public, ci-devant appelé chemin de tanneries et maintenant appelé chemin des Carrières, en profondeur, par le lot No 326, d'un côté par le lot No 282 et de l'autre côté par le lot No. 284, — avec deux maisons en bois dont une lambrissée en brique et l'autre en pierre, un étal de boucher, et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5083-2

[Première publication, 24 octobre 1914]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL ET AL, Curateurs aux
No 194. } biens de DOSITHEE OUELLETTE, Failli.

Tous les droits, parts, prétentions, de quelque nature qu'ils soient du failli Dosithée Ouellette, dans l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Cartierville, comme faisant partie du lot numéro cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant cinquante pieds de largeur sur cent douze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et tel que borné: tenant en front au chemin public en arrière au lot No 53, d'un côté au lot No 55, et de l'autre côté à une partie du dit lot No 54, appartenant àDelphis Ouellette—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5095-2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEXANDRE BRUNET, Demandeur;
No 2178. } contre GEORGES ANTROBUS, Défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds de largeur, par soixante-deux pieds six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, formant partie du lot de terre connu sous le numéro trente-sept de la subdivision du lot officiel numéro quatorze cent quatre-vingt-quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, et bornée en front par une autre partie du dit lot 1495-37,contenant environ cinq pieds et six pouces de profondeur par toute la largeur du dit lot formant partie de la rue

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH BREUX, Plaintiff; against the
No. 2873. } lands and tenements of J. ANATOLE GIROUARD, Defendant.

A lot of land or emplacement known and designated upon the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, county of Hochelaga, under the No. 283, and described in the said book of reference as follows, to wit: measuring eighty six feet in width by one hundred feet in depth on one line; and one hundred and fifteen feet on the other line, containing nine thousand two hundred and eighty five feet in superficies, the whole more or less, whatever may be the difference, bounded in front by the public highway, heretofore called "chemin des Tanneries" and now called "chemin des Carrières", in depth, by the lot No. 326, on one side by the lot No. 282 and on the other side by the lot No. 284—with two wooden houses, one coated with brick the other with stone, a butcher shop and other dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5084

[First published, 24th October, 1914.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL ET AL, Curators to the
No. 194. } property of DOSITHEE OUELLETTE, Insolvent.

All the rights, shares and pretentions of any nature whatever which the above insolvent, Dosithée Ouellette, may have in the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the town of Cartierville, as forming part of the lot number fifty four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring fifty feet in width by one hundred and twelve feet in depth, more or less, english measurements, and bounded as follows: in front by the public road, in the rear by the lot No. 53, on one side by the lot No. 55 and on the other side by a part of the lot No. 54, belonging to Delphis Ouellette—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5096

[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEXANDRE BRUNET, Plaintiff;
No. 2178. } against GEORGES ANTROBUS, Defendant.

An emplacement situate on Parthenais street, in the city of Montreal, measuring twenty three feet in width by sixty two feet, six inches in depth, the whole english measurements and more or less, forming part of the lot of land known under the number thirty seven of the subdivision of the official lot number fourteen hundred and ninety five upon the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, and bounded in front by another part of the said lot 1495-37, measuring about five feet, six inches in depth by the whole width of said lot, forming part of Parthenais

Parthenais, telle qu'elle existe actuellement, en profondeur au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le lot 1496-36 — avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5089-2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

MANDAT en vertu des articles 5756 et suivants, des Statuts Refondus de Québec 1909.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE; vs. la succession
No 1. } de DESIRE BOURBONNAIS, de lieux inconnus, Défenderesse.

Le lot de terre No 26 de la subdivision officielle du lot No 916, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, compris dans les limites de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, borné en front vers l'est par la 2ième Avenue de la dite cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5085-2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ERNEST SAINT-
No 204. } AMOUR, curateur aux biens de JOSEPH BLAIS, Failli.

Un emplacement ayant front sur la rue Ethel, en la ville de Verdun, connu et désigné comme étant le numéro deux cent vingt et la moitié sud du lot numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-220 et ½ s. 219), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, —avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 octobre 1914. 5097-2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE D'HO-
No 2899. } CHELAGA, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre L. J. MARCHAND, du même lieu, l'un des Défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et un de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et deux de la subdivision du lot

street as it is actually, in depth on the south west by a lane, on the north west by the lot 1496-36 —with all the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5090

[First published, 24th October, 1914.]

WARRANT pursuant to articles 5756 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHI-
No. 1. } NE; vs. the estate of DESIRE BOURBONNAIS, of unknown parts, Defendant.

The lot of land No. 26 of the official subdivision of the lot No. 916 of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, comprised within the limits of the city of Lachine, in the district of Montreal, bounded in front towards the east by 2nd Avenue of the said city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5086

[First published, 24th October, 1914.]

CURATOR'S WARRANTS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal,

Montreal, to wit: } ERNEST SAINT-
No. 204. } AMOUR, Curator, to the property of JOSEPH BLAIS, Insolvent.

An emplacement fronting on Ethel street, in the town of Verdun, known and designated as being the number two hundred and twenty and the south half of the lot number two hundred and nineteen of the subdivision of the lot number three thousand four hundred and five (3405-220 and s. ½ 219) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHT day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 21st October, 1914. 5098

[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE BANK OF HO-
No. 2899. } CHELAGA, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against L. J. MARCHAND, of the same place, one of the Defendants.

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty one of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty two of the

numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et trois de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et quatre de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, cité de Montréal;

Partie du lot numéro deux cent soixante-cinq de la même subdivision, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante-cinq, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante-quatre et au sud par partie du lot deux cent soixante et six de la même subdivision, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot deux cent soixante-six de la même subdivision, bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot deux cent soixante et six, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et cinq, au sud par partie du lot numéro deux cent soixante et sept, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot numéro deux cent soixante et sept de la même subdivision, bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante et sept, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et six, au sud par partie du lot deux cent soixante et huit, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-huit de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal; le tout—avec les bâtisses érigées sur les susdits lots et pour être vendus comme une seule et même exploitation, sous la réserve d'un droit de passage sur la partie à être vendue telle que ci-dessus désignée du lot deux cent soixantesept de la même subdivision du dit lot officiel No 3912.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Député-Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 29 octobre 1914. 5033-2

[Première publication, 24 octobre 1914 est nulle.]
[Première publication, 31 octobre 1914.]

---

subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty three of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty four of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, City of Montreal;

Part of the lot number two hundred and sixty five of the same subdivision, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty five, on the north by part of the lot number two huudred and sixty four and on the south by part of the lot two hundred and sixty six of the same subdivision, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty six of the same subdivision, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot two hundred and sixty six, on the north by part of the lot number two hundred and sixty five on the south by part of the lot number two hundred and sixty seven, the said part of lot measuring sixty-nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty seven of the same subdivision, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty seven, on the north by part of the lot number two hundred and sixty six on the south by part of the lot two hundred and sixty eight, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less.

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty eight of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty nine of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal, the whole—with the buildings erected upon the aforesaid lots, and to be sold as the one and same plot, under the reserve of a right of way upon the above described part of the lot number two hundred and sixty seven of the official lot No. 3912, for sale herewith.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 29th October, 1914. 5034

[First published, 24th October, 1914, is null.]
[First published, 31st October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 370. } JOSEPH BLOUIN, de Québec, menuisier ; contre JOSEPH CLEOPHAS BEDARD, de Québec, à savoir:

Le lot No 229 (deux cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Des Commissaires—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 29 octobre 1914. 5263–2

[Première publication, 31 octobre 1914.]
[Deuxième publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 1076. } EUGÈNE GUIMONT de la cité de Québec, maître de pension; contre LUCIEN TETU BACON, de la cité de Québec, à savoir:

1. Le lot No 2601 (deux mille six cent un) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 2602 (deux mille six cent deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec en outre le droit de mitoyenneté dans le mur qui divise la maison construite sur cet immeuble et celle construite sur le lot voisin, connu sous le No 2601 du dit cadastre, et le droit de servitude de passage en voiture seulement sur le dit lot No 2601, pour communiquer au terrain ci-haut décrit, tel que réservés en l'acte de vente consenti par l'hon. Louis Bonaventure Caron, en faveur de Nazaire N. Olivier, passé devant L. P. Sirois, N. P., le 29 septembre 1893, enrégistré à Québec, le 6 octobre de la même année, sous le numéro 96,894.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 29 octobre 1914. 5265–2

[Première publication, 31 octobre 1914.]
[Deuxième publication, 14 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 370. } JOSEPH BLOUIN, of Quebec, joiner; against JOSEPH CLEOPHAS BEDARD, of Quebec, to wit:

The lot No. 229 (two hundred and twenty nine) of the official cadastre for Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Des Commissaires street,—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 29th October, 1914. 5264

[First published, 31st October, 1914.]
[Secondly published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 1076. } EUGENE GUIMONT, of the city of Quebec, boarding house keeper; against LUCIEN TETU BACON, of the city of Quebec, to wit:

1. The lot No. 2601 (two thousand six hundred and one), of the official cadastre for Saint Louis ward,of the city of Quebec, being an enplacement situate on Saint Louis street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 2602 (two thousand six hundred and two), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Louis street—with the buildings erected thereon, circumstances pan dependencies. Together with the right of *mitoyenneté* in the wall separating the building erected upon the next lot, known under the No. 2601, of the said cadastre, and the right of servitude to pass on vehicle only upon the said lot No. 2601, to communicate to the lot above described, as reserved in the deed of sale from the Hon. Louis Bonaventure Caron, to Nazaire N. Olivier, executed before L. P. Sirois, N. P., on the 29th September, 1893, and registered at Quebec, on the 6th October, of the same year, under the number 96,894.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff

Sheriff's office,
Quebec, 29th October, 1914. 5266

[First published, 31st October, 1914.]
[Secondly published, 14th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, à savoir: No 350. } Dans la cause de JOHNNY PLOURDE, cultivateur, de Lac Bouchette; vs JOSEPH

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, to wit: No. 350. } In the case of JOHNNY PLOURDE, farmer,of Lac Bouchette; vs. JOSEPH

TREMBLAY (le loup), du même lieu, cultivateur, contre les biens meubles et immeubles de Johnny Plourdé, Demandeur en cette cause:

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux-B (2-B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dablon.

2. Un lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux-A (2-A), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quinzième rang du canton Dequen.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), comté de Lac Saint-Jean, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,
Shérif.

Bureau du shérif,
Roberval, 20 octobre 1914. 5121–2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

TREMBLAY (le loup), of the same place, farmer, against the moveable and immoveable property of Johnny Plourde, Plaintiff in this case.

1. The lot of land actually known and designated under the number two-B (2-B), on the official plan and book of reference of the cadastre for the fifth range of the township Dablon.

2. A lot of land actually known and designated under the number two-A (2-A), on the official plan and book of reference of the cadastre for the fifteenth range of the township Dequen.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), county of Lake Saint John, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock, in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Roberval, 20th October, 1914. 5122

[First published, 24th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LA BANQUE
No 884. } NATIONALE,

corps politique et incorporé ayant son bureau chef et sa place principale d'affaires dans les cité et district de Québec, et une succursale dans les cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre J. O. J. DUFRESNE, de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières et L. ACHILLE DUFRESNE, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur L. Achille Dufresne, les immeubles ci-après décrits, comme suit:

Les subdivisions 1 et 2 (un et deux) du lot officiel numéro mille trois cent dix (No 1310), sur le côté sud de la rue King, dans le quartier sud de la cité de Sherbrooke—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc à mon bureau au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 20 octobre 1914. 5099–2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } A BANQUE NA-
No. 884. } TIONALE, a

body corporate and politic having its principal office and place of business at the city and district of Quebec, and a branch office in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against J. O. J. DUFRESNE, of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers and L. ACHILLE DUFRESNE, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendants.

Seized as belonging to said Defendant L. ACHILLE DUFRESNE, the following immoveables described as:

The subdivision 1 and 2 (one and two) of the official lot number one thousand three hundred and ten (No. 1310), on the south side of King street, in the south ward of the city of Sherbrooke —together with the buildings thereon erected and made.

To be sold *en bloc* at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 20th October, 1914. 5100

[First published, 24th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } MERY CA-
No 307. } DIEUX, De-

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the espective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: } MERY CA-
No. 307. } DIEUX, Plain-

mandeur; contre PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Denis, sur la cinquième concession, d'un arpent et demi de large, plus ou moins, sur la longueur de la concession, tenant par un bout au chemin de front de la concession, par l'autre bout au cordon des terres de Laprésentation, voisin de Louis Casavant, et d'autre côté de Henri Labossière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Denis, comme étant la moitié nord-est du lot numéro six cent quatre-vingt-huit (688);

2. Un terrain situé au même lieu contenant trois arpents de largeur sur neuf arpents de profondeur, plus ou moins, tenant devant au cordon des terres du quatrième rang, à l'autre bout à une décharge, d'un côté au terrain susdesigné et de l'autre côté à Mathias Phaneuf, le dit terrain faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-sept (687), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Denis, étant la partie du lot à partir du cordon des terres du quatrième rang à aller à la dite décharge—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Joint à la présente vente une partie du lot six cent quatre-vingt-huit (688), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Denis, contigue à celui ci-dessus désigné, contenant un demi arpent de largeur sur vingt et un arpents de profondeur; borné en front par une décharge, en profondeur au cordon des terres de Laprésentation, d'un côté au terrain ci-dessus désigné, de l'autre côté à un nommé Archambault.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, MARDI le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 19 octobre 1914. 5071-2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

tiff; against PACIFIQUE LAFRANCE, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Denis, on the fifth range, being an arpent and a half in width, more or less, by the length of said range, bounded on one end by the front way of said concession, on the other end by line of the lands of Laprésentation, neighboring to L. Casavant, and on the other side by Henry Labossière, known and designated on the plan and book of reference of the parish of Saint Denis, as being the north east half of lot number six hundred and eighty eight (688);

2. A lot of land situate in the same place containing three arpents in width by nine arpents in depth, more or less, bounded in front by the line of lands of the fourth range, on the other end by a ditch, on one side by the land hereabove designated, and on the other side by Mathias Phaneuf; said lot being a part of lot number six hundred and eighty seven (687), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, being the part of said lot from the line of the lands of fourth range to said ditch—with a house and other dependencies thereon erected.

Added to said sale the part of lot No. 688 of the said plan and book of reference of the parish of Saint Denis, contiguous to lot hereabove designated, containing half an arpent in width by twenty one arpents in depth; bounded in front by a ditch, in depth to the line of lands of Laprésentation, on one side by lot hereabove designated on the other side by a named Archambault.

To be sold at the parochial church door of Saint Denis, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinth, 19th October, 1914. 5072
[First published, 24th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Terrebonne, Sainte-Scholastique. No 191. DAME M. A. GRAVEL ET VIR, Demandeurs; vs MAURICE MEUNIER, Défendeur.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-quatre (354) du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache—avec toutes les bâtisses dessus érigées, et particulièrement d'une beurrerie, comprenant tout l'accessoire de beurrerie, chaudière, engin, centrefuge, barrate, courroies et autres choses s'y rapportant moulange, arbres de couche.

Laquelle vente de l'immeuble ci-dessus désigné qui devait avoir lieu le premier d'octobre dernier, à deux heures de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Eustache, dit district, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sainte-Scholastique, 11 novembre 1914. 5605
[Première publication, 14 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Sainte Scholastique. No. 191. DAME A. GRAVEL ET VIR, Plaintiffs; vs MAURICE MEUNIER, Defendant.

An emplacement known and designated under the number three hundred and fifty four (354) of the cadastre of the parish of Saint Eustache, —with all the buildings erected thereon, and particularly a butter factory and accessories thereof, including boiler, engine, separater, churn, belting and other equipment incidental thereto, millstone, shafts.

The said sale of the immoveable above described which was formerly announced to take place on the first day of October last, at two o'cloc. in the afternoon, shall take place at the parochial church door of the parish of Saint Eustache, said district, on the FIFTHEENT day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sainte Scholastique, 11 November, 1914. 5606
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.

Sainte-Scholastique, No 221. } REVEREND PERE EUGENE PREVOST, Demandeur ès-qualité; vs DAME ADELAIDE CADIEUX, Défenderesse et Octave Bélanger, ès-qualité, curateur au délaissement.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Jérôme, sous le numéro cent vingt-cinq (No 125)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, entre TROIS et QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Ste-Scholastique, 19 octobre 1914. 5001-2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District d'Ottawa, à savoir: No 3734. } JOSEPH BEAULNE ET AL ES-QUALITÉ, Demandeurs; vs MOISE EUCLIDE COTE, Défendeur, savoir:

1. Ces certaines lisières ou étendues de terrain sises et situées dans l'augmentation du canton de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, dans la province de Québec, étant composées: premièrement de la moitié nord du lot huit (8) dans le troisième rang de la dite augmentation de Grenville, contenant cent âcres en superficie, plus ou moins, maintenant connu et désigné sur le plan officiel de la dite augmentation de Grenville, sous le numéro huit A (8-A) et huit B (8-B) dans le troisième rang de la dite ville.

2. La moitié nord du lot numéro neuf (9) situé au même lieu, contenant cent âcres plus ou moins maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels susdit sous les numéros neuf A (9-A) et neuf B (9-B)..

3. La moitié ouest des lots connus aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation du canton de Grenville susdit comme étant les lots sept A (7-A) et sept B (7-B) dans le quatrième rang de l'augmentation de Grenville susdit—avec une cabane et écurie dessus érigées.

4. La moitié nord du lot numéro huit (8) dans le quatrième rang de l'augmentation de Grenville, —avec toutes les circonstances et dépendances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, district de Terrebonne, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à NZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 19 octobre 1914. 5047-2
[Première publication, 24 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Sainte Scholastique, No. 221. } REVEREND FATHER EUGENE PREVOST, Plaintiff, ès-qualité; vs. DAME ADELAIDE CADIEUX, Defendant and Octave Bélanger, ès-qualité, curator to the surrender.

An emplacement situate in the parish of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jerome, under the number one hundred and twenty five (No. 125)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door, in the town of Saint Jerome, said district, on the TWENTY EIGHT day of NOVEMBER next, 1914, between THREE and FOUR o'clock, in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 19th October, 1914. 5002
[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Ottawa, to wit: No. 3734. } JOSEPH BEAULNE ET AL ES-QUALITE, Plaintiff; vs MOISE EUCLIDE COTE, Defendant, to wit:

1. These certain parcels or tracts of land and premises situate, lying and being in the augmentation of the township of Grenville, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, in the province of Quebec, being composed firstly of the north half of lot number eight (8), in the third range of the said augmentation of Grenville, containing hundred acres more or less, now known and designated upon the official plan for the said augmentation of Grenville, under the number eight A (8-A) and eight B (8-B), in the third range of the said augmentation of Grenville.

2. The north half of lot number nine (9), situate at the same place, containing one hundred acres more or less, now known and designated upon the official plan and book of reference aforesaid under the number nine A (9-A) and nine B (9-B).

3. The west half of lots known according to the official plan and book of reference for the augmentation of the township of Grenville, aforesaid as lot seven A (7-A) and seven B (7-B), in the forth range of the augmentation of Grenville aforesaid—with the shanty and stable thereon erected.

4. The north half of lot number eight (8) in the said forth range of the augmentation of Grenville—with all and every the members and appertenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, district of Terrebonne, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriffs.
Sainte Scholastique, 19th October, 1914. 5048
[First published, 24 October, 1914.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit, du comté de Nicolet.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } HILIPPE BEAU-
No 12. } DON LARI-

VIERE, Demandeur; contre M. EDMOND CHAUVETTE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, au côté sud-ouest de la rue Saint-Louis, mesurant cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y a depuis la dite rue Saint-Louis à aller jusqu'au pieds du Côteau Saint-Louis; connu et désigné comme faisant partie du lot numéro treize cent soixante et six (P. 1366) du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières; borné en front par la dite rue Saint-Louis, en profondeur par le dit Côteau, du côté nord-ouest par Agapit St-Pierre et du côté sud-est par Wilbrod Charette—avec bâtisse dessus construite.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice sur la rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 11 novembre 1914. 5631

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } HOMAS HE-
No 176. } ROUX, De-

mandeur; vs ISRAEL DECHAINE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang de la contenance d'environ trente quatre arpents en superficie plus ou moins, connue et désignée la dite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, comme étant le lot numéro un B (1 B) du quatrième rang du canton de Caxton pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton.

2. Une terre située sur le quatrième rang de la contenance d'environ trente quatre arpents en superficie plus ou moins, connue et désignée la dite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, comme étant le lot numéro un A (1 A) du quatrième rang du canton de Caxton pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton.

3. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang du township de Caxton, et connu et désigné comme étant les lots numéros quatre B (4 B), quatre C (4 C) et partie de quatre D (4 D) du dit quatrième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant environ soixante arpents de superficie plus ou moins, borné en front par le chemin public du cinquième rang, en profondeur au troisième rang, au nord par Henri Deschene et au sud à Narcisse Blais—avec maison et dépendances sus érigées.

4. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie, sur le quatrième rang et connu et désigné comme étant le lot numéro cinq B (5 B) du dit quatrième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur le tout plus ou moins; tenant au nord à Adolphe Martin et au sud, à Henri Deschene.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Elie,

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court of the county of Nicolet.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } HILIPPE BEAU-
No. 12. } DON LARIVIE-

RE, Plaintiff; against M. EDMOND CHAUVETTE, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Three Rivers,on the south west side of Saint Louis street, measuring fifty feet in width, english measurements, by the whole depth from Saint Louis street to the foot of Côteau Saint Louis; known and designated as forming part of the lot number thirteen hundred and sixty six (Pt. 1366) of the official cadastre of the city of Three Rivers; bounded in front by the said Saint Louis street, in depth by the said Côteau Saint Louis, on the north west side by Agapit St-Pierre, and on the south east side by Wilbrob Charette—with the building erected thereon.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house on Notre-Dame street, in the city of Three Rivers, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 11th November, 1914. 5632

[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } HOMAS HEROUX,
No. 176. } Plaintiff; vs IS-

RAEL DECHAINE, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Elie de Coxton in the fourth range, containing about thirty four arpents in superficies, more or less, known and designated, the said parcel of land, upon the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Elie de Caxton, as being the lot number one B (1 B) of the fourth range of the township of Caxton,for the said parish of Saint Elie de Caxton.

2. A parcel of land situate in the fourth range, containing about thirty four arpents in superficies, more or less, known and designated, the said parcel of land, upon the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Elie de Caxton, as being the lot number one A (1 A) of the fourth range of the township of Caxton for the said parish of Saint Elie de Caxton.

3. A parcel of land situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fourth range of the township of Caxton, and known and designated as being the lots number four B (4 B), four C (4 C) and part of four D (pt 4 D) of the said fourth range, upon the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elie de Caxton, containing about sixty arpents in superficies, more or less, bounded in front by the public highway of the fifth range, in depth by the third range, on the north by Henri Deschene and on the south by Narcisse Blais—with a house and dependencies erected thereon.

4. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fourth range, and known and designated as being the lot number five B (5 B) of the said fourth range, upon the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elie de Caxton, containing the said lot of land, one arpent and one half in width by twenty arpents in depth, the whole more or less; bounded on the north by Adolphe Martin and on the south by Henri Deschene.

5. A parcel of land situate in the parish of

sur le cinquième rang du canton de Caxton, de la contenance qu'elle peut avoir dans les bornes suivantes: tenant en front aux terres du cinquième rang où elle a une largeur de cinq arpents et un quart sur une profondeur de dix arpents et de là prenant une largeur d'un arpent et trois quarts pour se continuer jusqu'aux terres du sixième rang; tenant du côté sud partie à Joseph Matteau, partie à Adrien, Victor et Dorris Lacerte, Arthur Gignac et Arthur Ferren et répresentants et du côté nord à Joseph Deschene, connue et désignée la dite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, comme étant le lot numéro cinq C (5 C) et partie des lots numéros cinq A, cinq B (5 A, 5 B).

6. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le cinquième rang de la dite paroisse connue et désignée comme étant le lot numéro six B (6 B) du dit cinquième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton—avec maison et dépendances sus érigées.

7. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le sixième rang du township de Caxton, et connu et désigné comme étant partie du lot numéro six (P. 6) du dit sixième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front sur le cinquième rang, en profondeur au septième rang, au nord à Joseph Deschene et au sud à Henri Deschene.

8. Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le sixième rang, de la contenance qu'ils ont d'après l'arpentage, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant les lots numéros quarante cinq et quarante six (45 et 46).

Pour être vendus comme suit, savoir: les immeubles en premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lieu désignés à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et les immeubles en huitième lieu désignés à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 octobre, 1914. 5045-2
[Première publication, 24 octobre 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } LA BANQUE
No 415. } NATIONALE, Demanderesse; vs ALPIDE LAMPRON ET AL, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire Alpide Lampron, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le dixième rang du canton d'Aston, de la contenance de trois arpents de front sur la profondeur du dit rang entre David Trépanier au nord-est et Octave Lefebvre au sud-ouest, connu et désigné le dit lot de terre sous le numéro deux cent trente (230) au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Wenceslas—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire du dit lot la partie possédée par le chemin de fer Intercolonial.

Saint Elie, in the fifth range of the Township of Caxton, of whatever superficies may be contained within the following limits; bounded in front by the lands of the fifth range where it has a width of five arpents and a quarter by a depth of ten arpents and thence a width of one arpent and three quarters by the remainder of the depth of the fifth range bounded on the south side partly by Joseph Matteau, partly by Adrien, Victor and Dorris Lacerte, Arthur Gignac and Arthur Ferren and representatives, and on the north side by Joseph Deschene, known and designated, the said parcel of land, upon the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Elie de Caxton as being the lot numbe five C (5 C) and part of lots five A, five B (5 A, 5 B).

6. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fifth range of the said parish, known and designated as being the lot number six B (6 B) of the said fifth range, upon the official plan and book of reference for the said parish of Saint Elie de Caxton—with a house and dependencies erected thereon.

7. A parcel of land situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the sixth range of the township of Caxton, and known and designated as being part of the lot number six (pt 6) of the said sixth range of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elie de Caxton, containing one arpent and a half in width by twenty arpents in depth, more or less, bounded in front by the fifth range, in depth by the seventh range, on the north by Joseph Deschene and on the south by Henri Deschene.

8. Two lots of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the sixth range, of whatever superficies they may contain according to survey known and designated upon the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Mathieu, as being the lots numbers forty five and forty six (45 and 46).

To be sold as follows, to wit:

The immoveables firstly, secondly, thirdly, fourthly, sixtly and seventhly described at the church door of the parish of Saint Elie de Caxton, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable eighthly described at the church door of the parish of Saint Mathieu, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 20th October, 1914. 5046
[First published, 24th October,1 914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } A BANQUE NA-
No. 415. } TIONALE, Plaintiff; vs ALPIDE LAMPRON ET AL, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said defendant Alpide Lampron, jointly and severally liable, the following immoveable to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the tenth range of the township of Aston, containing three arpents in front by the depth of the said range, between David Trépanier on the north east and Octave Lefebvre on the south west, known and designated, the said lot of land, under the number two hundred and thirty (230) of the official cadastre of the county of Nicolet for the said parish of Saint Wenceslas—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To withdraw from said lot the portion held by the Intercolonial Railway.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wenceslas, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 20 octobre 1914. 5055–2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } NAZAIRE MARCHAND, Demandeur; vs EMILE TRUDEL, Défendeur.
No 120. }

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Deux lots de terre situés en la paroisse de Sainte Geneviève de Batiscan, côté sud de la rivière Batiscan, mesurant trois arpents et demi de largeur sur cinquante-quatre arpents de profondeur les dits lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent soixante et quatre et cinq cent soixante et cinq (564 et 565) du cadastre du comté de Champlain pour la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan—avec maison et autres bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 20 octobre 1914. 5057–2

[Première publication, 24 octobre 1914.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Wenceslas, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 20th October, 1914. 5056

[First published, 24th October, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } NAZAIRE MARCHAND, Plaintiff; vs EMILE TRUDEL, Defendant.
No. 120. }

As belonging to the said defendant, to wit:

Two lots of land situated in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, south side of the River Batiscan, measuring three arpents and a half in width by fifty four arpents in depth, the said lots known and designated under the numbers five hundred and sixty four and five hundred and sixty five (564 and 565) of the cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Geneviève de Batiscan—with a house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 20th October, 1914. 5058

[First published, 24th October, 1914.]

Proclamations

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur Général.* } ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste de Coaticook, dans le comté de Stanstead, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

La paroisse de Saint-Jean-l'Evangéliste de Coaticook, dans le comté de Stanstead, est détachée de la paroisse de Saint-Edmond, et ses limites, en référence au numérotage du cadastre

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General* } WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Jean l'Evangéliste de Coaticook, in the county of Stanstead, in the said Roman Catholic Diocese of Sherbrooke to be as follows, that is to say:

The parish of Saint Jean l'Evangéliste de Coaticook, in the county of Stanstead, is detached from the parish of Saint Edmond, and its limits with reference to the numbering of the official cadastre

officiel du village de Coaticook, sont décrites comme suit, savoir:

Partant du point d'intersection de l'axe de la rue Davis, ou ligne entre les rangs I et II du canton Barnston, avec la ligne entre les lots Nos 24 et 25 de l'arpentage primitif de ce canton; de là vers l'est, le dit axe et la dite ligne des rangs I et II qui lui fait suite, jusqu'à la ligne entre les lots Nos 1551 et 1552, puis vers le sud, cette dernière, prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Coaticook; de là, dans une direction générale sud-est, suivant les sinuosités de cet axe de la dite rivière Coaticook, jusqu'à la rencontre du prolongement de la ligne ouest de l'emplacement d'un nommé Joseph Couture dans le lot No 578, puis vers le sud et l'est les lignes ouest et sud du dit emplacement, jusqu'à la limite ouest du canton Barford; de là, vers le sud cette limite jusqu'à la limite sud de la ville de Coaticook, et vers l'ouest, cette limite, puis vers le nord la limite ouest de la dite ville, ou ligne entre les lots Nos 24 et 25 de l'arpentage primitif, jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste de Coaticook ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste de Coaticook, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce TREIZIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

5639

Canada,
Province de Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Assistant Procureur-Général Suppléant.*

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Québec, d'une requête des deux

of the village of Coaticook shall be as follows, to wit:

Starting from the point of intersection of the axis of Davis street, or the line between ranges I and II of the township of Barnston, with the line between the lots Nos. 24 and 25 of the original survey of said township; thence, towards the east the said axis and the said line between ranges I and II, a prolongation of said axis to the line between the lots Nos. 1551 and 1552, thence towards the south this last line, prolongated to the axis of the river Coaticook; thence in a general south easterly direction, following the sinuosities of said axis of the River Coaticook to its meeting point with the prolongation of the west line of the emplacement of a person named Joseph Couture in the lot No. 578; thence towards the south and east the west and south lines of the said emplacement to the west limit of the township of Barford; thence towards the south the said limit to the south limit of the town of Coaticook, and towards the west, this said limit thence towards the north, the west limit of the said town, or the line between the lots Nos. 24 and 25, of the original survey, to the starting point.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Jean l'Evangéliste de Coaticook aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Jean l'Evangéliste de Coaticook to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby requireh to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in thefifth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5640

Canada,
Province of Quebec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Acting Assistant Attorney-General.*

WHEREAS on presentation to the county council of Quebec, of a petition from two thirds of

16 NOV 1914

tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Charlesbourg, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Québec, a nommé M. Pierre Hamel, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons et bâtisses habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village de Charlesbourg, dans le comté de Québec, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg, et comprend:

1. Les lots Nos 270 à 390 inclus, et ceux de 661 à 726 inclus, ainsi que leurs subdivisions et redivisions, partout où qu'elles se trouvent du cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg.

2. Les chemins publics, les rues projetées et les chemins de fer, traversant en tout ou en partie le territoire présentement décrit, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Charlesbourg et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Charlesbourg, à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit "village de Charlesbourg", une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant - gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEPTIEME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre, C. J. SIMARD,
Sous-Secrétaire de la province.

5569
5

the municipal electors who are at the same time property owners, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Charlesbourg, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Quebec, has named Mr. Pierre Hamel, special superintendent charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described, to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Charlesbourg, in the county of Quebec, is detached from the parish of Saint Charles de Charlesbourg, and comprises:

1. The lots Nos. 270 to 390 inclusive and the lots Nos. 661 to 726 inclusive, with all their subdivisions and redivisions wherever situate, of the official cadastre of the aforesaid parish of Saint Charles de Charlesbourg;

2. The public roads, the projected streets and the railroads crossing the whole or part of the territory above described, shall be detached from the municipality of the parish of Charlesbourg, and shall thenceforth from a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Charlesbourg.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said "village of Charlesbourg", a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command, C. J. SIMARD,
Deputy Secretary of the Province.

5570

16 NOV 1914

Canada,
Province de
Québec.
} F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande Gretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur Général.

ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de la feue Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent", il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutisants;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Labelle, dans le district d'Ottawa, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Wabassee."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royanme-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Wabassee", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit Comté de Labelle, dans le dit district d'Ottawa, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Provincee, savoir:

Le canton Wabassee, dans le comté de Labelle, est borné au nord, par les cantons Kensington et Bouthillier, à l'ouest, par le "Lac des 31 Milles" au sud, par le canton Blake, et à l'est par la rive est de la rivière du Lièvre; son perimètre est décrit comme suit, savoir;

Partant du point d'intersection de la limite sud du canton Kensington et de la rive est du "Lac des 31 Milles", qui forme le coin nord-ouest du dit canton Wabassee, la ligne séparative des cantons Kensington et Wabassee, puis, celle divisant ce dernier canton du canton Bouthillier qui lui fait suite, tel qu'établie actuellement sur le terrain sur une longueur de huit cent soixante et quinze chs. (875 chs.), plus ou moins, et dans la direction de l'est astronomique, plus ou moins, jusqu'à la rive est de la rivière du Lièvre; de là, suivant la rive est de la dite rivière du Lièvre, dans une direction générale sud-ouest, jusqu'à un point situé dans le prolongement de la limite Nord du canton Blake; de là, vers l'ouest astronomique, ou environ, ce prolongement de la ligne nord du canton Blake, en travers la rivière du Lièvre, puis la ligne elle-même tel qu'établie actuellement sur le terrain, sur une longueur de quatre cent quarante chs. (440 chs.), plus ou moins, jusqu'à la rive est du "Lac des 31 Milles";

Canada,
Province de
Quebec,
} F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN
Attorney General.

WHEREAS in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled: "An Act of the Union of Canada, Nova-Scotia and New-Brunswick, and the Government thereof, and for other purposes connected therewith", it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds therof;" And whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the County of Labelle in the District of Ottawa, in Our Province of Quebec, a township by the name of township Wabassee.

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township Wabassee, that certain tract of our waste lands situate and being in the said County of Labelle, in the said District of Ottawa, in our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit:

The township of Wabassee, in the county of Labelle, is bounded on the north by the townships of Kensington and Bouthillier, on the west by Thirty one Mile Lake, on the south by the township of Blake, and on the west by the east bank of Lievre River; its perimeter is described as follows, to wit:

Starting from the point of intersection of the south limit of the township of Kensington with the east bank of Thirty one Mile Lake, forming the north west corner of the said township of Wabassee, the division line of the townships of Kensington and Wabassee, then, the line separating the last named township from the township of Bouthillier which is a continuation of the first mentioned line, as actually established upon the said land for a distance of eight hundred and seventy five chains (875 chs.), more or less, in an easterly direction, astronomically more or less, to the east bank of Lievre River; thence, following the east bank of the said Lievre River, in a general south westerly direction, to a point situate in the prolongation of the north limit of the township of Blake; thence, towards the west, astronomically or thereabouts, this prolongation of the north limit of the township of Blake, across the Lievre River, than the line itself as actually established upon the land for a distance of four

de là, vers le nord, cette rive est du "Lac des 31 Milles", jusqu'au point de départ.

La superficie du territoire ci-dessus décrit, y compris le lit de la rivière du Lièvre, est de quarante deux mille acres (42,000) plus ou moins, tel que le tout appert au diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le douzième jour du mois de décembre prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit douzième jour du mois de décembre prochain, un canton sous le nom du canton "Wabassee" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Wabassee", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

5655

hundred and forty chains (440 chs.), more or less, to the east bank of Thirty one Mile Lake; thence, towards the north, the said east bank of Thirty one Mile Lake, to the starting point.

The superficies of the above described territory including the bed of Lievre River, is of forty two thousand acres (42,000), more or less on the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said act, declare and order that the twelfth day of the month of December next, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said twelfth day of the month of December next, a township by the name of the township Wabassee, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township Wabassee.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5656

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatre juillet 1914, de nommer MM. M. Franchère Pepin, de la cité de Montréal, second greffier du Coroner, pour le district de Montréal. 5635

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trois novembre 1914, de nommer MM. les capitaines O. J. L. D. Gingras, A. Thiboutot, J. Bignall et J. F. X. Hallé, de la cité de Québec, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. P. Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction sur toute la province aux fins d'assermenter les recrues. 5571

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the twenty four July, 1914, to appoint Mr. Franchère Pepin, second clerk of the coroner, for the District of Montreal. 5636

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the third November, 1914, to appoint Captains O. J. L. D. Gingras, A. Thiboutot, J. Bignall and J. F. X. Hallé, of the city of Quebec, justices of the peace, pursuant to the provisions of article 3361 of the R. S. P. Q., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec, for administrating to oath to recruits. 5572

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska, M. Napoléon Saulnier, cultivateur, de la Rivière Bleue, comté de Témiscouata.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska: M. Michel Bouchard, cultivateur de Saint-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de Novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec: M. William J. Fraser, agent d'assurance, No 84, rue Lachevrotière, Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du quatrième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi: M. Joseph Léon Létourneau, instituteur, de Sainte-Fulgence, comté de Chicoutimi.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sixième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François: M. Peter Reid, entrepreneur, de Gould (Station), comté de Compton. 5633

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the twenty ninth day of October, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska: Mr. Napoléon Saulnier, farmer of Rivière Bleue, county of Témiscouata.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the third day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska: Mr. Michel Bouchard, farmer, of Saint Louis du Ha! Ha! county of Témiscouata.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the third day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Quebec: Mr. William Fraser, insurance agent, No. 84, Lachevrotière street, Quebec.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the fourth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi: Mr. Joseph Léon Létourneau, school teacher, of Sainte Fulgence, county of Chicoutimi.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the sixth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis: Mr. Peter Reid, contractor, of Gould (Station), county of Compton. 5634

Avis du Gouvernement

Government Notices

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix novembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Marois, gentilhomme, Saint-Romuald; Aimé Auger, agent; J. N. Turgeon, commis; Robert Marois, commis, et J. A. Bernier, commis, de Québec; dans les buts suivants.

Obtenir, acheter, acquérir, vendre en gros et en détail, céder et transporter des marchandises en général, tel que marchandises sèches, librairies, épiceries, tabacs, parfumeries, articles de toilette, médecines patentées et tout autres effets se vendant dans un magasin général;

Acquérir, posséder, disposer de biens meubles et immeubles;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes autres maisons d'affaires ou compagnies quelconque dans l'intérêt de la compagnie, acquérir les actions de toutes autres compagnies, acquérir les droits de baux et payer pour iceux en tout ou en partie en argent, en obligations ou actions libérées de la compagnie, sous le nom de Alliance Limoilou, Limitée, avec un capital social de cinq mille ($5,000.00) piastres, divisé en cinquante (50) actions de cent ($100.00) piastres chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5641 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Georges Marois, gentleman, Saint-Romuald; Aimé Auger, agent; J. N. Turgeon, clerk; Robert Marois, clerk and J. A. Bernier, clerk, of Quebec, for the following purposes:

To obtain, purchase, acquire, sell wholesale and retail, convey and transfer merchandise in general, such as dry goods, stationery, groceries, tobacco, perfume goods, toilet sundries, patent medecines and any other goods handled in general stores;

To acquire, hold and dispose of moveable and immoveable property;

To acquire the assets and good-will of any other business concerns or companies which may benefit the company, acquire shares in other companies, acquire the rights to lease and to pay for the same wholly or partly in cash, in bonds or in paid up shares of the company, under the name of "Alliance Limoilou, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars ($5,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec,

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5642 Deputy Provincial Secretary.

La compagnie "Murray Shoe Company, Limited", a été autorisée à faire des opération dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par

The Murray Shoe Company Limited, has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company

sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frank J. McKenna, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 11 novembre 1914. 5637

AVIS

Les avis publiés dans la *Gazette Officielle*, du 9 mai, à la page 1106, Nos 2027-28, ainsi que dans celle du 16 mai 1914, page 1213, Nos 2027-28, de la compagnie "Lanctôt Hôtel, Limitée", sont nuls.

C. J. SIMARD,
5573 Sous-secrétaire de la province.

1544.14.

Québec, 28 octobre, 1914.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté en date du 9 octobre courant, (1914), d'ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Parent", tout le territoire compris dans le village Parent, comté de Champlain; ce territoire comprend trois milles de longueur sur deux milles de largeur, en suivant la ligne du chemin de fer Transcontinental. 5657

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre, 1914, constituant en corporation MM. Joseph Jérémie Soumis, négociant, de la ville de Joliette; Zoel Gariépy, cultivateur, de la paroisse de Sainte Béatrix; Julien Tétreault, chef de gare, de la paroisse de l'Epiphanie; François Xavier Caisse et Hermas Caisse, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint Paul, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et effets, ainsi que le commerce d'entrepots généraux dans toutes ses branches, et généralement faire le commerce de tous produits, provisions, matériaux et marchandises de toutes espèces;

Acquérir et posséder, pour les fins de ses affaires, des biens meubles et immeubles qu'elle pourra vendre, aliéner, échanger ou louer;

Avoir le droit de payer les propriétés mobilières et immobilières, matériel roulant et matériaux de toutes sortes qu'elle acquerra par des actions acquittées et non-sujettes à appel;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce des biens de l'actif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaires en tout ou en partie semblables aux affaires de cette compagnie;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour atteindre ses fins;

Emprunter, hypothèquer tout ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tout emprunt toutes hypothèques ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie, et lui provenant de la vente de terrains ou d'autres sources; emprunter de l'argent en émettant des billets,

by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frank J. McKenna, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 11th November, 1914. 5638

NOTICE

The notices published in the *Official Gazette* of the 9th May, on page 1106, Nos. 2027-28 and in that of the 16th of May, 1914, page 1213, Nos. 2027-28, respecting the "Lanctot Hotel, Limitée", are void.

C. J. SIMARD,
5574 Deputy-Provincial Secretary.

1544.14

Quebec, 28th October, 1914.

His honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 9th October instant (1914) to erect into a school municipality under the name of "Parent", the whole of the territory comprised within the limits of the village of Parent, county of Champlain; the above territory comprising about 3 miles in length by 2 miles in width, along the line of the Transcontinental railway. 5658

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Jeremie Soumis, trader, of the town of Joliette, Zoel Gariepy, farmer, of the parish of Sainte Beatrix, Julien Tetreault, station master, of the parish of L'Epiphanie, François Xavier Caisse and Hermas Caisse, both farmers, of the parish of Saint Paul, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in all kinds of goods and wares, and generally in any products, provisions, materials and merchandise of all kinds, and to carry on a general storage business in all branches thereof;

To acquire and hold, for its business purposes, moveable and immoveable property, which it may sell, alienate, exchange or lease;

To have the power to pay for any moveable and immoveable property, rolling stock and materials of all kinds which it may acquire, with paid up and non assessable shares;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or a part of the business, property and assets of any persons or companies carrying on a business in whole or in part similar to that of this company;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges which the company may think necessary or suitable for the attainment of its purposes;

To borrow, hypothecate the whole or any part of the lands or immoveable property of the company, to transfer, as the security for any loan, any hypothecs, or other rights or securities belonging to the company or accruing to it from the sale of land or other sources, to borrow money by issuing notes, bonds or debentures,

obligations ou débentures, consentir des hypothèques pour le prix d'achat d'immeubles sur les terrains achetés par la compagnie, ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie; et généralement faire toutes choses relatives aux fins pour lesquelles la compagnie est formée, sous le nom de "J. J. Soumis & Cie, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5547 Sous-secrétaire de la province.

give hypothecs for the purchase price of immoveables upon the land purchased by the company or upon any other land or property belonging to the company; and generally do any such things as may be incidental to the purposes for which the company is incorporated under the name of "J. J. Soumis & Cie, Limitee", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5548 Deputy Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par le présent donné que Dame Philomène Labrecque, en religion Sœur Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, en religion Sœur Marie-Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, en religion Sœur Henri Dominique; Dame Anna Blais, en religion Sœur Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, en religion Sœur Marie du Saint-Sacrement; Dame Marie Millet, en religion Sœur Saint-Jean de Gercum; et Dame Geneviève Trottier, en religion Sœur Marie de la Nativité, toutes présentement de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi les incorporant en leur donnant les pouvoirs ordinaires d'incorporation sous le nom de les "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs.
Québec, 29 octobre 1914. 5597

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour demander: 1. afin de mieux assurer la retraite des professeurs à son emploi, que le pouvoir lui soit donné de contribuer aux fonds de pension des instituteurs et institutrices, d'augmenter si possible le montant de leur retraite ou de leur payer des annuités et de faire tout règlement à ce sujet; 2. l'autorisation d'émettre des bons ou effets à cou te échéance; 3. l'autorisation de vendre de gré à gré à la cité de Montréal partie d'un emplacement d'école lui appartenant, situé sur les rues Saint-André et Saint-Christophe et la confirmation de l'entente intervenue entre la cité de Montréal et la Commission au sujet de la cession de cette partie de terrain et de plus l'autorisation de vendre de gré à gré, à qui que ce soit, le reste de cet emplacement d'école ou toute partie d'icelui.

ULRIC LAFONTAINE,
5599 Secrétaire-trésorier.

Applications to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given that Dame Philomène Labrecque, in religion Sister Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, in religion, Sister Marie Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, in religion, Sister Henri Dominique; Dame Anna Blais, in religion, Sister Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, in religion, Sister Marie du Saint Sacrement; Dame Marie Millet, in religion Sister Saint Jean de Gercum; Dame Geneviève Trottier, in religion Sister Marie de la Nativité; all presently of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session and ask a bill incorporating them and giving them the ordinary powers of incorporate bodies under the name of the "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys.
Quebec, 29th October, 1914. 5598

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature, at its next session: 1. for authority to ensure more fully the superannuation of the teachers in its employ, to contribute to the pension fund for teachers, to increase if possible the amount of their pension, or to pay them annuities, and to make all necessary rules to this effect; 2. for authority to issue short-term notes; 3. for authority to sell, by mutual agreement, to the city of Montreal part of a school site belonging to the board, situated on Saint Andrews and Saint Christophe streets, and the ratification of the understanding made between the city of Montreal and said board regarding the cession of that part of the land, moreover, for authority to sell, by mutual agreement, to any one whosoever, the remainder of this school lot, or any other part of the same.

ULRIC LAFONTAINE,
5600 Secretary-treasurer.

Avis Divers

Dame Clarina Dauteuil a, le 24 octobre, 1914, poursuivi son époux Charles Veilleux, ci-devant de Saint-Clément, Témiscouata, en séparation de biens.

LEON PARADIS,
5617 Procureur de la demanderesse.

Miscellaneous Notices

Dame Clarina Dauteuil has, on the 24th October, 1914, instituted against her husband, Charles Veilleux, heretofore of Saint Clement, Temiscouata, an action for separation as to property.

LEON PARADIS,
5618 Attorney for the Plaintiff.

Avis de Faillite

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Pontiac,
No 1143.
Re François Belanger & Louis A. Levesque, (F. Belanger & Cie), Ville Marie, P. Q.
Faillis.

Avis est par la présente donné, que j'ai préparé un second et dernier bordereau de dividende lequel sera sujet à objection jusqu'au 30 novembre 1914, après laquelle date, le dividende sera payé à mon bureau.

JOS. DESAUTELS,
Curateur.

211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 14 novembre 1914. 5611

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 229.
In re Rubin Vudofsky, (Royal Fur Co.) Montréal,
Failli.

Avis est par la présente donné, que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende lequel sera sujet à contestation jusqu'au 30 novembre 1914, après laquelle date, le dividende sera payé.

G. E. MARTIN,
Curateur.

211 rue McGill, Montréal.
Montréal, 14 novembre 1914. 5613

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Louis A. Henry, Commerçant de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er décembre 1914, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.

11Placed'Armes,Montréal.
Montréal, 14 novembre 1914. 5615

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District of Montreal.
No 20*a*–372.

Léon Papelbaum, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

MONTEFIORE BERNSTEIN,
Montréal, 3 novembre 1914. 5587

Cour Supérieure.
Canada
Province de Québec,
District de Saint-François.

Adolphe Lacoudic, Weedon, comté Wolfe, marchand, a le 7 novembre 1914, fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien-provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 11 novembre 1914. 5585

Bankrupt Notices

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Pontiac,
No 1143.
Re François Belanger & Louis A. Levesque, (F. Belanger & Cie), Ville Marie, P. Q.,
Insolvents.

Notice is hereby given that I have prepared a second and final dividend sheet, which will be open to objection until the 30th day of November, 1914, after which date the dividend will be paid at my office.

JOS. DESAUTELS,
Curator.

211, McGill street, Montreal.
Montreal, 14th November, 1914. 5612

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No 229.
In re Rubin Vudofsky, (Royal Fur Co.,) Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a first and final sheet of dividend, which will be open to objection until the 30th day of November, 1914, after which date the dividend will be paid.

G. E. MARTIN,
Curator.

211, McGill street, Montreal.
Montréal, 14th November, 1914. 5614

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Louis A. Henry, Trader, of Montreal,
Insolvent.

A first and final sheet of dividend has been prepared in this matter, and will be open to objection until the first day of December, 1914, after which day the dividend will be payable at my office.

ERNEST SAINT AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 14th November, 1914. 5616

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 20*a*–372.

Léon Papelbaum, has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

MONTEFIORE BERNSTEIN.
Montreal, 3rd November, 1914. 5588

Superior Court.
Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Adolphe Lacoudic, Weedon, Wolfe county, merchant, has, on the 7th of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Saint Francis, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office:: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav., Co., Building.
Quebec, 11th November, 1914. 5586

In re Odilon Lagacé, Boucher, Hull, P. Q.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et que le dividende est payable à mon bureau.

J. E. COUTURE,
Curateur.

5581

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 20*a*-372.

Dans l'affaire de Léon Pappelbaum,
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le onzième jour de novembre 1914, par une ordonnance de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit insolvable qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans les trente jours du présent avis.

GIROUARD & VALENTINE,
Curateurs.

Bureau: 225, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 11 novembre 1914. 5579

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

In re J. B. Giguère, Saint-Aimé, Qué.,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 28 novembre 1914, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power", Montreal.
Montréal, 11 novembre 1914. 5577

CourSupérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 136.

In re La Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu du Canada, Montréal,
en liquidation.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 30 novembre 1914. Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date susmentionnée.

F. R. VINET,
Liquidateur,
de la Compagnie d'Assurance
Mutuelle contre le Feu du Canada,
en liquidation.

Bureau de Vinet & Dufresne,
Batisse Banque Nationale,
99, Rue Saint Jacques.
Montréal, 14 novembre 1914. 5575

District de Montréal.

Re Paul Desforges, Marchand, Lachine, P. Q.,
Failli.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 30 Octobre 1914, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs-conjoints.

107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 11 novembre 1914. 5593

In re Odilon Lagacé, butcher, Hull, P. Q.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and that dividend is payable at my office.

J. E. COUTURE,
Curator.

5582

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 20*a*-372.

In the matter of Léon Pappelbaum,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the eleventh day of November, 1914, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the estate of said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date of this notice.

GIROUARD & VALENTINE,
Curators.

Office: 225 Saint James street, Montreal.
Montreal, 11th November, 1914. 5580

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

In re J. B. Giguère, Saint Aimé, Que.,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 28th November, 1914, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" Bldg., Montreal.
Montreal, 11th November, 1914. 5578

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 136.

In re The Canada Mutual Fire Insurance Company, of Montreal, in liquidation.

A second and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 30th November, 1914. Any contestation of said dividend sheet must be deposited with me before the above mentioned date.

F. R. VINET,
Liquidator.
to the Canada Mutual Fire
Insurance Company,
in liquidation.

Office of Vinet & Dufresne,
Banque Nationale Building,
99, Saint James Street.
Montreal, 14th November, 1914. 5576

District of Montreal.

Re Paul Desforges, Merchant, Lachine, P. Q.,
Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 30th October, 1914, we have been appointed curators to the above estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

PREVOST & BEDARD,
Joint Curators.

107, Saint James Street.
Montreal, 11th November, 1914. 5594

In re Donat Sanche, épicier, Hull, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que le dit Donat Sanche, a fait ce jour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien-provisoire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,
Gardien-provisoire.

Hull, 10 novembre 1914. 5583

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Dame Mary Cohen, "Saint Rémi Dry Goods Store", Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable ci-dessus nommée a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire aux biens susdits.

H. SIMON,
Gardien-provisoire.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 11 novembre 1914. 5609

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 356.

John Stewart, "John Stewart & Co" a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé Gardien provisoire.

E. F. GIBERSON,
Montréal, 30 octobre 1914. 5589

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 29a-300.

Edwin Gill "Edwin Gill & Co" a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

WALTER J. MACDONALD,
Montréal, 5 novembre 1914. 5591

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville,
No 9.

In re Arthur Dubois, Débiteur;

&

Hudon, Hébert & Cie. Ltée., Créanciers.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Saint-Jean.

EUGENE PREVOST,
Sub-gardien provisoire.

Saint-Jean, 6 novembre, 1914. 5595

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Lafontaine Frères, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau le ou après le 1er décembre, 1914.

Les contestations de ce dividende devront m'être produites avant la date sus-mentionnée.

PAUL Ls. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier, Montreal. 5651

In re Donat Sanche, grocer, Hull, P. Q.,

Notice is hereby given to you that said Donat Sanche, has made, to-day, a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Sworn claims must be sent to me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Provisional guardian.

Hull, 10th November, 1914. 5584

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Dame Mary Cohen, "Saint Remi Dry Goods Store", Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

H. SIMON,
Provisional Guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 10th November, 1914. 5610

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 356.

John Stewart, "John Stewart & Co" has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed Provisional Guardian.

E. F. GIBERSON,
Montreal, 30th October, 1914. 5590

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 29a-300.

Edwin Gill "Edwin Gill & Co" has, this day, made an abandonment of his property and I have been appointed provisional guardian.

WALTER J. MACDONALD,
Montreal, 5th November, 1914. 5592

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville,
No. 9.

In re Arthur Dubois, Debtor;

&

Hudon, Hebert & Cie. Ltee., Creditors.

Notice is hereby given that the said debtor has made this day a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Saint Johns.

EUGENE PREVOST,
Sub-Provisional guardian.

Saint Johns, 6th November, 1914. 5596

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Lafontaine, Frères, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable at my office on or after the 1st December, 1914.

Any contestation of the said dividend must be filed with me before the date above mentioned.

PAUL Ls. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint Saint Frs. Xavier, Montreal. 5652

ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS.

Dans la Cour Supérieure de la province de Québec.
Province de Québec,
District de Montréal,
No-A-393.

Dans l'affaire de George A. Cavell & Frank L. Cunningham ("The Green Mountain Creamery Company"), Insolvables.

Il est par le présent ordonné aux créanciers des dits insolvables de comparaître devant un des juges de cette Cour, dans la salle d'audience No 31, dans le Palais de Justice, à Montréal le vingtième jour de novembre 1914, à dix heures de l'avant-midi, afin de donner leur avis touchant la nomination d'un curateur et d'inspecteurs aux biens des dits insolvables.

N. Z. CORDEAU,
Dep.-Protonotaire C. S.
Montréal, 11 novembre, 1914. 5653

Re Edmond Laramee, Boucher, Hull, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours, si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.
Hull, 11 novembre, 1914. 5649

District de Québec.

Charles Gastonguay, Jnr., de Québec, restaurateur, a, le 7ème jour de novembre, 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.
Bureau: 101 Rue Saint Pierre.
Québec, le 11 novembre, 1914. 5647

CALLING IN CREDITORS.

In the Superior Court of the Province of Quebec
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 42-A-393.

In the matter of George A. Carvell & Frank L. Cunningham, "The Green Mountain Creamery Company", Insolvent.

The creditors of said insolvent are hereby ordered to appear before one of the Judges of this Court, in the Court room No. 31 in the Court House, at Montreal, on the 20th day of November, 1914, at ten of the clock in the forenoon, in order to give their advice touching the appointment of a curator and inspectors to the property of said insolvent.

N. Z. CORDEAU,
Deputy Prothonotary, S. C
Montreal, 11th November, 1914. 5654

Re Edmond Laramee, Butcher, Hull, P. Q.

Notice is hereby given to you, that, by order of the court I have been appointed, to-day, curator in this matter.

Sworn claims must be sent to me within thirty days, if they are not yet filed with me.

J. E. COUTURE,
Curator.
Hull, 11th November, 1914. 5650

District of Quebec.

Charles Gastonguay Jnr., of Quebec, proprietor of Cafe, has on the 7th day of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.
Office: 101 Saint Peter Street.
Quebec, 11th November, 1914. 5648

Résolution

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAGUENAY.

Avis public est par le présent donné par moi, L. F. Boucher, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 5 octobre 1914, a passé une résolution à l'effet d'ériger en municipalité locale sous le nom de la "Municipalité des Sept Cantons Unis de Saguenay", et que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil, le vingt-neuvième jour d'octobre, 1914.

Donné à les Escoumains, ce 10 novembre 1914.

L. F. BOUCHER,
Secrétaire Trésorier.
5567 C. de C. Saguenay.

Resolution

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SAGUENAY.

Public notice is hereby given by the undersigned, L. F. Boucher, that the Council of the aforesaid municipality, at a meeting held on the 5th October, 1914, has adopted a resolution for the erection of a local municipality uuder the name of "Municipality of the Sept cantons Unis du Saguenay" and that the said resolution was approved by His Honor the Lieutenant Governor in council, on the twenty ninth day of October, 1914.

Given at Les Escoumains, this 10th November, 1914.

L. F. BOUCHER,
Secretary Treasurer,
5568 C. C. of Saguenay.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE.*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 5347

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays. will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 5348

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Cox vs Raycraf..... 2860
" Dauteuil vs Veilleux..... 2902
" Demers vs Robillard..... 2861
" Desbiens vs Henry..... 2860
" Depairon vs Dupré..... 2860
" Deslauriers vs Grenier..... 2862
" Farrel vs Patterson..... 2862
" Fitzgerald vs Warrington..... 2862
" Gougeon vs Dépatie..... 2860
" Lapierre vs Boisvert..... 2863

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Gagnon vs Dme Brown..... 2861

ANNONCEURS, avis aux:—2906.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'Association du Pain des Pauvres, 2844; Municipalité du canton de Watford-Ouest, 2854.

AVIS:—Lanctôt Hôtel Ltée, 2901; Skye Cemetery Co., 2864; Syndics d'Ecoles:—Rivière à Beaudette, 2853; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2869; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2863.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des Chambre des Communes, 2842.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS:—Murray Shoe Coy, Ltd., 2900; The Chaplin Fulton Mfg. Coy, 2842.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Marcotte vs Leblanc..... 2861
" McArthur vs Spence..... 2859
" Mofette vs Hamel..... 2860
" Nolet vs Nadeau..... 2860
" Perron vs Tremblay..... 2861
" Pomerleau vs Bilodeau..... 2863
" Poulin vs Syrkos..... 2861
" Sheheen vs Bouzianne..... 2862
" Trudel vs Plante..... 2863

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Gagnon vs Dme Brown..... 2861

ADVERTISERS, notice to:—2906.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—L'Association du Pain des Pauvres, 2843; Municipality of the township of Watford-West, 2854.

NOTICE:—Lanctôt Hôtel Ltée, 2901; Skye Cemetery Co., 2864; School Trustees :—Rivière à Beaudette, 2853; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2869; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2863.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the House of Commons, 2842.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Murray Shoe Coy., Ltd, 2900; The Chaplin Fulton Mfg. Coy, 2842.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Boisvert, Eug. Alf 2856
Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques romains de la cité de Québec,—Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, 2855
Commissaires d'écoles pour la municipalité du village Saint-Pie.—School Commissioners for the municipality of the village Saint Pie..... 2854
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal..... 2858
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal..... 2902
Corporation de la ville de Joliette.—Corporation of the town of Joliette..... 2859
Curé et marguilliers de Notre-Dame de Saint-Rosaire. — Curate and church wardens of the parish of Notre Dame de Saint Rosaire..... 2856

EXAMEN:—L'Association des Architectes de la Province de Québec, 2863.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Bélanger & Cie..... 2903
Boivin..... 2865
Cohen (Dme)..... 2905
Coury..... 2865
Desforges..... 2904
De St-Aubin (Dme)..... 2866
Dubois..... 2805
Fontainebleau..... 2864
Gastonguay..... 2906
Giguère..... 2904
Gill..... 2905
Goldner..... 2865
Gotheil..... 2865
Henry..... 2903
Labbé (Dme)..... 2864
Lacoudic..... 2903

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

A. Laurendeau, Ltée..... 2834
Alliance Limoilou, Ltée..... 2900
Bull's Head Hotel Ltd..... 2847
Café Moineau..... 2840
Charles Café, Ltée..... 2841
Château Salaberry Limitée..... 2852
Grand Union Hotel Coy, Ltd..... 2851
Height of Fashion Ladies Tailory Ltd..... 2845
J. J. Soumis & Cie, Ltée..... 2901
La Cie Electrique Provinciale Ltée..... 2844
Les Abattoirs de Victoriaville, Ltée..... 2844

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Parent, 2901; Port Daniel, 2854.

NOMINATIONS:—

Juges de paix pour assermenter recrues, 2899.

Juges de paix:—District de Kamouraska, 2900; Québec, 2899; Chicoutimi, 2900; Saint-François, 2900.

Second greffier du coroner:—M. Franchère Pepin, 2899.

ORDRE DE COUR:—Letellier vs Moisan *et al*, 2870.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Ecole des Commissaires de la ville de Westmount. — School Commissioners of the city of Westmount..... 2858
Exécuteurs testamentaires de feu Chs. E. Levey.—Testamentary Executors of the late Chs. E. Levey..... 2789
Goldstein, Maxwell *èsql*..... 2854
Lachute Protestant Cemetery Coy..... 2856
La Corporation de la paroisse de Saint-Lin. 2856
—The Corporation of the parish of Saint Lin..... 2786
La ville de Châteaugauy.—The town of Châteauguay..... 2857
Learmont, J. D. Succession-Estate..... 2859
Marrié, Ferland *et al*,..... 2859
Municipalité du Lac Tremblant Nord..... 2858
Olivier, Chas-Frédéric *et al*..... 2788
Sakovitch, Vladimir-Joseph *et al*... 2858
Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus..... 2902
The East Side Nursery and Infants Home.. 2855

EXAMINATION:—Province of Quebec Association of Architects..... 2863

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Lafontaine Frères..... 2905
Lagacé..... 2904
Lamy..... 2865
Laramée..... 2906
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada—The Canada Mutual Fire Insurance Coy..... 2904
Papelbaum..... 2903
Papelbaum..... 2904
Sanche..... 2905
Simard..... 2873
Stewart..... 2905
The Duchess Wardrobe..... 2864
The Green Mountain Creamery Coy..... 2906
Vudofsky..... 2903
Whelan-Reilly..... 2865

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

La Cie d'Autobus de Chicoutimi..... 2837
La Cie Rivard & Simard Ltée..... 2839
Montreal Press & Advertising Club Co..... 2853
Neveu & Fils, Ltée..... 2837
Saint Charles House, Ltée..... 2849
Saint James Buffet, Ltd..... 2850
Saint Gabriel Park House, Ltd..... 2848
Saint Roch Canning Ltd..... 2839
Simard, Ltée..... 2838
Theos. Hotel, Ltd..... 2855

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Parent, 2901; Port Daniel, 2854.

APPOINTMENTS:—

Justices of the peace for administratings oath to recruits: 2899.

Justices of the peace:—District of Kamouraska, 2900; Quebec, 2899; Chicoutimi, 2900; Saint Francis, 2900.

Second clerk of the coroner: Mr. Franchère Pepin, 2899.

ORDER OF THE COURT:—Letellier vs Moisan *et al*, 2870.

PROCLAMATIONS:—Canton Wabassee, 2898; Convocation des Chambres, 2833; Municipalité de village de Charlesbourg, 2896; Paroisse Saint-Jean-l'Evangéliste de Coaticook, 2895.

RÉSOLUTIONS:—Municipalité de la paroisse de Saint-Simon, 2872; Municipalité du comté de Matane, 2e division, 2872; Municipalité des sept cantons unis du Saguenay, 2906.

VENTE, EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Canadian Pacific Railway Coy., 2873.

VENTE PAR LICITATION:—Brazzel vs Brazzel *et al*, 2871; Cook vs Dlle Hould, 2870.

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2869; La Manufacture de chaises et jouets de Wotton, Ltée, 2868 The King Edward Park Co., Ltd, 2866.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—La ville de Longueuil, 2874.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Beaulieu vs Bellefeuille, 2877; Côté vs Morin, 2877 ; The Quebec & Saint Maurice vs Coulnmbe, 2876 ; Belair vs Duquette, 2876 ; Belair vs Richer, 2876.

BEAUCE:—Lagueux vs Veilleux *et al*, 2878; Létourneau *et al* vs Pepin, 2878.

JOLIETTE:—Gaudet vs Perreault, 2879.

MONTCALM:—Godard *et al* vs Martin, 2880; O'Gilvie Flour Mills Coy vs Bédard, 2879.

MONTMAGNY:—Michaud vs Cloutier, 2880; Nadeau vs Fradet, 2880.

MONTRÉAL:—Bancroft vs Dme Houle, 2883; Breux vs Girouard, 2886 ; Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 2882 ; Blais, failli, 2887; Breuse vs Girouard Brunelle-*exparte*, 2885; Brunet vs Antrobus, 2886; Dupras vs Reeves, 2882; Dupuis vs Lépine, 2881; Hébertvs Bleau, 2885; Jackson & Solomon vs Kaufman *et al*, 2884; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 2887; La cité de Lachine vs Bourbonnais, 2887; Lalonde vs Côté, 2885; Ouellet, failli, 2886; Pilon (Dlle) vs Léveillé, 2883; Russo, failli, 2884; Villeneuvs & Cie vs Vinot, 2881.

QUÉBEC:—Blouin vs Bédard, 2889; Guimont vs Bacon, 2889.

ROBERVAL:—Plourde vs Tremblay, 2889.

SAINT-FRANCOIS :—La Banque Nationale vs Dufresne *et al*, 2890.

SAINT-HYACINTHE:—Cadieux vs Lafrance, 2890.

TERREBONNE:—Beaulne *et al* vs Côté, 2892; Gravel (Dme) *et vir* vs Meunier, 2891; Prévost (Rév) *èsql* vs Dme Cadieux, 2892.

TROIS-RIVIERES:—Héroux vs Dechaine, 2893; La Banque Nationale vs Lampron *et al*, 2894; Larivière vs Chauvette, 2893; Marchand vs Trudel, 2895.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

PROCLAMATIONS:—Township Wabassee, 2898; Parliament convoked, 2833; Municipality of the village of Charlesbourg, 2896; Parish of Saint Jean l'Evangéliste of Coaticook, 2895.

RESOLUTIONS:—Municipality of the parish of Saint Simon, 2872; Municipality of county of Matane, 2nd division, 2872; Municipality of sept cantons unis of Saguenay, 2906.

SALE, UNCLAIMED FREIGHT:—Canadian Pacific Railway Coy., 2873.

SALE BY LICITATION:—Brazzel vs Brazzel *et al*, 2871; Cook vs Dlle Hould, 2870.

SALE BY LIQUIDATOR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2869; La Manufacture de chaises et jouets de Wotton, Ltée, 2868 The King Edward Park Co., Ltd, 2866.

SALE FOR MUNICIPALS TAXES:—The town of Longueuil, 2875

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—Beaulieu vs Bellefeuille, 2877; Côté vs Morin, 2877 ; The Quebec & Saint-Maurice vs Coulnmbe, 2876 ; Belair vs Duquette, 2876 ; Belair vs Richer, 2876.

BEAUCE:—Lagueux vs Veilleux *et al*, 2878; Létourneau *et al* vs Pepin, 2878.

JOLIETTE:—Gaudet vs Perreault, 2879.

MONTCALM:—Godard *et al* vs Martin, 2880; O'Gilvie Flour Mills Coy vs Bédard, 2879.

MONTMAGNY:—Michaud vs Cloutier, 2880; Nadeau vs Fradet, 2880.

MONTREAL:—Bancroft vs Dme Houle, 2883; Breux vs Girouard, 2886 ; Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 2882 ; Blais, insolvent, 2887; Breuse vs Girouard Brunelle-*exparte*, 2885; Brunet vs Antrobus, 2886; Dupras vs Reeves, 2882; Dupuis vs Lépine, 2881; Hébert vs Bleau, 2885; Jackson & Solomon vs Kaufman *et al*, 2884; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 2887; The city of Lachine vs Bourbonnais, 2887; Lalonde vs Côté, 2885; Ouellet, insolvent, 2886; Pilon (Dlle) vs Léveillé, 2883; Russo, insolvent, 2884; Villeneuvs & Cie vs Vinot, 2881.

QUEBEC:—Blouin vs Bédard, 2889; Guimont vs Bacon, 2889.

ROBERVAL:—Plourde vs Tremblay, 2889.

SAINT FRANCIS :—La Banque Nationale vs Dufresne *et al*, 2890.

SAINT HYACINTH:—Cadieux vs Lafrance, 2890.

TERREBONNE:—Beaulne *et al* vs Côté, 2892; Gravel (Dme) *et vir* vs Meunier, 2891; Prévost (Rév) *èsql* vs Dme Cadieux, 2892.

THREE RIVERS:—Héroux vs Dechaine, 2893; La Banque Nationale vs Lampron *et al*, 2894; Larivière vs Chauvette, 2893; Marchand vs Trudel, 2895.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.